

**Rapport du bilan des travaux sur
« le développement des pays d'Afrique et les expériences
de la croissance économique menée en Asie »**

Mai 2008

ISBN4-903645-83-1

IIC
J R
08-03

Ce rapport, présente les conclusions du groupe de bilan des travaux sur « le développement des pays d’Afrique et les expériences de la croissance économique menée en Asie » un groupe organisé conjointement par la JICA (Agence de coopération internationale japonaise) et la JBIC (banque japonaise pour la coopération internationale) dans le but de permettre « l’accélération de la croissance », une des stratégies importantes de la 4^{ème} Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l’Afrique (CITDA IV – TICAD IV). Ce groupe qui s’est réuni 5 fois depuis juin 2007, rassemble des experts japonais, des membres du Ministère des Affaires Étrangères Japonais, de la JICA et de la JBIC qui participent à des recherches en Afrique et en Asie. En février 2008, il a invité des chercheurs et des décideurs d’Afrique et d’Asie pour participer à des groupes de travail lors desquels les participants ont échangé leurs opinions sur ce que devraient être les stratégies de croissance économique en Afrique.

Ce rapport a été rédigé par le bureau administratif du groupe de bilan des travaux sur « le développement des pays d’Afrique et les expériences de la croissance économique menée en Asie » selon les recommandations faites par ses membres. Il ne représente en rien l’expression d’une position officielle en la matière de la JICA ou de la JBIC.

Principaux membres du groupe de bilan des travaux sur « le développement des pays d’Afrique et les expériences de la croissance économique menée en Asie »

Membres de la commission

Shinji ASANUMA	Université Hitotsubashi - Professeur honoraire
Shigeru OTSUBO	Université de Nagoya - Professeur titulaire
Izumi OHNO	Institut National Post-Universitaire d’études politiques - Professeur titulaire
Jin SATO	Université de Tokyo - Professeur adjoint
Masumi SHIMAMURA	Institut National Post-Universitaire d’études politiques - Professeur assistant
Yasutami SHIMOMURA	Université Hosei – Professeur titulaire
Motoki TAKAHASHI	Université de Kobé – Professeur titulaire
Yonosuke HARA	Institut National Post-Universitaire d’études politiques - Professeur titulaire

Conseillers

Kaoru HAYASHI	Université Bunkyo – Professeur titulaire
Hiroyuki HINO	Expert de l’institut de recherches globales de la JICA
Matuso WATANABE	Expert de l’institut de recherches globales de la JICA

Administrateur

Atsushi HANATANI	Expert de l’institut de recherches globales de la JICA
------------------	--

Table des matières

Résumé.....	i
1 Situation actuelle de l'économie de l'Afrique et nécessité d'accélérer une croissance durable.....	2
2 Les clés pour atteindre une « accélération de la croissance soutenue (SGA) » telle que suggérée par les expériences asiatiques.....	4
2.1. Les expériences communes à l'Asie	4
2.2. La diversité des expériences et des stratégies de développement industriel en Asie	6
2.3. Détail des stratégies de développement industriel dans les pays d'Asie	7
3 Les stratégies de développement en Afrique nécessaires à l'accélération d'une croissance durable (Sustained Growth Acceleration - SGA)	12
3.1. Rendre possible un plus grand éventail de choix (<i>politique de l'espace</i>) par le biais d'une « stratégie de développement industriel »	12
3.2. Les points capitaux dans le choix des « stratégies de développement industriel ».....	14
3.2.1 « Découvrir » selon des critères de choix clairs et précis les entreprises à même de devenir les moteurs de la croissance.....	14
3.2.2 Un partage des informations grâce à la coopération entre le secteur public et le secteur privé.....	14
3.2.3 Aider les industries qui font preuve de discipline et qui sont compétitives	15
3.2.4 Mesures d'aides harmonisées aux capacités des institutions.....	15
4 Porter son attention sur le détail des mesures de « stratégies de développement industriel »	17
4.1 Mesures de formation industrielle par le biais de mesures d'accélération des exportations et des investissements	17
4.2. Établissement de fonctions de base de la croissance	18
4.2.1 Mise en place d'infrastructures	18
4.2.2 Constitution de main-d'œuvre	19
4.2.3 Développement du marché de crédits.....	19
4.3. Développement de l'agriculture et des zones rurales en tant que fondement du développement industriel	20
4.4 Formation de marchés régionaux et extra-régionaux	21
5 Contributions de la société internationale et du Japon.....	22
5.1. Contributions de la société internationale.....	22
5.2. Propositions de contributions du Japon	23
5.2.1 Aides du Japon au développement industriel et à l'éducation des pays africains dans les domaines porteurs	23
5.2.2 Aides du Japon à l'Afrique pour l'amélioration de l'environnement des investissements et du commerce	26

Document Annexe-1

● 1-1 Apparition et fluctuations du «dividende démographique» en Asie	28
● 1-2 Pouvoir politique de développement en Asie.....	29
● 1-3 Fertilisation et rendement de la terre en Asie	30
● 1-4 Evolution des taux d'inflation et d'intérêt réel en Asie et en Afrique	30
● 1-5 Evolution du taux de scolarisation nominal dans l'enseignement primaire et secondaire et de la proportion de la dépense scolaire en Asie et en Afrique.....	31
● 1-6 Chain of Industrial structure change.....	32
● 1-7 Trend of Industrial Development Strategies in Asia.....	33

● 1-8	Maintien du taux de change pour la promotion des exportations.....	34
● 1-9	Stratégies de développement industriel des pays asiatiques	35

Document Annexe-2

Détail des stratégies de développement industriel dans les pays d'Asie

A.	Les stratégies de développement des pays riches en ressources naturelles.....	38
a-	Gestion de la « malédiction des ressources »: le cas de l'Indonésie	38
b-	Utilisation des revenus miniers pour le développement du secteur agricole et du milieu rural: le cas de l'Indonésie	39
c-	Sortie d'une économie tributaire des ressources minières : le cas de la Malaisie	41
B.	Les stratégies de développement des pays qui possèdent peu de ressources naturelles	44
a-	mise en avant d'une industrie agricole a but commercial qui inclus l'agro-industrie : le cas de la Thaïlande	44
b-	Investissements via des établissements financiers de développement dans les pays d'Asie de l'Est: les cas du Japon et de la Corée du Sud	46
C.	L'élaboration de nouveaux avantages comparatifs	48
a-	Développement de l'industrie ICT par le biais de la formation de personnels hautement qualifiés: le cas de l'Inde.....	48
b-	Aménagement d'un environnement favorable aux investissements basé sur l'établissement de zones économiques spéciales: les cas de la Chine, de la Thaïlande et des Philippines.....	50
c-	Stratégie d'envoi de main d'œuvre à l'étranger: le cas des Philippines.....	53
d-	Développement régional qui inclus les pays dans les terres selon l'établissement d'un corridor de développement: le cas du programme de développement du bassin du Mekong.....	55

Document Annexe-3

Détail des exemples d'aides apportées par le Japon

3-1	Définition de « stratégies de développement industriel » en se servant des expériences menées en Asie (aides à l'établissement d'un environnement propice aux investissements en Zambie, aides aux mesures économiques prises par le Vietnam, collaboration tripartite Japon-Vietnam-Mozambique).....	58
3-2	Aides au renforcement des capacités à exporter (aides à la production du beurre de karité au Ghana et aides au développement du commerce extérieur du Kenya).....	61
3-3	Création d'avantages comparatifs grâce renforcement de l'enseignement technologique (enseignement technologique au Rwanda).....	63
3-4	Aides à la formation professionnelle et à la formation continue (aides à la formation professionnelle et à la formations continue au Sénégal et en Ouganda).....	64
3-5	Aides à la création de réseaux régionaux et locaux d'établissements d'enseignement supérieur (Institut africain pour le développement de la capacité (African Institute for Capacity Development - AICAD), Réseau d'enseignement supérieur technologique de l'ASEAN (AUN/SEED-Net - ASEAN Network University, Southeast Asia Engineering Education Development Network)	65
3-6	Aménagement d'infrastructures routières de grande envergure en Afrique (Sénégal - Mali, Tanzanie - Kenya, Mozambique)	66
3-7	Réduction des coûts du transport terrestre – Simplification des procédures douanières aux frontières (postes frontières à arrêt unique (One Stop Border Post) OSBP)	67
3-8	Renforcement des capacités en approvisionnement électrique de grande envergure (programme d'électrification de la Zambie, travaux d'aménagement du réseau électrique de Bujagali en Ouganda).....	68
3-9	Aides à la révolution verte en Afrique (Initiatives pour un développement adapté de la production de riz africain)	70
3-10	Renforcement de la coopération dans les régions de l'Océan Indien (Formations pour la promotions des investissements dans le commerce extérieur de la zone économique de l'Océan Indien)	71

Résumé

Depuis ces dernières années, la croissance a fait son apparition dans presque tous les pays d'Afrique : le taux de croissance du PIB réel s'accélère de manière régulière depuis 2000 et ces trois dernières années, il a atteint une moyenne annuelle de 6%. Cependant, ce succès, ne repose pas uniquement sur l'explosion de la demande en matières premières, il repose également sur l'attention que l'on porte, dans une partie des pays qui sont en conflits ou qui en ont connu, à la reconstruction de l'économie. Et même dans les pays qui ne possèdent pas de ressources naturelles, on peut voir que le taux de croissance annuel a dépassé les 5%. Ce contexte a rendu possible une hausse des opportunités de commerce et d'investissements grâce à la fin de certains conflits qui duraient depuis longtemps, une gestion saine de l'économie nationale et une amélioration régulière d'un environnement favorable aux investissements.

Pour que l'Afrique puisse atteindre par elle-même la réduction de la pauvreté qui la touche, il est nécessaire qu'elle accélère et qu'elle poursuive encore plus sa croissance par le biais du renforcement de ses bases économiques. Alors que l'on est en train d'étudier de nouvelles stratégies de croissance en Afrique, du côté africain depuis quelques années, on s'intéresse aux expériences qu'ont fait les pays d'Asie pour s'en servir de modèle et l'analyse des réussites et des échecs de ces différents pays peut être très utile pour appréhender les choses sous un angle plus large.

La croissance en Asie s'est réalisée grâce à une « industrialisation volontairement exportatrice », mais il faut bien voir qu'elle n'a été possible que par la présence d'un pouvoir stable sur le long terme et d'un gouvernement résolument tourné vers le développement et bien qu'on remarque des facteurs communs : développement industriel précédé d'un développement de l'agriculture, augmentation de l'accumulation de capital physique et humain et fort taux d'épargne, les stratégies de croissance que chacun des pays ont adopté en fonction de leur situation particulière, ainsi que les rôles qu'ont joué les gouvernements sont multiples et variés. Mais, dans tous les cas les gouvernements ont joué un rôle important dans la propulsion des activités du secteur privé.

Dans ce cadre, au regard à la situation où l'Afrique se trouve actuellement dans ce contexte de mondialisation (globalisation), tous les ajustements structurels, toutes les stratégies de croissance économique et de développement industriel se ressemblent et il faut reconnaître que l'éventail des choix (« *politique de l'espace* ») est assez restreint. Dans un marché peu développé, pour que le secteur privé puisse aussi, dans une Afrique fragile, faire avancer le développement industriel, il est nécessaire d'avoir une approche autonome et indépendante qui prenne en compte les particularités et les potentiels de chacun des pays : il faut établir une concertation entre public et privé sur les directions du développement sur le long terme selon une « stratégie de développement industriel » et dans ce cadre, apporter une aide aux industries stratégiques qui ont été découvertes.

Cependant, cette « stratégie de développement industriel » ne doit pas signifier que le gouvernement aide de manière unilatérale le secteur privé: elle doit être une chose qui insiste sur l'importance de la communication et du renforcement des liens entre le secteur public et le secteur privé; elle doit grâce au dialogue entre public et privé, garantir aux industries stratégiques pour l'économie, leur « découverte », des règles et le maintien de la concurrence et proposer des mesures d'aides qui correspondent à la capacité institutionnelle de chacun des pays, car il est très important de réaliser cette stratégie en prenant en compte des capacités des gouvernements africains, mais aussi de leurs limitations politiques ou économiques.

La société internationale également, au moment où l'Afrique a l'opportunité inespérée de se dégager d'une faible croissance et de la pauvreté, se doit de réfléchir sur une révision du contenu des stratégies de croissance et des types de mesures prises en Afrique afin de déterminer combien on peut faire durer et accélérer sa croissance.

Mesures détaillées des « stratégies de développement industriel » en Afrique

- Mesures d'aide à l'industrie qui incluent une accélération des exportations et de investissements (mise en place de zone économiques spéciales, aides aux PME)
- Mise en place des éléments essentiels pour la croissance (équipements en infrastructures, constitution de ressources humaines, développement du marché des crédits)
- Développement de l'agriculture et des zones rurales comme fondement du développement industriel
- Formation de marché nationaux et internationaux (équipement en infrastructures de grande envergure, réformes des réglementations de passage des frontières, renforcement des fonctions des RECs)

Proposition des contributions attendues de la société internationale

- Soutien aux diverses stratégies de croissance de l'Afrique et aux moyens d'appliquer les mesures.
- Ouverture des marchés à l'exportation pour les produits africains
- Propulsion des aides pour le commerce (*Aid for Trade – A4T*)
- Aides à l'aménagement en infrastructures de grande envergure et de grande taille tournées vers la formation des marchés régionaux
- Accélération du développement des ressources humaines grâce aux aides pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (*OMD - Millennium Development Goals - MDG*)

Proposition des contributions attendues de la part du Japon

- Aides à la décision et à la réalisation de « stratégies de développement industriel » basées sur des discussions des mesures (politiques)
- Aides au renforcement des capacités d'exportations
- Aides à la formation d'entreprises de base et de pôles de compétences
- Aides à l'enseignement scientifiques dont les TIC
- Aides au développement des infrastructures (infrastructures transfrontalières comprises)
- Aides au développement de l'agriculture et des zones rurales
- Amélioration de l'accès des produits africains sur le marché
- Aides au développement des investissements et du commerce des entreprises privées japonaises avec l'Afrique

Document principal

1

Situation actuelle de l'économie de l'Afrique et nécessité d'accélérer une croissance durable

Depuis ces dernières années, la croissance a fait son apparition dans presque tous les pays d'Afrique. Le taux de croissance du PIB réel s'accélère de manière régulière depuis 2000 et ces trois dernières années, il a atteint une moyenne annuelle de 6%.

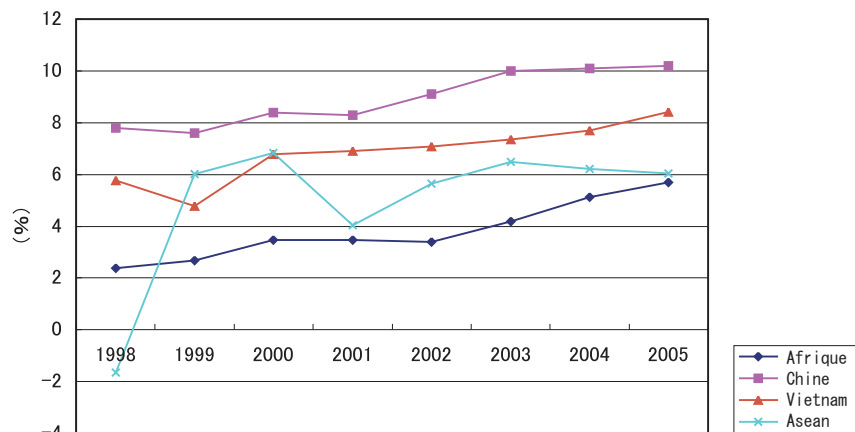
(Index 1) Ce succès, ne repose pas uniquement sur l'explosion de la demande en matières premières, il repose également sur l'attention que l'on porte, dans une partie des pays qui sont en conflits ou qui en ont connu, à la reconstruction de l'économie. Et même dans les pays qui ne possèdent pas de ressources naturelles, on peut voir que le taux de croissance annuel a dépassé les 5%. Ce contexte a rendu possible une hausse des opportunités de commerce

et d'investissements, grâce à la fin de certains conflits qui duraient depuis longtemps, une gestion saine de l'économie nationale et une amélioration régulière d'un environnement favorable aux investissements.

Cependant, tout n'est pas parfait dans la croissance économique des pays d'Afrique et les points suivants n'ont pas encore été solutionnés :

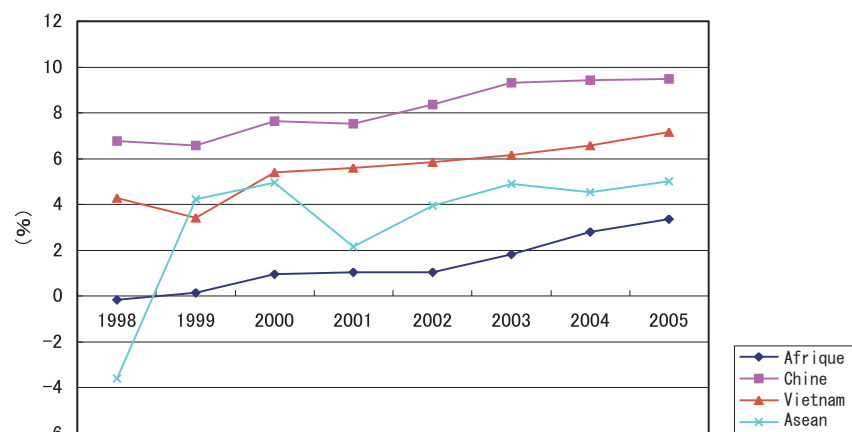
(1) La croissance économique de l'Afrique, observée du point de vue du montant du PIB par habitant, est loin d'être suffisante. Le taux de croissance moyen du PIB réel (PPA) par habitant atteint les 2% (moyenne 2000-2005), un niveau très inférieur au taux de croissance moyen du PIB national. **(Index 2)**

● **Index 1 Evolution du taux de croissance du PIB en Afrique et en Asie**



Source: World Bank, World Development Indicators (various years)

● **Index 2 Taux de croissance du PIB par habitant en Afrique et en Asie**



Source: World Bank, World Development Indicators (various years)

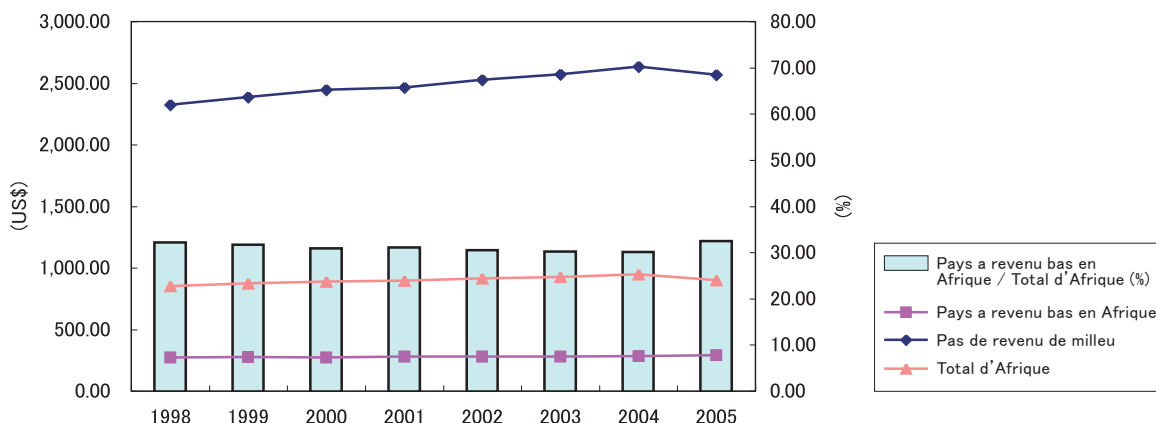
(2) La croissance n'est pas homogène entre les pays d'Afrique. Dans les pays africains où les salaires sont bas, les PIB (PPA) réel par habitant ne représente que le tiers de la moyenne des pays d'Afrique. (**Index 3**)

(3) L'Afrique a besoin d'augmenter encore sa croissance. Pour que les pays africains puissent, dans les 20 années à venir, atteindre les taux de croissance qui sont actuellement ceux de la Malaisie ou de la Thaïlande, ils devront accéder à un taux de croissance du PIB par habitant compris entre 7% (Thaïlande) et 9% (Malaisie) par an, soit une croissance annuelle du PIB de plus de 11%.

On s'attend à ce que la croissance économique, par le biais des emplois qu'elle génèrera, permette de réduire la pauvreté à laquelle l'Afrique est confrontée. Et pour que l'Afrique puisse résoudre ces problèmes économiques, la pauvreté y compris, il est nécessaire que la croissance se poursuive dans chacun des pays, et que le mouvement (d'accélération d'une croissance soutenue - *Sustained Growth Acceleration : SGA*) soit encore renforcé. Au moment où l'Afrique commence à voir les premiers indices de la croissance, il est essentiel qu'elle travaille à la résolution de ces problèmes avec une vision sur le long terme.

Par ailleurs, dans les débats internationaux récents au sujet du développement de l'Afrique, comme on peut le voir avec l'avancée de la thèse du « diagnostic de croissance » tel que définie par Haussmann, Rodrik et Velasco ou encore avec la création de la « Commission sur la croissance et le développement » de M. Spence, les programmes d'actions en faveur de la croissance sont, en tant que problème de la première importance, au centre de toutes les attentions et on attend également de la société internationale qu'elle réfléchisse aux nouvelles orientations que doivent prendre les aides qui permettront l'accélération de la croissance économique de l'Afrique et qu'elle développe désormais des aides globales qui incluent non seulement des aides financières mais aussi des aides en matière de commerce et d'investissement. De plus, alors que l'on est en train d'étudier de nouvelles stratégies de croissance en Afrique, du côté africain depuis quelques années on s'intéresse aux expériences qu'ont fait les pays d'Asie (Japon, NIEs, ASEAN, Chine et Inde) pour s'en servir de modèle, et l'analyse des réussites et des échecs de ces différents pays peut être très utile appréhender les choses sous un angle plus large.

● **Index 3 Valeur du PIB par habitant et pourcentage des pays a revenu bas en Afrique**



Source: World Bank, World Development Indicators (various years)

2

Les clés pour atteindre une « accélération de la croissance soutenue (SGA) » telle que suggérée par les expériences asiatiques

2.1.

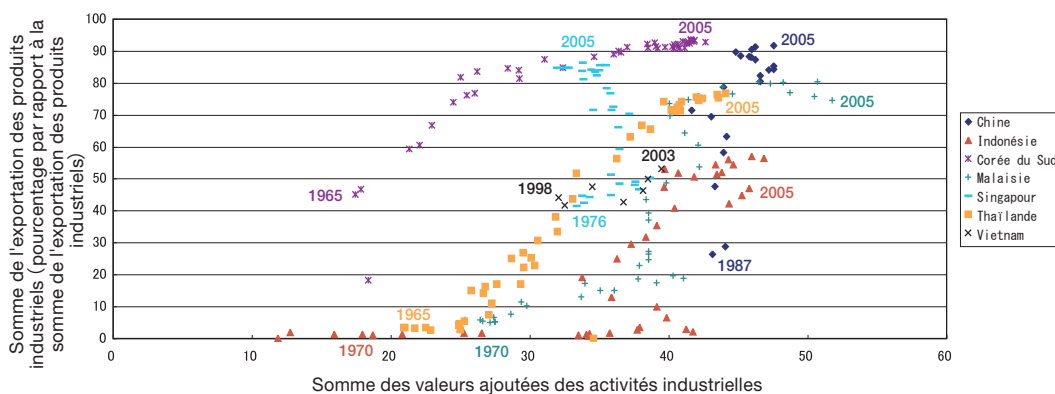
Les expériences communes à l'Asie

Selon Johnson S. du FMI, dans le monde depuis la fin des années 60, parmi les 12 pays qui ont réussi à maintenir sur le long terme une forte croissance, 8 sont asiatiques. Dans les pays d'Asie qui ont réussi une croissance forte sur le long terme (SGA), on reconnaît la formation d'un cercle bénéfique de l'emploi et de la croissance grâce à « la maîtrise de la démographie et la baisse du taux de natalité grâce la propagation de l'éducation, y compris celle des filles, la production intensive de travail a absorbé la population en âge de procréer qui avait augmenté (« le dividende démographique ») et que cela a apporté non seulement un accroissement du taux de l'épargne issu de l'emploi mais aussi une accumulation de capital qui a permis de satisfaire la demande en investissements au niveau national ». (**annexe1-1**) Et il est essentiel de mettre au cœur de ce processus des mesures de « développement de la production tournée vers les importations » afin de rechercher à l'étranger les marchés et les technologies. (**Index 4**) Il faut aussi insister sur l'importance du rôle des gouvernements d'Asie dans le soutien d'une « croissance sur le long terme qui passe par le

développement industriel tourné vers les exportations », comme nous allons le voir dans les points présentés ci-dessous.

1. Dans de nombreux pays d'Asie, de l'Asie extrême-orientale à l'Asie du Sud-Est, l'industrialisation s'est développée sous la direction de gouvernements qui ont fait preuve d'une volonté de mise en valeur (ce qui inclus la compréhension des mesures économiques à prendre de la part des leaders ainsi que les organismes administratifs qui ont le pouvoir de réaliser les mesures) dans un contexte où un pouvoir politique stable sur le long terme (15 à 20 ans) se maintenait. Grâce à ce processus, le « système économique » qui au départ était loin d'être adapté à la situation (particulièrement, au niveau des exigences de respect des contrats et de la protection du patrimoine privé) s'est peu à peu amélioré. (**annexe1-2**)
2. Avec le développement de l'industrialisation dans les pays d'Asie et particulièrement en Asie du Sud-Est, et l'introduction, à partir de la fin des années 60, d'espèces de céréales

● Index 4 Développement industriel destiné à l'exportation dans les pays asiatiques



Source: World Bank, World Development Indicators (various years)

essentielles à haut rendement (riz) et les aides financières apportées aux exploitations agricoles pour leur fournir des engrais et le développement des investissements dans l'irrigation, la productivité agricole s'est améliorée à la fin des années 70 et ont permis une forte hausse de la production alimentaire.

(annexe1-3) La baisse des prix des céréales qui en a résulté a amélioré la santé économique des habitants des villes et la rationalisation de la production agricole a déplacé vers les villes la force de travail en surplus dans les zones rurales permettant ainsi de stimuler le renforcement de l'industrialisation et le développement de l'emploi. Il est importante de voir que dans des pays d'Extrême-Orient comme le Japon, la Corée du Sud et Taiwan, le lissage des revenus a été atteint grâce à une réforme de l'agriculture et qu'il était important que les transformations se fassent du point de vue de l'accumulation du capital tourné vers l'industrialisation plus qu'uniquement par le biais de mesures sociales.

3. Dans les pays d'Asie, des mesures de stabilisation de l'économie nationale ont permis de maintenir l'inflation à un niveau modéré, de conserver à son niveau le taux d'intérêt réel et de réduire les risques de thésorisation. En parallèle, le taux d'épargne des ménages a augmenté avec le développement de l'industrialisation et l'augmentation du nombre d'emplois dans le domaine industriel. Dans ce contexte de fort taux d'épargne, le mécanisme de la mobilisation de fonds d'investissement de prêts a transféré cette épargne des ménages aux entreprises et a permis de créer un cycle de croissance des investissements dans les pays d'Asie. **(annexe1-4)**
4. Les dépenses des gouvernements en matière d'éducation ont été principalement réparties dans l'éducation primaire et secondaire et cette généralisation de l'éducation (y compris aux filles) a permis de développer l'accumulation du capital humain et de l'offrir aux besoins de l'industrialisation. De plus, la généralisation de l'éducation et les mesures de maîtrise de la démographie, par le biais du planning familial, ont permis de réduire le taux de natalité, ce qui a entraîné l'apparition d'un « dividende démographique ». **(annexe1-5)** En plus des dépenses faites par les gouvernements, les aides financières à l'APD (Aide publique au

développement - ODA) reçues de pays comme le Japon ont été utilisées de manière dynamique dans l'équipement en infrastructures économiques dans des domaines comme les transports ou l'électricité et la formation du capital en biens d'équipement qui sont les bases indispensables du développement de la production. Ces équipements ne concernaient pas que la construction d'un réseau industriel national mais également un aménagement permettant de relier les villes, le parc industriel et les ports dans le but de développer l'accès aux marchés étrangers.

Hormis cela, il est important de bien considérer les points ci-dessous qui ont été des facteurs d'augmentation des exportations:

1. Des marchés comme le marché japonais ou le marché américain, tout en offrant un marché d'exportation aux produits industriels des pays d'Asie, ont été à la source d'investissements directs et de transferts de technologie vers les pays d'Asie, ce qui a incité au développement de l'industrie en forme de « en vol d'oie sauvage » entre les pays d'Asie. En Asie, il existe un réseau historique de liens économiques locaux qui lient les capitaux et les marchés de chacun des pays et pendant la période de forte croissance économique, cette tradition a permis des échanges commerciaux et des investissements actifs entre tous les pays. **(annexe1-6)**
2. Sans libéraliser d'un seul coup les marchés, on a choisi une stratégie d'industrialisation qui prenait compte de la capacité de production à l'intérieur de chacun des pays pour faire passer dans le domaine des produits de l'industrie légère, d'une industrialisation par substitution aux importations (*1^{ère} industrialisation par substitution aux importations*) à une industrialisation tournée vers les exportations (*1^{ère} industrialisation tournée vers les exportations*) suivie d'une industrialisation par substitution aux importations (*2^{ème} industrialisation par substitution aux importations*) à une industrialisation tournée vers les exportations (*2^{ème} industrialisation tournée vers les exportations*) des produits de l'industrie lourde. **(annexe1-7)**
3. Par le maintien de l'inflation à un taux bas grâce à une gestion économique stable ainsi qu'une gestion et des ajustements adaptés des taux de change fixe vis-à-vis des monnaies importantes, il a été possible de maintenir le taux de change à un niveau compétitif et ainsi de renforcer les exportations. **(annexe1-8)**

2.2.

La diversité des expériences et des stratégies de développement industriel en Asie

Bien que tous les pays d'Asie aient fait la même expériences de développement industriel, les stratégies choisies sont diverses selon les pays et les époques. Dans chaque pays, en fonction de l'environnement de l'époque, on a utilisé des stratégies de développement industriel originales adaptées aux avantages comparatifs du pays concerné.

Cette diversité de chaque pays et de chaque époque, peut se résumer par les points suivants :

1. Les pays qui ont basé leur développement sur des capitaux nationaux (Corée du Sud, Taiwan, Japon) et ceux qui l'ont basé sur des capitaux étrangers (Singapour, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie) (**annexe1-9**)
2. Les pays détenteurs de ressources naturelles (Indonésie, Malaisie, Chine) et ceux qui en possèdent peu (Singapour, Thaïlande, Corée du Sud, Taiwan, Japon)
3. Le choix entre l'interventionisme de l'État (Corée du Nord (*jusqu'en 1980*), Singapour, Indonésie (*jusqu'en 1980*), Malaisie, Philippines (*jusqu'en 1980*). (*Dans la cas des Philippines, l'interventionisme a détruit beaucoup de l'efficacité économique*) ou celui du contrôle de l'économie par le secteur privé (Taiwan (*depuis les années 80*), Thaïlande).
4. Les changements de politiques selon les époques (① Passage d'une industrialisation par substitution aux importations à une industrialisation tournée vers les importations dans les NIEs (Hong Kong excepté) dans les années 60, puis dans les pays de l'ASEAN à partir des années 70 et tout au long des années 80. ② Mesure d'ajustement à la mondialisation (*globalisation*): exécution des séries de mesures du FMI afin de surmonter la crise économique et monétaire, adaptation au système de l'OMC, adéquation des marchés aux zones de libre-échange, aménagement d'un système de sécurité sociale et mesures sur le changement climatique, etc.)
5. Les entreprises moteur de la croissance (industrie lourde, électroménager, agroalimentaire, textile et vestimentaire, IT, etc) changent selon les pays et les époques. De manière générale, le glissement des domaines à avantages comparatifs comme par exemple de l'industrie textile et vestimentaire

qui utilise une main d'œuvre importante à des industries qui utilisent beaucoup de capitaux et de technologies comme l'industrie lourde, la machinerie ou les entreprises d'électroménager, ou bien le « développement en vol d'oies » qui s'est propagé du Japon au pays du NIEs puis à ceux de l'ASEAN a pris fin. Actuellement, on assiste à une « division internationale du travail » pour les produits manufacturés, les pièces détachées ou les produits semi-finis, entre les endroits des régions qui ont les meilleures capacités dans le domaine concerné. Par ailleurs, les entreprises qui servent de moteur à la croissance se diversifient de plus en plus)

2.3.

Détail des stratégies de développement industriel dans les pays d'Asie

Le résumé et les leçons à tirer des expériences concrètes de développement industriel faites dans chacun des pays d'Asie et des stratégies particulières qui ont été abordées plus haut sera traité dans l'exposé qui va suivre. Nous y présenterons les expériences réalisées en Asie en divisant les pays en deux groupes: les pays « riches en ressources naturelles » et les pays « pauvres en ressources naturelles », et en les ordonnant et en les présentant avec une approche qui ne se réduit pas à la division ci-dessus énoncée nous chercherons à définir « une nouvelle création d'avantages comparatifs ». *(Pour de plus amples informations sur chaque cas, se reporter au document en annexe 2)*

A. Les stratégies de développement des pays riches en ressources naturelles

a- Gestion de la « malédiction des ressources »: le cas de l'Indonésie

(Ce qui a été fait)

- L'Indonésie s'est pourvue d'une « politique d'équilibre budgétaire » basée sur des emprunts étrangers. Dans les années 70 ainsi et jusque dans la première moitié des années 80, la situation des finances de l'État par rapport aux emprunts étrangers était comparativement stable. En 1978, alors que ses revenus tirés des exportations connaissaient une fulgurante progression, l'Indonésie a procédé à une forte baisse du taux de change de sa devise. Comme ce taux avait été bloqué pendant 6 ans, le taux de change réel était devenu élevé et la pression inflationniste se renforçait et aussi ce taux de change élevé reflétait la crainte cela n'ait eu une influence sur la compétitivité des secteurs non pétroliers (dans des domaines des produits à vocation commerciale comme les manufactures ou l'agriculture). De plus, la redistribution de la plupart des revenus pétroliers dans des investissements en direction des secteurs commerciaux de la manufacture ou de l'agriculture frappé par le syndrome hollandais, a permis de maintenir et de développer les exportations grâce à l'amélioration de la productivité et au renforcement des capacités d'approvisionnement.

(Ce que l'on doit en retenir)

- Des mesures gouvernementales sur les taux de change et pour une stabilisation efficace de l'économie nationale ont été adoptées.
- La redistribution des revenus pétroliers dans le développement la productivité et de la capacité d'approvisionnement du secteur commercial a permis de surmonter le syndrome hollandais.

b- Utilisation des revenus miniers pour le développement du secteur agricole et du milieu rural: le cas de l'Indonésie

(Ce qui a été fait)

- Le gouvernement indonésien qui dispose de revenus réalisés grâce aux abondantes ressources en pétrole et en gaz naturel de son sous-sol fait porter ses efforts depuis le début des années 1960 sur des mesures d'auto-suffisance alimentaire grâce à la redistribution des importantes ressources des revenus pétroliers en direction de l'agriculture et des zones rurales. Il a sans cesse mis en avant des mesures de hausse de la production de denrées alimentaires qui lui ont permis d'améliorer de manière spectaculaire de la productivité du riz, aliment de base du pays (connue sous le nom de « révolution verte ») et jusque dans les années 80, tout en réalisant l'auto-suffisance nationale en riz, il a réussi à former les bases d'une croissance économique sur le long terme grâce à une fourniture alimentaire stable en direction des villes et du secteur industriel et à une accumulation de capitaux dans le secteur agricole. Parmi les mesures d'aides essentielles à la production agricole prises par le gouvernement nous pouvons noter : le développement et la généralisation de l'emploi semences sélectionnées avec un maintien du prix des engrais chimiques à un bas niveau par le biais de subventions, les aides financières en matière d'investissements de grande envergure en équipements d'irrigation, l'offre de divers crédits agricoles ou les mesures de soutien des prix des producteurs de riz.

(Ce que l'on doit en retenir)

- Importance du développement de l'agriculture et des zones rurales en tant que base de la croissance économique sur le long terme pour une

économie basée les revenus pétroliers et miniers.

- Importance de combiner en vue du développement de la productivité agricole, des mesures d'aides pour répondre à la demande en approvisionnement de semences de qualité supérieures, en engrais chimiques, en équipements d'irrigation ou en crédits agricoles avec des aides pour répondre à l'offre comme par exemple un maintien des prix de production.

c- Sortie d'une économie tributaire des ressources minières : le cas de la Malaisie

(Ce qui a été fait)

- La Malaisie avait encore au tout début des années 80 une structure économique et d'exportation centrées sur des produits du secteur primaire, principalement le pétrole et le caoutchouc naturel. Mais depuis le tout début des années 80, grâce à « un plan directeur Industriel (IMP) », elle a développé une industrialisation qui utilisait de manière active les capitaux étrangers. Dans le cadre de ce plan, elle s'est tournée vers une industrialisation à vocation exportatrice, a commencé sa sortie de sa dépendance vis-à-vis des exportations de produits du secteur primaire, et **1)** elle a choisi 12 produits principaux ou groupes de produits selon 3 critères : leurs avantages comparatifs latents, leur importance pour la population, et leur exportabilité, **2)** elle a analysé les problèmes à résoudre dans chacun des domaines et mis en place de mesures d'encouragement, et **3)** elle a réalisé des mesures pour attirer les capitaux étrangers ou pour harmoniser les réglementations. Cela a permis à l'économie de la Malaisie, basée sur une industrialisation à vocation exportatrice, de réussir une fulgurante croissance économique en parallèle avec l'expansion à l'étranger des entreprises japonaises depuis le milieu des années 80. Et afin de renforcer les liens entre les entreprises étrangères et les entreprises nationales, elle a également recherché la formation sous le contrôle de l'État d'une industrie nationale de base qui passe par une coopération entre les entreprises étrangères, les PME locales et les organismes financiers étrangers.

(Ce que l'on doit en retenir)

- La diversification de la structure économique grâce à une industrialisation à vocation exportatrice et un interventionisme d'Etat précis

- L'identification des secteurs prioritaires grâce à la mise en place de fondements clairs et l'harmonisation des réglementations des activités du secteur privé.
- Le renforcement, sous le contrôle de l'État, des liens entre les PME nationales et les entreprises étrangères.

B. Les stratégies de développement des pays qui possèdent peu de ressources naturelles **a- Mise en avant d'une industrie agricole a but commercial qui inclut l'agro-industrie : le cas de la Thaïlande**

(Ce qui a été fait)

- La Thaïlande possédait une tradition de produits d'exportation de riz et de caoutchouc. Mais depuis les années 80, elle a réussi à renforcer ses exportations de produits agricoles transformés et à renforcer leur valeur ajoutée dans le cadre d'un plan connu sous le nom d' « Industrialisation des nouveaux pays agro-industriels - NAIC ». De son principal marché à l'exportation qu'est le Japon, elle a reçu les dernières techniques de gestion ou les technologies de productions nécessaires à la réalisation de produits en conserve ou à la production de produits de transformation agro-alimentaires et elle a pu planifier le développement et la diversification des industries de transformation de produits alimentaires consommables de main-d'œuvre grâce à sa richesse nationale en ressources humaines. Le gouvernement a réussi à stimuler la participation du secteur privé à l'agrobusiness grâce à l'abolition des fortes taxes sur le riz (Rice premium). En parallèle **1)** la forte capacité des agriculteurs à innover, **2)** l'assistance technique des distributeurs intermédiaires et **3)** le dynamisme du secteur privé avec la montée des groupes de l'agrobusiness ont aussi joué un rôle important dans ce développement.

(Ce que l'on doit en retenir)

- Le renforcement de la transformation des produits agricoles et de la valeur ajoutée des produits (agro-industrie) est un moteur de croissance économique.
- L'élimination du goulot d'étranglement de la production permet une utilisation positive du dynamisme du secteur privé.

b- Investissements via des établissements financiers de développement dans les pays d'Asie de l'Est: les cas du Japon et de la Corée du Sud

(Ce qui a été fait)

- Dans des pays d'Asie de l'Est comme le Japon ou la Corée du Sud au début de leur développement (dans les années 50 au Japon et en Corée dans les années 60), des établissements financiers publics pour le développement ont été mis en place pour compléter la fonction des établissements financiers privés. Ces établissements financiers sous le contrôle de l'État, tout en prêtant à bas taux des capitaux aux entreprises stratégiques, ont aussi eu pour fonction de dépasser les restrictions de toutes sortes (gestion et analyse des risques, faible niveau de capacité de monitoring, financement sur le cours terme) qui existaient dans les établissements financiers du secteur privé à un moment où le marché financier n'était pas encore développé. L'introduction au Japon d'établissements financiers publics pour le développement était un système qui répondait à la nécessité d'une intervention de l'État dans la répartition des fonds disponibles pendant la période de reconstruction de l'après-guerre et qui a été extrêmement bénéfique à l'essor des entreprises de première importance indispensables à la réalisation de l'industrialisation. Cependant, avec le renforcement de la capacité des organismes financiers privés par la suite, alors que le rôle de ces établissements publics devenait moins important, le retard pris dans la réduction de leurs capacités et de leurs structures a causé une baisse des performances. En Corée du Sud, le système financier longtemps placé sous contrôle de l'État a donné naissance à un double système de financements : un financement à bas taux des établissements publics et des financements à taux élevés des établissements financiers privés. Et alors que les grandes entreprises comme les grands trusts ou les entreprises stratégiques au niveau économique recevaient tous les financements dont elles avaient besoin, les entreprises de moindre importance ou les PME ne pouvaient pas recevoir les financements nécessaires et se sont donc retrouvées dans l'obligation de demander des prêts à des établissements privés qui pratiquaient des taux élevés. Par ailleurs, dans le cadre des mesures de financement, comme les lois du marché ne fonctionnaient pas, les financements

ont été distribués de manière artificielle ce qui a donné lieu à nombreuses collusions entre le monde politique, le monde des bureaucrates et le monde de la finance autour de l'obtention de ces fonds.

(Ce que l'on doit en retenir)

- À une période où le secteur financier privé n'est pas encore suffisamment développé, la mise en place d'établissements financiers sous le contrôle du gouvernement, permet d'offrir des financements à bas taux et d'accélérer le développement de l'industrie.
- Le contrôle sur le long terme du gouvernement, crée un dédoublement du système de financement qui entraîne un déséquilibre de la répartition des financements et a des effets néfastes comme par exemple une collusion entre le monde politique, le monde bureaucratique et le monde des finances.

C. L'élaboration de nouveaux avantages comparatifs

a- Développement de l'industrie ICT par le biais de la formation de personnels hautement qualifiés: le cas de l'Inde

(Ce qui a été fait)

- Les activités des techniciens IT en Inde ont été favorisées par le fait que la langue officielle du pays est l'anglais qui leur a permis de s'intégrer facilement dans une activité internationale et on peut aussi observer que des organismes de formation secondaire ainsi que des organismes de recherche de haut niveau scientifique du point de vue international ont été mis place et ont permis de former des techniciens IT de haut niveau. Dès 1970, le gouvernement fédéral de l'Inde, en vue de l'accélération de sa croissance économique, avait commencé à prendre des mesures pour développer les entreprises IT et il a créé le bureau de l'électronique (actuellement le ministère de l'IT) pour favoriser la formation d'entreprises de fabrication de logiciels et a positionné le développement des logiciels en tant que projet public. En 1984, il a aussi appliqué une libéralisation de la participation des entreprises privées dans la production de logiciels et mis en place des mesures incitatives comme une baisse des taxes sur l'importation du matériels informatique et des logiciels. De plus, il s'est attaché à la formation d'un personnel tourné vers la propulsion de l'industrie IT et il a renforcé sa capacité dans le domaine IT

par l'introduction de matériel informatique dans les écoles ou bien sur le plan de l'éducation par la généralisation de l'enseignement de l'informatique.

(Ce que l'on doit en retenir)

- La construction d'un pays basé sur les technologies de l'information (IT), grâce à des stratégies gouvernementales clairement définies et grâce à la distribution des ressources (*technologies scientifiques et investissements dans l'éducation de l'informatique*)
- Coopération entre les industries, les organismes de recherche et les établissements scolaires pour généraliser l'IT et développer les ressources humaines dans ce domaine.

b- Aménagement d'un environnement favorable aux investissements basé sur l'établissement de zones économiques spéciales: les cas de la Chine, de la Thaïlande et des Philippines

(Ce qui a été fait)

- On peut critiquer les zones économiques spéciales, du point de vue de la limitation de l'impact vers les industries nationales, de la déformation du système économique national qu'elles entraînent, ou de la conformité de ces zones vis-à-vis des règles du OMT (accords SCM), mais dans le cas de l'Asie, on peut voir qu'elles ont permis de réformer le système économique national (Chine), où de construire, grâce au gouvernement ou aux pays donateurs (Thaïlande), les bases d'une industrie diversifiée accompagnée d'une concentration des infrastructures et qu'elles ont eu donc une énorme influence sur la croissance économique de ces pays.

En Chine, l'équipement en infrastructures concentrée fait sous le contrôle du gouvernement dans les premiers temps et la cession de ces droits par la suite aux gouvernements locaux ou aux régies de développement (délocalisation) a permis le succès de l'implantation de l'industrie et l'expérience qui avait d'abord commencé avec 4 zones économiques spéciales s'est par la suite développée vers les « régions du bord de mer ».

Depuis les années 80 et pendant les années 90, l'État thaïlandais avec à l'aide fournie par le Japon et la Banque Mondiale pour son « plan de développement industriel du littoral Est », a pu grâce au développement de bases industrielles de grande envergure pourvues des infrastructures nécessaires réaliser une production diversifiées et rendre possible l'expédition des produits et aussi

former une base d'exportation qui regroupe des entreprises dont l'activité principale est l'industrie des machines en direction non seulement des entreprises du monde entier mais aussi des petits revendeurs.

Dans le cas des Philippines, en 1969, la construction tout d'abord d'un zone de transformation pour l'exportation de grande envergure, suivies par 4 autres zones jusque vers le milieu des années 80 dans la péninsule de Bataan au centre de la zone de Luçon ont été mises en place par le gouvernement, mais les résultats attendus ne se sont pas réalisés à cause du manque d'investissements et d'une gestion inefficace des organismes publics. Par la suite, la prise de direction par le secteur privé ou la gestion conjointe entre le privé et l'État a permis aux investissements de se développer.

(Ce que l'on doit en retenir)

- Utilisation de zones économiques spéciales pour réaliser un environnement favorable aux investissements.
- Aménagement global et concentré des infrastructures, des informations, des systèmes, et du personnel dans les premiers temps du développement
- Utilisation positive du dynamisme du secteur privé dans la gestion des zones économiques spéciales

c- La stratégie d'envoi de main-d'œuvre à l'étranger: le cas des Philippines

(Ce qui a été fait)

La balance commerciale des Philippines est de manière continue déficitaire, mais ce déficit est compensé par les envois d'argent au pays des gens qui travaillent à l'étranger, et depuis 2003, ce pays est ordinairement excédentaire. Cet envoi de fonds de l'étranger, a permis de relancer la consommation nationale et c'est ce qui soutient depuis quelques années la croissance de l'économie philippine.

Le gouvernement des Philippines a choisi comme stratégie essentielle de développement l'envoi de main d'œuvre à l'étranger. Grâce au « ministère de l'emploi à l'étranger (POEA) » fondé en 1982, le développement et le contrôle de ces envois, les aides ou les protections accordées à ceux qui se rendent à l'étranger pour y travailler ou bien encore les conventions au sujet du travail des Philippines signées avec les pays d'accueil ont permis de développer de activement l'envoi de main-d'œuvre à l'étranger. Parmi

cette main-d'œuvre, le personnel infirmier formé sur le modèle américain et en mesure d'utiliser l'anglais a accès à des salaires élevés. Le gouvernement concentre donc ses efforts dans le développement du nombre des écoles de médecins ou d'infirmiers. De plus, également dans le cadre de l'envoi à l'étranger de personnels d'aide médicale, il réalise également des programmes de formation préalable en coopération avec les pays d'accueil.

(Ce que l'on doit en retenir)

- La capacité à parler anglais ou le niveau d'éducation, ou bien l'utilisation des avantages comparatifs de développement des ressources humaines selon un système semblable aux pays d'Europe ou d'Amérique.
- La propulsion d'une stratégie qui utilise l'exportation de ressources humaines par l'envoi de main-d'œuvre de domaine spécialisée et techniques.
- Stratégie (sur le cours ou moyen terme) d'un développement détaché des contraintes géographique

d- Développement régional des pays sans accès à la mer par l'établissement d'un corridor de développement: cas du programme de développement du bassin du Mekong

(Ce qui a été fait)

Le programme de développement de la région du Grand Mekong (Greater Mekong Sub-region: GMS) par l'établissement d'un corridor de développement en Asie, grâce à des infrastructures de transport de grande envergure qui incluent un corridor orienté est-ouest, nord-sud et l'établissement d'un réseau électrique, a pour but d'élargir le marché des investissements et de stimuler le commerce dans cette zone qui inclut des pays sans ouverture sur le mer comme le Laos. Le GMS n'a pas commencé par la rédaction ou la conclusion d'accords de coopérations entre plusieurs pays, il a commencé entre deux pays selon un accord de principe qui posait comme préalable la volonté de réussir une coopération dans les domaines qui étaient réalisables et ce cadre a donc la grande particularité de se baser sur un développement volontariste qui s'est étendu sur d'autres pays. Par ailleurs, ce programme a été mis sous la direction de la banque Asiatique de Développement (Asian Development Bank – ADB) qui en élabore les projets et en règle l'exécution et qui a également le rôle important de fournir des capitaux pour les projets clés.

(Ce que l'on doit en retenir)

- Importance d'une approche réaliste, qui pousse l'Etat et le secteur privé à coopérer pour l'établissement d'un corridor de développement.
- Le contrôle total par un organisme financier de développement régional de l'aide technique ou du financement des projets est important.

Comme nous venons de le voir, la volonté de développement des gouvernements et leur stratégie de développement sur le moyen et long terme orienté vers le secteur public a été un facteur décisif pour la croissance des pays d'Asie. Bien-sûr, les aides au secteur privé, le niveau ou la forme d'intervention (de l'Etat) ainsi que les résultats obtenus, sont très divers selon les pays et les époques. Mais, ce qui est commun à tous les pays d'Asie, c'est l'adaptation souple des gouvernements aux changements de leur environnement et la capacité qu'ils ont eu de revoir à tout moment leur position de manière pertinente dans les directions à suivre et au niveau de leurs stratégies en matière de développement. Dans le même temps, le maintien d'une coopération étroite entre l'Etat et le secteur privé et les incitations gouvernementales pour dynamiser au maximum ce secteur sont ce qui a permis de former les bases d'un développement autonome.

3

Les stratégies de développement en Afrique nécessaires à l'accélération d'une croissance durable (*Sustained Growth Acceleration - SGA*)

3.1.

Rendre possible un plus grand éventail de choix (*politique de l'espace*) par le biais d'une « stratégie de développement industriel »

Les phénomènes de mondialisation (*globalisation*) que sont principalement, depuis les années 80, les baisses drastiques des coûts de communications et de transports ont offert aux acteurs économiques du monde entier, ceux des pays en voie de développement y compris, une nouvelle occasion de croissance. À la suite des pays de l'ASEAN, une partie des pays en voie de développement comme la Chine ou l'Inde ont saisi, ces dernières années, cette opportunité pour accomplir un remarquable développement. Le développement économique de ces pays d'Asie qui reflète les conditions particulière de leur société économique nationale, comme nous en avons déjà parlé dans la partie précédente (partie 2), ont suivi divers chemin dans chacun des pays, sous l'influence des divers rôles joués par les gouvernements.

Dans le cas de l'Afrique, qui doit faire face à des problèmes de marchés non développés ou de secteur privé fragile, une stratégie de développement industriel qui base ses attentes uniquement sur le secteur privé (et le partage des fonds étrangers) et qui fait jouer aux gouvernements un rôle dans le développement industriel est une chose qui peu être utilisée dans les faits. Selon la théorie en vogue depuis peu de « politique de l'espace » (*éventail des choix*), dans un monde économique en pleine mondialisation; avec la libéralisation du commerce et des capitaux ainsi que les réformes du marché, les différentes normes en matière de réglementation du régime économique mondial ou de problème de développement international, on peut observer que la marge de manœuvre dans les choix de mesures des pays en voie de développement qui sont du côté de ceux qui doivent composer avec ces régimes et ces normes (mesures gouvernementales en rapport avec le commerce, gestion macro-économique ou développement industriel) est particulièrement réduite.

Bien-sûr on ne peut nier le bien-fondé de chacune de ces règles et de ces normes prises une à une (les mesure d'harmonisation des marchés ou l'amélioration des indicateurs d'analyse des gouvernance diverses). Et à l'OMC aussi, on pense qu'il faut faire suffisamment attention à « traiter de manière spéciale et différente » les pays en voie de développement. Sur cette hypothèse, il faudrait donc normalement adopter dans les pays d'Afrique comme cela a été fait en Asie, des stratégies de croissances qui reflètent la situation économique de chacuns des pays pour définir les priorités, l'ordre et la combinaison des mesures économiques (plannification des règles ou des normes). Mais en réalité, la limitation des capacités des gouvernements africains associée aux limitations financières, fait que l'on ne considère pas les conditions particulières de l'économie ou de la société de chacuns des pays et qu'on attend que toutes les conditions soient remplies de manière globale (« *le Best practise* »). Dans une situation de ce genre, il n'y a pas de marge de manœuvre pour mettre en place des plans de mesures ou de systèmes basés propre à chacun des pays et cela empêche également les opportunités de faire progresser les capacités via un processus de renforcement basé sur un apprentissage à partir des essais et des erreurs. Les stratégies en matière de croissance économique ou de développement industriel dans la plupart des pays d'Afrique, convergent donc en réalité dans le sens que nous venons d'exposer.

Depuis les années 80, l'équilibre macro-économique en Afrique s'est réalisé à partir de mesures d'ajustements des institutions et de mesures de stabilisation grâce à des réformes du domaine institutionnel et de la gouvernance depuis les années 90. Mais, du point de vue de la formation et du développement de nouvelles industries, on ne peut pas du tout dire que la stabilité macro-économique ou politique qui s'est établie grâce à ces efforts et les

efforts pour établir un environnement de marché par le biais d'une réforme des institutions ait eu réellement un effet. La principale raison vient de la non complétion des réformes, ou bien, de l'incertitude causée par les nombreux conflits qui secouent le continent africain depuis la fin de la guerre froide et de l'influence négative qu'ils ont sur les pays limitrophes. Pour cette raison, même si ces problèmes venaient à disparaître, le faible niveau des infrastructures actuelles ou des stocks financiers, le faible niveau financier des individus et les déséquilibres des dépenses, les coûts d'administration ou encore les imperfections du système financier, tirent vers le bas les revenus des affaires en Afrique et sont un grand frein pour le développement de sa capacité de croissance économique.

Dans une telle situation, pour qu'ils puissent réaliser l'accélération d'une croissance durable, les pays africains doivent développer leur industrie, doivent remédier au partage inéquitable des éléments de production et à une structure industrielle rigide et il est nécessaire d'amplifier encore plus les trains de mesures que prennent les gouvernements des pays en voie de développement pour aider le développement du secteur privé sur lequel repose la croissance économique. En d'autres termes, nous voudrions faire observer l'importance du rôle que les gouvernements qui ont l'initiative des « stratégies de développement » doivent jouer dans la détermination des potentiels de chacun des pays et dans la définition des possibilités de chacune des industries en mesure de mener à la croissance du pays et dans les aides, tout en préservant l'adéquation avec le régime économique mondial.

Voici dans ses grandes lignes les idées de cette proposition sur la nécessité d'établir des « stratégies de développement industriel ».

En premier lieu, il est nécessaire de bien comprendre la particularité de chacun des pays et de chacun des secteurs. Même si on peut dire d'un facteur qu'il entrave la croissance, selon qu'il est du au fait que les revenus perçus par les investissements dans le secteur privé sont bas, ou bien au fait que les coûts d'approvisionnement en capitaux sont élevés, les solutions proposées seront complètement différentes. Dans l'établissement d'un environnement de marché, on ne peut prendre des mesures qui soient communes à chacun des pays ou à chacun des secteurs; il est nécessaire de se fonder sur les

conditions particulières auxquelles doivent faire face chacun des pays et il faut trouver les facteurs contraignants propres à chacun des pays et donc adopter des approches différentes pour chacun d'eux.

Ensuite, l'intervention de l'État sur le marché par le gouvernement doit être adaptée au niveau de sa propre capacité institutionnelle. Spécialement dans les pays en voie de développement, pour contrer les facteurs d'échec du marché incessants, les encouragements du gouvernement doivent aider à la coordination des informations des secteurs déterminés, mais aussi aider au développement des recherches et également des approches pour permettre avant tout l'aménagement d'un environnement adapté à ses besoins, comme cela se fait également dans les économies des pays développés. Particulièrement dans les pays d'Afrique où le secteur privé est faible et où la compétitivité est insuffisante, il est justifié pour permettre l'accélération de la croissance que les gouvernements participent de manière active à la recherche des potentiels des industries au cœur de l'économie de leur développement prioritaire.

En dernier lieu, il faut effectuer des choix stratégiques qui permettent de constituer une économie future basée sur une vision de croissance sur le long terme. Confier entièrement les investissements ainsi que les directions prises pour l'approvisionnement en capitaux au secteur privé, dans une situation de faible développement du marché, ne peut mener à un renforcement de la structure industrielle. Au contraire, cela risque plutôt de faire apparaître peu à peu une transformation vers une industrialisation légère ou une réduction des ambitions et de provoquer des investissements à répétition dans le même genre d'industries. Sans perdre de vue que le but à atteindre est la réalisation de l'accélération d'une croissance durable, il est nécessaire que les gouvernements, par le biais de coopération étroite dans l'échange des informations avec le secteur privé au niveau national et international, guident sur les voies du développement qui mène à une croissance économique sur le long terme et contruisent une structure économique qui rende possible la réduction de la pauvreté en conséquence, et dans ce but, il est nécessaire qu'ils envoient des signaux par ce biais pour désigner les investissements à effectuer dans le secteur privé.

3.2.

Les points capitaux dans le choix des « stratégies de développement industriel »

Les « stratégies de développement industriel » que nous proposons ici, ont pour objectif de montrer une vision de développement économique et industriel du futur comme une des directions possibles des activités économiques basées sur le secteur privé national et international et de l'environnement de mesures qui soutiendront ce développement. Pour cette raison, il est nécessaire de réexaminer la structure économique et industrielle de la société sur le long et le moyen terme ainsi que son développement économique et de définir le positionnement dans l'environnement économique international du pays concerné. Et en se fondant sur ces potentiels visibles et latents, il est nécessaire de définir de manière claire les contraintes auxquelles doivent faire face les stratégies de croissances et les entreprises motrices de l'économie du pays concerné et de déterminer, pour surmonter ces contraintes, la priorité des réalisations de mesures détaillées et proches de réalités dans le domaine du commerce, des implantations d'entreprises étrangères, des financements ou des investissements publics.

Les gouvernements doivent prendre conscience du rôle qu'ils ont à jouer au moment de la décision des mesures et de leur réalisation, spécialement au niveau des problèmes en rapport les « mesures d'industrialisation » (le problème de la capacité des institutions à intervenir sur les choix, des mesures protectionnistes et libérales, ou les actions de recherche de rente) et nous voudrions présenter maintenant les points essentiels pour atteindre ces objectifs.

3.2.1

« Découvrir » selon des critères de choix clairs et précis les entreprises à même de devenir les moteurs de la croissance.

Dans les stratégies de développement industriel, les choses les plus sujettes à débats sont sans aucun doute l'identification des entreprises qui sont à la tête du développement industriel et de l'industrialisation. Ce que l'on appelle ici « l'industrialisation », ne doit pas être réduit simplement à des entreprises qui, par exemple, fabriquent des machines. Nous voudrions insister ici pour faire bien comprendre que ce terme recouvre également le développement de l'agriculture

ou des industries au sens large du terme qui regroupent aussi les services.

Cette « découverte », ne sous-entend pas que le gouvernement pourra alors sans concertation et de manière arbitraire, « nommer » les sous-secteurs spéciaux ou les entreprises, qu'il sera en charge de les protéger ou de les former. La décision pour savoir si un secteur dans une économie sera en mesure de jouer le rôle de moteur de l'économie est prise le plus souvent en fonction des circonstances historiques ou géographiques. Et il ne faut pas oublier que dans les mesures industrielles prises par le passé, les industries que le gouvernement avait désigné n'ont pas toutes connues le succès. Au contraire, nous pensons qu'il est bien plus réaliste d'utiliser ce que nous appellerons plus bas, les « idées des forums » issues des rencontres entre le secteur public et le secteur privé ou bien d'aider plutôt les industries qui montrent des indices de croissance (et qui ont une capacité à exporter) dans un secteur qui pourrait devenir essentiel. Il est important d'être précis dans le choix des critères (hausse de la production, par exemple) et de pouvoir expliquer clairement ces critères aux responsables du domaine concerné.

3.2.2

Un partage des informations grâce à la coopération entre le secteur public et le secteur privé

Il n'est pas toujours possible, pour les gouvernements, de définir ce que seront les avantages comparatifs sans cesse changeants et de découvrir les industries ou les entreprises qui y correspondent. Résoudre le problème de la non-réciprocité des informations, puis faire un travail d'analyse des informations amassées est une chose que le secteur privé national et international qui est en charge des lieux de productions et qui connaît parfaitement le marché est plus à même de faire. Il est par contre du rôle du gouvernement de fournir les informations sur les diverses règles ou règlements internationaux auxquels on doit se conformer dans le cadre des affaires ou bien sur la situation macro-économique. L'organisation de forums permanents entre le secteur public et le secteur privé pour résoudre des problèmes déterminés ou des problèmes portants sur toute une région et l'échange entre les deux secteurs des informations disponibles

ont sans cesse eu lieu dans les pays d'Asie de l'Est dans les années 80. Pour mettre en pratique les idées nées dans ces forums, les gouvernements doivent transformer leurs institutions pour les adapter aux affaires, et quand cela est nécessaire, ils se doivent d'être en mesure de donner confiance au marché du crédit. De plus les gouvernements (ou les forums eux-mêmes) grâce à l'aide des donateurs ou des investisseurs étrangers, doivent jouer un rôle de réceptacle des informations sur les tendances des marchés internationaux, sur les financements, ou sur les conseils vers les processus de détermination des industries et ils doivent également se charger de la diffusion des connaissances et des techniques nécessaires au développement industriel et à l'industrialisation. Car dans le cadre de ce processus, il est important de découvrir les problèmes sans cesse changeants auxquels ont à faire face les industries et de les résoudre.

3.2.3

Aider les industries qui font preuve de discipline et qui sont compétitives

Pour définir le rôle que doivent jouer les gouvernements pour former de manière efficace et rentable de nouvelles industries, les points ci-dessous exposés sont essentiels.

Tout d'abord, afin de renforcer la vitalité du secteur privé, les gouvernements se doivent de faciliter leur activités et il est toujours très important de travailler à établir un environnement adapté (en infrastructures matérielles ou immatérielles).

Ensuite, un des rôles les plus significatifs des gouvernements, doit être d'influer activement non seulement sur **1**) les investissements dans la recherche, mais aussi sur **2**) la fourniture de causes monétaires que sont la fiscalité, les subventions, les prêts à bas taux et aussi **3**) les implantations de projets de financement direct individuels en ce sens. Bien-sûr, ces mesures sont toujours sujettes au danger d'une déformation de la répartition efficace des ressources et on peut aussi craindre que la prise de dispositions pour favoriser la protection de certains secteurs n'entraîne un certain favoritisme et ne cause de gros dommages à la compétitivité. Par conséquent, dans l'application de ces mesures, il est indispensable de définir clairement les critères et les objectifs de réalisation, de réfléchir de manière suffisante à une délimitation objectifs et du temps imparti à cette réalisation, de guider continuellement ces actions et de construire un mécanisme qui permette de mettre en place sans à-coup un «

processus d'essais et d'erreurs ».

Enfin, afin de mobiliser les ressources limitées de l'économie de l'Afrique et pour réaliser le développement d'une industrie qui contribue à mener à une croissance durable, tout en offrant des aides financières par le biais de l'introduction d'une pression sur la compétitivité sur les entreprises, il est indispensable de contrôler la collusion et les actions de recherche de rente entre les gouvernements et les entreprises. Et, comme la compétition est la condition sine qua non pour affiner les affaires, la mise en place par les gouvernements d'un environnement compétitif, peut être peçue comme une façon d'apporter une « aide » aux industries.

3.2.4

Mesures d'aides harmonisées aux capacités des institutions

Il est essentiel que la participation des gouvernements à la formation des industries soit adaptée aux capacités de leur institutions. Comme le montre le cas de gouvernements ou de secteurs privés dans de nombreux pays d'Afrique, pour les pays ayant actuellement une faible capacité, il est préférable de commencer par prendre des mesures neutres (qui ne font pas de choix entre les secteurs essentiels et les secteurs secondaires) qui renforcent l'établissement d'un environnement, par exemple l'établissement d'infrastructures ou du fonctionnement du marché, l'amélioration du système bureaucratique, la fourniture d'informations, la standardisation des normes, le développement des techniques, les aides aux PME ou le développement des exportations. D'un autre côté, dans des économies de pays qui ont de fortes capacités structurelles et où les structures bureaucratiques autonomes sont garanties (ou d'économies qui ont développées leur capacités avec des efforts de transformation et d'un processus d'essais et d'erreurs entre le public et le privé), la formation et à la réalisation active des mesures doit se faire par le biais d'un réseau qui uni étroitement le public au privé. Et plutôt que de se contenter d'attribuer des encouragements, il est préférable de procéder à une intervention ciblée de haut niveau.

De plus, il est important de faire aussi attention aux capacités du secteur privé en Afrique ainsi qu'à leurs relations avec les gouvernements. Il faut comprendre les capacités et les contraintes de ce secteur présentes dans de nombreux pays d'Afrique et le degré de non-coopération entre public et privé. Il est également important de faire en sorte de créer des liens qui permettent d'améliorer cette situation

par l'établissement d'aides de l'État à la formation de personnels pour le secteur privé ou par la mise en place de « relations gagnant-gagnant » grâce au partage des informations.

On ne doit pas aborder de manière statique les capacités des systèmes institutionnels et en analysant les essais et les erreurs, on doit introduire l'idée d'une possibilité de développer la capacité des institutions et avec le choix d'aides pour la formation d'industries adaptées aux capacités institutionnelles des pays d'Afrique, il est important, par ce processus, d'ajouter la possibilité de renforcer la capacité des institutions.

4

Porter son attention sur le détail des mesures de « stratégies de développement industriel »

Nous allons maintenant parler du menu de mesures qui permettent la concrétisation des stratégies de développement économique telles qu'énoncées dans la section 3.2 ci-dessus. Il va sans dire que ce menu n'a pas pour but de proposer une application unifiée. Selon les particularités de chaque économie ou selon les stratégies sur lesquelles elles reposent, la combinaison ou bien l'ordre dans le temps de la réalisation de ces mesures ainsi que leur ordre de priorité sera différent. Car pour réaliser ces stratégies, il est indispensable de définir avant tout quelles sont les priorités.

Dans ce contexte, en tant qu'élément de structuration des « stratégies de développement industriel » voici les 4 points qui nous semblent particulièrement importants: **4.1 Mesures de formation industrielle par le biais de mesures d'accélération des exportations et des investissements, 4.2 Établissement de fonctions de base de la croissance, 4.3. Développement de l'agriculture et des zones rurales en tant que fondement du développement industriel, 4.4. Formation de marchés régionaux et extra-régionaux.**

4.1

Mesures de formation industrielle par le biais de mesures d'accélération des exportations et des investissements

Les mesures macro-économiques, les infrastructures, la stabilité de la devise nationale sont des éléments très importants pour mettre les entreprises du secteur privé en confiance et les pousser à investir. Il est également indispensable de renforcer la totalité du système économique comme par exemple le système législatif en rapport avec la création de nouvelles affaires, la gestion d'entreprises, les taxations et le développement des affaires et de renforcer le système judiciaire en rapport avec l'arbitrage des conflits en matière de transactions commerciales. Pour accélérer les exportations, il est aussi important d'offrir de manière appropriée à la situation de chacun des pays des mesures qui incitent aux exportations comme une économie macro stable, une gestion adaptée des taux de change réels ou bien l'offre de droits de douane, de subventions ou de crédits.

Cependant, introduire et établir dans un délai court dans tout le pays cet environnement institutionnel, n'est pas chose facile dans les pays d'Afrique à cause du manque de maturité des marchés et de la faible capacité des gouvernements. Dans cette proposition, nous proposons donc d'utiliser plutôt un système de « Zones économiques spéciales » (*Special Economic Zones: SEZ*) en tant que zones pilotes pour la réalisation des transformations de ces institutions. Autrement dit, d'établir dans une région déterminée un

environnement de mesures « matérielles » comme les infrastructures ou de mesures « immatérielles » comme des mesures ou des institutions, en accélérant les exportations et les investissements par la réalisation de zones de transformation des exportations, de port franc, de zones de commerce libre ou bien de zones de production industrielle définie et de faire refléter les succès et les échecs rencontrés dans toutes les institutions au niveau national et de transformer l'ensemble de ces institutions à l'intérieur des pays.

D'autre part, dans la poursuite du développement de l'industrie, sans se borner à inciter des investissements directs de capitaux étrangers, il est important de renforcer les liens entre les industries implantées à l'étranger et les industries à l'intérieur du pays (les industries de base), et il faut également inclure le point important qui est la formation de PME en Afrique. Particulièrement dans les pays d'Afrique, la formalisation des secteurs informels est un problème à résoudre et il est important de mettre en place pour ce faire les aides nécessaires comme par exemple l'amélioration ou la simplification des lois et des institutions, la gestion, la technologie ou le marketing ainsi qu'un système de financement en direction des entreprises qui comprend aussi le micro-crédit.

Par exemple, le regroupement de PME d'un domaine donné permet de créer des « pôles de

compétence » bénéfiques pour l'économie extérieure, (amélioration de l'accès au marché, vivier d'ouvriers qualifiés, renforcement des facilités d'investissements intermédiaires, propagation des technologies) comme on peut le voir dans les exemples du Kenya (textile, transformation des métaux, réparation automobile), du Ghana (réparation automobile, transformation des métaux) et de l'Afrique du Sud (textile), ce qui suggère une des possibilités de développement industriel en

Afrique par la suite. La plus grande partie des pôles de compétence en Afrique, de par l'observation de la faiblesse des liens entre les entreprises et de la limite des succès, le gouvernement tout en pourvoyant en infrastructures physiques et institutionnelles, peut aussi apporter son aide à la formation d'un réseau de relations entre le public et le privé par la création de chambres de commerce et de l'industrie ou d'associations de producteurs.

4.2. Établissement de fonctions de base de la croissance

Pour réaliser les stratégies de développement industriel, il faut mettre en place des fonctions de bases les garantissant. En tant que mise en place des fonctions essentielles de la croissance, il va sans dire qu'il est important d'adoucir les règles au sujet de l'environnement des affaires afin de permettre l'accélération des investissements du privé. Dans ce contexte, cette proposition voudrait montrer qu'il est important de mettre en place des infrastructures comme décrites ci-dessous, de constituer des ressources en main-d'œuvre, ou d'accroître le marché du crédit.

4.2.1

Mise en place d'infrastructures

Il est du devoir du gouvernement d'offrir les diverses infrastructures qui garantissent la vitalité économique du secteur privé et leur mise en place est un des facteurs qui permettront l'accélération des investissements privés. Dans le domaine des activités de production ou de commerce, l'approvisionnement stable en électricité, des équipements suffisants en transports ou des équipement portuaires ainsi qu'un système de communication efficace est nécessaire pour inciter le secteur privé à prendre des initiatives et l'absence d'un seul de ces éléments a une influence sur les progrès.

Dans le cadre de la mise en place d'infrastructures en Afrique, en se fondant sur les expériences de la JBIC (*banque japonaise pour la coopération internationale*), de la Banque Asiatique de Développement (ABD) ou de la Banque Mondiale, voici énoncés ci-dessous les points qui doivent retenir particulièrement l'attention.

- Les investissements du secteur privé sont importants pour la mise en place

des infrastructures et dans la mesure du possible, il est préférable de développer les investissements du privé dans le cadre des PPP. D'un autre côté, il faut bien comprendre qu'il est nécessaire que le gouvernement offre en tant que « patrimoine public » les services minimum à apporter à la population. Et le gouvernement se doit de faire tout ce qui est possible pour garantir l'allocation des capitaux de financements nécessaires.

- Pour renforcer l'efficacité des infrastructures, il est indispensable non pas seulement d'avoir un investissement de départ mais surtout d'avoir une gestion des opérations et de la maintenance (O&M) adaptée. En Afrique par le passé, de nombreux pays ont eu ce genre de problème à résoudre, mais pour la construction et la gestion d'un système qui inclue les taxes pour s'adapter aux O&M de manière convenable, il est nécessaire de former un organisme capable de prendre la responsabilité de ces O&M.
- Comme l'établissement des infrastructures crée de grands droits et de grands intérêts, il peut y avoir une certaine bienveillance face aux malversations. Pour cette raison, tout en renforçant la transparence des systèmes d'approvisionnement du gouvernement, il est nécessaire de réduire le plus possible, par le biais d'une réforme du système judiciaire, les occasions de prises d'intérêts illicites. Il est également important d'aider à renforcer les fonctions de surveillance de la société civile et d'aider le rôle positif du gouvernement à accomplir sa responsabilité d'expliquer qu'il

garanti la transparence des choix qui sont faits.

Les infrastructures ont une grande influence sur l'économie, la société et l'environnement et les organismes gouvernementaux et les politiciens en rapport y participent de manière multiple. De plus, le développement de la décentralisation des pouvoirs vers les régions, rend nécessaire une régulation des relations entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux. Pour ce faire, il est important que le gouvernement central déploie un fort pouvoir de contrôle et une forte capacité de surveillance pour régler les actions des acteurs en rapport avec l'établissement des infrastructures.

4.2.2

Constitution de main-d'œuvre

Pour la constitution de main-d'œuvre, il y est nécessaire de prendre en considération les investissements dans l'éducation qui ont clairement défini pour objectifs de répondre aux stratégies de croissance de chaque pays. En conséquence, avec la formation aux professions techniques en rapport direct avec chacun des domaines de l'industrie sur lesquelles se basent les stratégies de croissance, il faut développer la capacité de management du secteur privé et la capacité d'élaborer des mesures qui correspondent aux niveaux des « capacités du système d'exportation » dans chaque pays, ce qui inclus aussi l'amélioration des services pourvus par les administrations concernées. Pour former le personnel sur qui reposera le développement industriel il est indispensable, en plus d'un renforcement de l'éducation primaire, de pouvoir offrir une formation secondaire ou des formations spécialisées.

Le renforcement de l'éducation secondaire ou du système de formation professionnelle spécialisée, permet non seulement au pays de former ses ressources humaines, mais cela peut aussi être une stratégie que de développer l'éducation en tant qu'industrie par le biais de l'accueil actif d'étudiants étrangers venus des pays voisins. Le développement d'une telle éducation et d'un tel système de formation spécialisés ainsi que le développement de ses équipements, contribuera également à la formation de bases pour l'essor futur des domaines de la recherche ou de la mise en valeur.

D'un autre côté, chaque pays d'Afrique, connaît un problème d'émigration de ses personnels hautement spécialisés comme les enseignants, les médecins ou les infirmières vers des pays comme l'Afrique du Sud, l'Angleterre, l'Australie ou les

Etats-Unis. Par conséquent, recommander une création d'emplois qui passe par l'amélioration de l'environnement du travail et de la recherche et qui inclut aussi une garantie de la sécurité publique et sociale et de la croissance économique, permettra de mettre un terme à la fuite des cerveaux et le problème qui restera à résoudre sera de trouver le moyen d'inciter les personnels qui ont émigré à revenir au pays. Mais, le travail à l'étranger n'est pas que négatif. Il faut par exemple prendre porter son attention sur le cas des Philippines, qui s'est fondée sur la contribution à l'économie nationale que représente les envois d'argent au pays des personnels à l'étranger, pour choisir une stratégie nationale d'exportation de services et l'envoi à l'étranger de personnels qualifiés comme le personnel infirmier.

4.2.3

Développement du marché de crédits

Beaucoup de PME africaines surtout dans le secteur informel sont basées sur des liens sociaux qui reposent sur des relations ethniques, d'amitié ou de parenté. La plupart des capitaux de ces entreprises proviennent de financements non organisationnels qui se basent sur ce réseau de relation. Or, l'envergure d'un tel réseau est limitée et aussi l'accès à des fonds structurés ou au réseau des populations dominantes est difficile et les frais de transactions sont élevés. Tout en réalisant le développement interne par la formation d'entreprises locales, il est donc indispensable de développer un système de crédit.

Depuis quelques années, la libéralisation du crédit et des taux d'intérêt, ainsi que le renforcement de la gestion de mesures financières prend un tour nouveau, mais à cause des défauts des réglementations légales de toutes sortes ou bien du système judiciaire en rapport avec les lois sur les privilèges, dans beaucoup de pays, les entreprises n'ont pas un accès suffisant aux crédits. Et, pour les jeunes entreprises de petites tailles qui ne peuvent offrir en garantie de terrain, les approvisionnements en capitaux sont limités. Les organismes financiers n'acceptent pas les garanties du capital travail ou du capital immatériel à cause du coût élevé de la constitution de prêts sécurisés et de la lenteur et des frais qu'entraînent les formalités judiciaires nécessaires au recouvrement des droits de propriété et de vente des hypothèques. Une autre raison vient du fait que le registre des actes civils n'est pas tenu à jour ce qui implique que les formalités publiques pour le droit de réclamation du prêteur prennent beaucoup de temps. Par conséquent, pour le développement

du marché du crédit, avec la libéralisation du domaine financier, il est nécessaire de poursuivre l'amélioration systématique des droits des propriétaires.

Pour développer le marché du crédit dans les pays d'Afrique, il faut aussi tenir compte des mesures suivantes :

- Établissement de crédits sécurisés et offre d'un rehaussement du crédit afin que les PME qui n'ont pas suffisamment de garanties à fournir puissent obtenir des fonds auprès des banques privées.
- Planification du développement de la capacité d'examen des institutions financières et

interdiction de récuser aux PME l'accès aux capitaux.

- Obligation des banques privées d'accorder une certaine proportion des nouveaux prêts aux PME.
- Etablissement d'un marché de financement direct et construction d'un système d'offre stable de fonds pour répondre aux diverses demandes des PME.
- Incitation à une réunion des micro-financements réalisés par le système financier informel avec les systèmes de financement formels.

4.3.

Développement de l'agriculture et des zones rurales en tant que fondement du développement industriel

Les facteurs clé du SGA en Asie, comme nous l'avons déjà vu, sont une industrialisation tournée vers les exportations qui a été précédée par un développement de l'agriculture et des zones rurales (la « Révolution verte »). L'accroissement de la productivité agricole en Asie, a été réalisée grâce à un fort accroissement de la productivité des terres par le biais de l'introduction de semences hautement productives, qui si elles n'avaient pas été introduites en corrélation avec des irrigations et l'usage d'engrais, n'auraient sans doute pas permis une tel accroissement de la productivité. La baisse de la productivité des terres agricoles (céréales) en Afrique, depuis les années 80 est due aux deux éléments suivants : le manque d'investissements dans les engrais et le manque d'investissements dans l'irrigation. En Afrique aussi, pour atteindre une croissance durable, il est nécessaire, en parallèle avec le développement industriel, d'améliorer la productivité agricole et de développer les zones rurales. Voici donc le détail des mesures importantes à prendre.

- Gestion des ressources naturelles et préservation des sols
- Aménagements des équipements pour l'irrigation et le drainage
- Développement, hausse de la production des semences sélectionnées, fourniture stable d'engrais
- Développement et renforcement des fonds

agricoles

- Mise en place d'un système et d'une organisation tournés vers les exportations
- Amélioration des infrastructures agricoles et des services sociaux

Avec la poursuite de la modernisation de l'agriculture en Afrique, il est nécessaire d'améliorer l'accès aux matériaux d'investissements comme par exemple, les semences, les engrais, les pesticides ou le matériel agricole pour rechercher à l'amélioration de la productivité. Depuis la mise au point des structures, les aides pour les investissements en matériaux ou en fonds ont vu un arrêt de principe, mais étant donné de l'importance du développement de l'agriculture en Afrique, spécialement dans les régions, dans les cas où l'accès aux financements est limité à cause du contrôle du secteur privé sur la circulation ou l'offre des matériaux financiers, il faudrait sans doute examiner l'introduction de nouvelles aides financières après avoir pris soin d'assurer une grande transparence.

D'un autre côté, dans certains pays d'Afrique, on voit apparaître une agriculture commerciale qui remorque le marché et fait un avec la force motrice de la croissance. Ce rôle est joué, par exemple, par les magasins de grande et de petite distribution ou par les chaînes de restauration en Afrique du Sud qui soutiennent une chaîne de distribution de grande

envergure qui lie les producteurs aux consommateurs. Ces entreprises sont des entreprises privées qui englobent les nombreuses petites exploitations de types entrepreneurial. Les productions horticoles et jardinières (fleurs ou légumes par exemple) du Kenya ou de l'Éthiopie sont déjà englobées dans des chaînes de distribution globales que sont les marchés européens ou de l'Asie centrale, et grâce à des fonds européens, elles ont pu s'équiper de leurs propres chaînes de froid et ont mis en place une gestion cohérente des fermes de grande envergure qui va de la production à l'expédition et à la vente.

Pour que les fermes d'Afrique puissent s'associer à la chaîne de distribution internationale, non seulement un développement de la productivité mais aussi une amélioration de la qualité des produits agricoles est indispensable. Pour ce faire, en parallèle avec l'introduction de technologies de conservation et de gestion de la qualité des produits agricoles

récoltés, de technologies de transformation pour ajouter de la valeur aux produits agricoles de base ou de technologies en rapport avec l'affermissement des critères ou des niveaux d'authentification systématiques des produits agricoles ou des technologies de gestion de la qualité, il est également nécessaire de renforcer les fonctions des organismes d'inspection et de contrôle en rapport. Spécialement, à un moment où les craintes augmentent au sujet de la garantie de la sécurité des produits alimentaires ou bien des productions agricoles qui utilisent des produits génétiquement modifiés, la connaissance approfondie des réglementations en matière de normes d'hygiène des produits alimentaires et des normes en matière de pesticides résiduels des pays vers lesquels on importe ou l'adaptation aux contrôles sanitaires est essentielle, et pour ce faire, l'État et les entreprises privées doivent collaborer à une amélioration de leurs capacités.

4.4

Formation de marchés régionaux et extra-régionaux

Dans les stratégies de développement industriel, il faut aussi porter son attention sur la demande, c'est-à-dire les marchés. Dans les années 60, l'industrialisation sous contrôle gouvernemental testé en Amérique Latine, s'est faite dans le seul but de réaliser une industrialisation par substitution aux importations parce qu'il était clair que le marché intérieur étiré était devenu un goulot d'étranglement pour la production.

Cependant, le marché des pays développés n'est pas le seul marché pour les exportations, il est réaliste de prendre appui sur l'expansion des exportations vers les pays africains voisins qui ont des niveaux de développement et de technologies semblables ou bien des pays en voie de développement d'autres régions. Comme le montre l'expérience de l'Asie, la construction d'un réseau économique concret de développement du commerce non seulement de produits finis mais également de produits semi-finis, est un problème essentiel à résoudre pour renforcer la productivité. Tout en resserrant les liens économiques à l'intérieur du continent africain en tant que marché intérieur, il faut donc aussi de faire des efforts pour tisser des liens avec des marchés étrangers de plus large envergure comme par exemple avec les pays de l'Océan Indien.

Dans ce but, il faut de développer l'harmonisation des systèmes économiques qui passent par des accords de libre échange (*FTA – Free Trade Agreement*), des unions douanières, une harmonisation des devises ou bien la construction d'une zone de libre échange avec ces pays, et rechercher l'amélioration de l'accès du continent africain vers à marchés de plus grande envergure. De plus, avec l'amélioration des institutions que sont l'harmonisation ou l'abolition des mesures frontalières que sont les barrières douanières, il est également nécessaire de mettre en place des infrastructures frontalières qui contribuent au développement des marchés régionaux.

L'unification économique qui ne fait pas la différence entre les pays développés et les pays en voie de développement est un processus politique particulier. Les leaders politiques doivent bien comprendre que l'unification économique est la condition essentielle pour réaliser les stratégies de développement économique et qu'il est indispensable de faire preuve d'une volonté politique forte pour inciter à cette unification. Par ailleurs, pour une propulsion effective de l'unification, le renforcement des capacités de la construction des économies régionales (REC) est aussi un facteur important.

5

Contributions de la société internationale et du Japon

5.1.

Contributions de la société internationale

Pour réaliser l'accélération d'une croissance soutenue grâce aux « stratégies de développement industriel » dans les pays d'Afrique, la société internationale se doit de porter son attention sur les points ci-dessous énoncés et d'apporter son aide aux efforts fournis par les Africains.

- Aides aux diverses stratégies de croissance et aux diverses mesures en Afrique

Dans les cas pays d'Afrique qui avec une forte participation politique, font montre d'une volonté de s'atteler principalement à leur croissance économique, la société internationale se doit d'apporter une aide active aux stratégies qui mettent en avant un développement industriel basé sur les potentialités de chaque pays et d'utiliser les mesures adaptées à leur mise en pratique.

- Ouverture des marchés exportateurs aux produits africains

Pour accélérer les exportations des produits africains, tout en poursuivant et en développant l'utilisation de systèmes de droits de douanes préférentiels en direction de l'Afrique comme la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (*AGOA - des Etats-Unis*) ou le « Tout sauf des Armes » (*Everything but Arms des pays européens - EBA*), la société internationale doit améliorer ces systèmes pour donner naissance à des éléments susceptibles d'accélérer le développement industriel (par exemple des standards d'attestation d'origine des régions de production). Il est nécessaire que les pays d'Asie, le Japon y compris qui servent d'intermédiaires entre l'Afrique et l'Océan Indien fassent des efforts pour améliorer l'accès des produits africains à leurs marchés.

- Propulsion des aides pour le commerce (*Aid for Trade - A4T*)

Pour permettre le renforcement de la capacité exportatrice de l'Afrique, tout en réalisant les infrastructures qui ont pour but la dynamisation du secteur privé, et le renforcement de la mise en place d'un environnement des affaires au niveau

judiciaire et des formalités, il faut aussi aider au développement des PME, à la mise en valeur des produits à l'exportation et à l'amélioration de la qualité, des normes de qualité, des systèmes d'authentification, à la révision des normes et à un renforcement adapté en matière de sûreté des produits alimentaires et de contrôles sanitaires. De plus, la société internationale et les donateurs doivent aussi contribuer à ce que ces aides pour la propulsion du commerce soient le soutien principal des plans et des stratégies de développement à moyen terme dans chacun des pays.

- Aides à l'aménagement d'infrastructures de grande envergure et de grande taille tournées vers la formation de marchés régionaux

Pour la formation des marchés locaux africains ou bien pour que l'Afrique puisse se lier au monde, il est indispensable d'aménager les infrastructures qui apporteront une grande efficacité aux régions comme le transport, la communication ou l'électricité, et la société internationale doit désormais pousser de manière encore plus active l'aménagement des infrastructures de grande envergure qui ont été propulsées par le NEPAD (*Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique - New Partnership for Africa's Development*) et le ICA (*Consortium pour les infrastructures en Afrique*). Dans le même temps, il faut aider à la réduction des coûts en temps et en argent nécessaires au passage des frontières pour les hommes et les marchandises par l'aménagement de « postes frontières à arrêt unique (*One Stop Border Post - OSBP*) »

- L'accélération du développement des ressources humaines grâce aux aides pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (*OMD - Millennium Development Goals - MDG*)

Le développement des ressources humaines grâce à des mesures de la santé publique, d'hygiène, d'éducation et de combat des maladies contagieuses telles que le SIDA est une chose plus

qu'importante en tant que base du développement industriel recherché par l'Afrique et la société internationale doit continuer sans cesse ses aides tournées vers la réalisation des objectifs de l'OMD. Il est aussi important d'apporter dans le même temps des aides qui mettent suffisamment

l'accent sur une coopération, sous le contrôle de l'UA, entre les diverses stratégies locales au sujet de problèmes comme l'éducation et la formation de personnel, les maladies virales ou la santé publique et sur les actions sub-régionales menées par des organismes régionaux comme la SADC.

5.2. Propositions de contributions du Japon

Devant l'accélération du développement industriel des pays d'Afrique, le Japon se doit de fournir des aides selon les principes fondamentaux ci-dessous énoncés:

- Respect de la spécificité des pays africains
Avec des aides basées sur une approche respectueuse des droits des pays qui est un des crédits du TICAD, le Japon doit aider de manière suffisamment attentionnée les potentiels visibles et latents de chacun des pays, en se fondant sur l'environnement naturel, politique, économique et social où chacun d'entre eux se trouve.
- Importance du partenariat (*partnership*) avec les pays d'Afrique
De la même façon, le Japon, dans une approche respectueuse du partenariat cher au TICAD, doit maintenir des relations sur un pied d'égalité avec les pays d'Afrique et doit pousser au développement des partenariats dans chacun des pays.
- Importance de l'établissement de liens avec le secteur privé japonais
Il faut bien comprendre que le dynamisme du secteur privé est le pilier de la croissance économique et il faut apporter des aides actives pour permettre dans le futur, aux gouvernements et aux organismes gouvernementaux de se dégager de l'APD et pour favoriser le dynamisme du secteur privé qui contribuera au développement de l'Afrique.
- Importance de la prise en compte de la combinaison des aides remboursables et non-remboursable, de la coopération et des AAO (*autres aides officielles*) dans l'approche globale des stratégies.
Pour venir en aide au développement industriel de l'Afrique, il faut partager avec elle les stratégies de développement et d'aides sur le long terme et continuer les aides d'équipement en

infrastructures, la construction institutionnelles et la formation de personnels. Dans ce cadre, en faisant collaborer de manière organisée les mesures de l'APD de la JICA ou la JBIC, il faut développer les aides globales qui incluent les AAO comme par exemple les capitaux d'investissement ou les assurances commerciales.

5.2.1

Aides du Japon au développement industriel et à l'éducation des pays africains dans les domaines porteurs

(1) Aides à la décision et à la réalisation de « stratégies de développement industriel » basées sur des discussions des mesures (politiques) (coopérations techniques principalement)

- Aides techniques dans le domaine des décisions des politiques de « stratégies de développement industriel » par la participation de membres de gouvernement, de membres du secteur privé ou de chercheurs de l'Afrique, du Japon, de l'Asie. Aide à la réalisation et au monitoring de ces stratégies (Aide à l'établissement d'un environnement propice aux investissements en Zambie, aides aux mesures économiques du Vietnam, coopération Japon - Province de Guandong - Mozambique en matière de monitoring)
Les demandes des pays receveurs ayant réalisé dans une certaine mesure la stabilisation de leur économie nationale et de leur pouvoir politique, seront examinées et considérées en premier si on peut y voir clairement leur volonté politique de développement industriel.
- Offre de conseils pratiques par des spécialistes des mesures industrielles et des secteurs concernés, et accélération de l'échange des informations et des idées avec les secteurs du privé japonais par le biais de visites d'études au

Japon, pour les pays en train de réaliser leurs stratégies de développement industriel ou de mesures industrielles.

- Par ces processus, on cherche à établir un renforcement de la capacité de planification des pays d'Afrique, l'accélération de la naissance de la confiance et le partage des informations entre le secteur publique et le secteur privé.

(2) Aides au renforcement de capacités d'exportations

(coopérations techniques)

- Aides techniques pour l'amélioration de la productivité des industries qui ont des possibilités d'exportation, de la qualité, de la compétitivité des prix, de l'emballage et du branding (*développement du pouvoir de la marque*) (cas des aides au beurre de karité du Ghana, ou des aides au développement des exportations du Kenya)
- Les normes de qualité des produits industriels, les systèmes d'authentification, l'établissement de la sécurité des produits alimentaires des produits agricoles et de normes sanitaires, le renforcement des fonctions des organismes d'inspection et de contrôle, le guidage des dirigeants des entreprises privées et des coopératives agricoles et les aides pour la diffusion.
- Coopération entre le JETRO, les ONG et les associations pour le commerce équitable pour aider au développement des marchés étrangers et à l'amélioration de la qualité des produits.

(3) Aides à la formation d'entreprises de base et de pôles de compétences (coopérations techniques, financements tourné vers les EPSA non souveraines (Aide Accrue du Secteur Privé pour l'Afrique - Enhanced Private Sector Assistance for Africa)

- Propulsion des mesures de renforcement des liens entre les entreprises locales et les investisseurs étrangers dans les domaines ci-dessous définis, dans le but de les étendre à toute l'économie nationale tout en évitant la formation d'enclaves économiques des investissements étrangers directs.
 - Attribution de mesures incitatives qui utilisent les entreprises nationales en direction des entreprises en expansion
 - Mise en place d'organismes intermédiaires entre les entreprises locales et les entreprises en expansion (présentation d'entreprises locales qui répondent à la quantité et aux

normes de qualité demandées par les entreprises en expansion)

- Amélioration des capacités de fabrication de matières premières, de pièces détachées, de produits semi-transformés et des capacités de transformation tournée vers les entreprises en expansion des pays étrangers (surpermarchés, magasins de vêtements des centres urbains)
- Amélioration des techniques et de la formation du personnel des entreprises locales
- Développement des services financiers en direction des entreprises locales par le biais des banques commerciales ou du micro-financement
- Aides à l'amélioration et la simplification des lois et des institutions, pour l'orientation de la gestion, des techniques et du marketing nécessaires à la formalisation des secteurs informels en se fondant sur la réalité de la situation en Afrique.
- Aides au renforcement de la formation des personnels techniques pour inciter une globalisation verticale de la formation des « pôles de compétence » ou bien des compétences déjà existantes.

(4) Aides à l'enseignement scientifiques dont les

TIC (technologies de l'information et de la communication – ICT) (Coopérations techniques, coopérations financières non-remboursables en direction des équipements)

- Aides à l'amélioration de la qualité de l'éducation primaire, à l'accroissement du nombre d'établissements d'éducation secondaire capables de recevoir les élèves ayant complété leur cursus d'éducation primaire et aides au renforcement de l'éducation scientifique (y compris pour les filles)
- Aides aux décisions en matière de « plan d'éducation des personnels stratégiques » basées sur la réalité et l'évolution possible de l'offre et de la demande du marché du travail avec, en condition, l'existence de stratégies de développement industriel de chacun des pays et une fluidité du marché du travail.
- En fonction de l'adaptation à la globalisation et de la formation des industries du futur, développement des aides vers des domaines d'éducation professionnelle et d'apprentissage dans le but de mettre en place une éducation scientifique et technique qui englobe le TIC

(cas des aides à l'éducation scientifique et technique du Rwanda), amélioration des capacités de base des personnels de l'industrie, et établissement de bases dans les régions du sud de l'Afrique (cas des aides pour l'apprentissage professionnel au Sénégal et en Ouganda)

- Dans le domaine de l'enseignement supérieur, le Japon en utilisant son réseau d'organismes pour l'éducation supérieures qu'il a construit en Asie apportera son aide dans le cadre des efforts sud-sud à l'amélioration des capacités de recherche et d'éducation des organismes africains (cas des aides à la formation en Afrique (AICAD), des aides du réseau d'éducation supérieure dans le domaine technologique des pays de l'Asean (*AUN/SEED-Net (ASEAN University Network/Southeast Asia Engineering Education Development Network)*)

(5) Aides au développement des infrastructures dont les infrastructures transfrontalières (coopérations financières remboursables (avec EPSA) et non-remboursables, coopération technique)

- Dans l'objectif de baisser les coûts de transport dans les pays d'Afrique, d'unifier l'économie des pays continentaux et des pays maritimes et de former des marchés régionaux, il faut apporter des aides, sous la direction du « consortium des infrastructures africaines », pour établir des infrastructures de grande envergure basées sur le « Cadre stratégique à moyen et long terme - MLTSF, Medium to Long Term Strategic Framework » du NEPAD (Cas de travaux de construction de routes de grande envergure, Sénégal-Mali, Tanzanie-Kenya, Mozambique)
- Il est particulièrement nécessaire de poursuivre l'aménagement des infrastructures de transports centrées sur les voies internationales qui relient les régions de l'intérieur aux villes côtières au coeur de l'activité économique (avec un aménagement de ports de transit régionaux). Lors de l'aménagement de voies internationales, il est important d'accélérer la standardisation et la simplification des formalités de passage de douane (postes frontières à arrêt unique (*One Stop Border Post - OSBP*)) et il est important d'apporter des aides institutionnelles matérielles et immatérielles tournées vers l'amélioration des fonction de passage de frontières. (Cas de l'aide à l'établissement d'équipement de passage de douane entre le Kenya et la Tanzanie - postes

frontières à arrêt unique)

- Il est nécessaire de fournir des aides aux organisations économiques régionales (RECs) qui ont la charge des ajustements entre les pays voisins au niveau des priorités des affaires, des indemnités de passage ou des lois en rapport qui sont très importants à l'aménagement des voies de passage international, dans le but de renforcer leur capacité de planification et de réalisation des projets.
- Dans les pays d'Afrique qui dépendent surtout de l'hydroélectricité, une offre d'électricité stable est un important problème à résoudre. Il faut regarder attentivement les orientations des unifications des économies régionales et des aménagements de voies internationales et il est très important de prévoir des aides à la planification d'une offre en électricité qui dépasse les frontières, de l'aménagement de la production et du transport de l'électricité et du renforcement des capacités de gestion et de direction des installations (cas du programme d'électrification de la Zambie et de l'aménagement d'un réseau de transport de l'électricité de Boujagary).

(6) Aides au développement de l'agriculture et des zones rurales (coopération technique, coopérations financières remboursables et non-remboursables)

- Afin de permettre l'amélioration durable de la productivité des terres agricoles africaines, il est nécessaire de fournir des aides globales basées sur les décisions en matière d'agriculture et en direction du développement des recherches, à l'aménagement des infrastructures d'irrigation ou routières, à la vulgarisation des techniques agricoles, au développement de la sélection des semences, à la garantie des matériels de production et au traitement après les récoltes.
- Avec les avantages comparatifs que présente le Japon et le développement de la consommation et des importations de riz dans les pays d'Afrique, il est nécessaire de développer les aides à la hausse de la production de riz comme le NERICA. Il faut propulser de manière globale le développement et la vulgarisation des techniques de production des plants de riz qui s'adaptent aux différentes formes de culture : riziculture pluviale, riziculture pluviale dans des régions de basse température, culture intensive avec irrigation (cas des initiatives de développement de la riziculture globale africaine)

- Tout en apportant des aides à la production agricole à but uniquement commercial qui englobe à l'exportation, à l'aménagement de structures, à la vulgarisation des techniques de production et de traitement après les récoltes et au renforcement de la capacité des coopératives agricoles, il est nécessaire de fournir une aide pour le renforcement des capacités à répondre aux standards et aux normes de qualité des marchés exportateurs, par l'introduction de systèmes d'authentification et par un renforcement des capacités des organismes de contrôle de la sécurité alimentaire et de contrôle sanitaire.

5.2.2

Aides du Japon à l'Afrique pour l'amélioration de l'environnement des investissements et du commerce

(1) Amélioration de l'accès des produits africains sur le marché

- Pour que les pays d'Afrique puissent participer à l'économie globale et renforcer leur compétitivité peu à peu, il est nécessaire de développer encore plus les marchés qui acceptent les produits africains et pour ce faire, le Japon et les autres pays d'Asie se doivent d'améliorer l'accès des pays africains à leurs marchés. (cas de visite d'étude pour l'accélération des investissements dans la Zone économique de l'Océan Indien)
- Le gouvernement japonais a d'ores et déjà mis en place un système d' « Accès sans taxe et ni quotas pour les PMA » en direction des pays les moins avancés (PMA) et il offre une opportunité d'exportation aux produits en provenance de ces pays en ne leur appliquant aucune taxe douanière ni aucune limitation de quantité. La liste des produits concernés s'est étendue jusqu'à 98% de la totalité des produits mais, pour développer encore ce résultat, il faut examiner la possibilité d'assouplir encore les dispositions actuelles et fournir des aides pour la généralisation du contenu et des formalités ou du renforcement des capacités d'adaptation de l'actuel système d'« Accès sans taxe et sans quotas pour les PMA »,.
- De plus, sans considérer le Japon comme le seul marché à l'exportation pour les produits africains, il est important d'intégrer à ce système la demande plus importante dans les régions asiatiques et particulièrement les

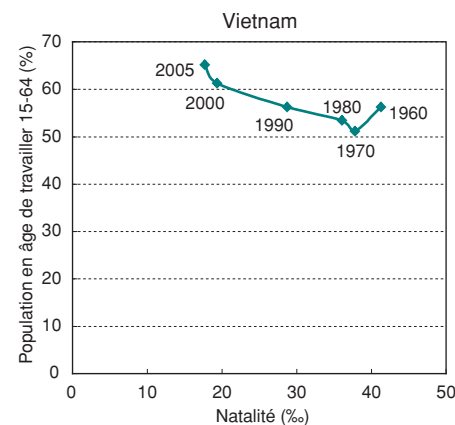
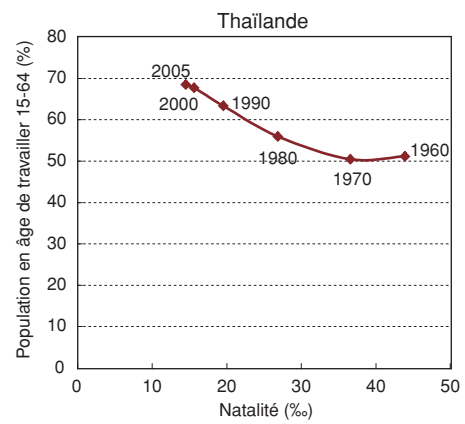
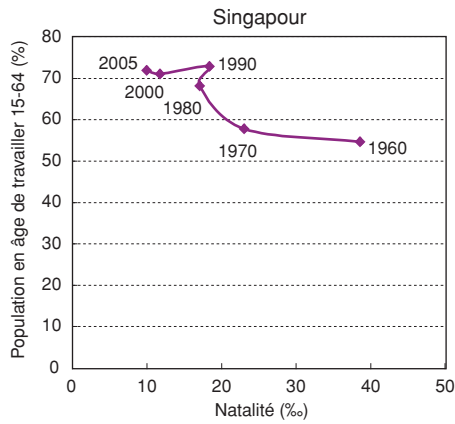
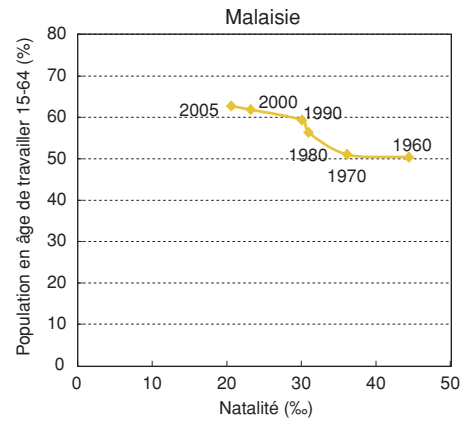
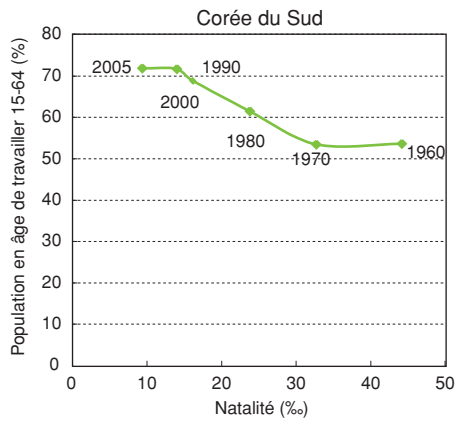
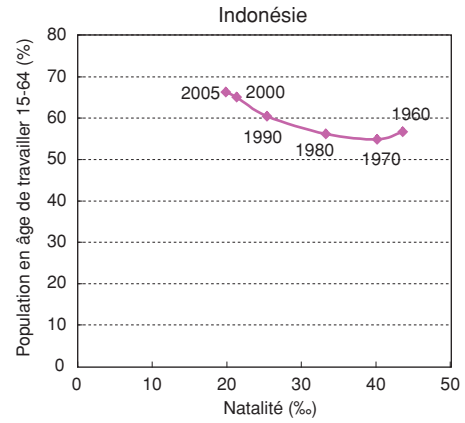
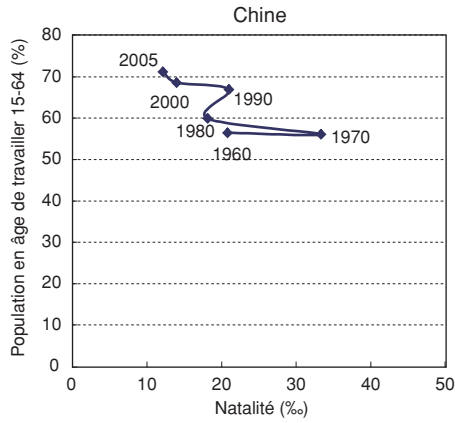
pays d'Asie dans la zone de l'Océan Indien. Et il est souhaitable que le Japon se charge des négociations avec les pays d'Asie pour permettre l'amélioration de l'accès à ces marchés des produits africains.

(3) Aides au développement des investissements et du commerce des entreprises privées japonaises avec l'Afrique

- Depuis quelques temps les entreprises privées japonaises semblent s'intéresser un peu plus aux investissements et au commerce en direction de l'Afrique. Mais pour renforcer désormais ce mouvement, grâce à l'aide du JETRO et tout en fournissant encore plus d'informations au sujet des marchés africains, le gouvernement se doit d'examiner des moyens d'aides directes pour permettre d'accélérer encore plus les investissements et le commerce en direction de l'Afrique.
- En détail, par des aides via des investissements de la JICB dans les entreprises privées qui planifient des développements d'activités en Afrique et avec la poursuite du renforcement des activités commerciales selon une application souple des crédits publics à l'exportation, il faut procéder à l'examen des mesures d'aide qui passent par l'ODA au sujet des investissements des entreprises japonaises en direction de l'Afrique (amélioration des infrastructures d'investissements ou encouragements à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)). Dans le renforcement des liens entre le public et le privé tournés vers l'accélération des investissements en direction de l'Afrique, il faut pousser à la formation et à la propagation des projets de l'ODA en y incluant une participation du secteur privé
- De plus par l'amélioration des lois en matière d'exportations ou d'investissements, tout en apportant des aides pour renforcer la capacité d'exportation des pays africains grâce à un renforcement des fonctions des organismes en charge de l'accélération des exportations et des investissements, il faut aussi aider à rendre les pays d'Afrique encore plus attractifs aux investissements et il est important d'accélérer les investissements des entreprises privées en Afrique celles du Japon y comprises.

Document Annexe-1

● 1-1 Apparition et fluctuations du «dividende démographique» en Asie



Source: World Bank, World Development Indicators (various years)

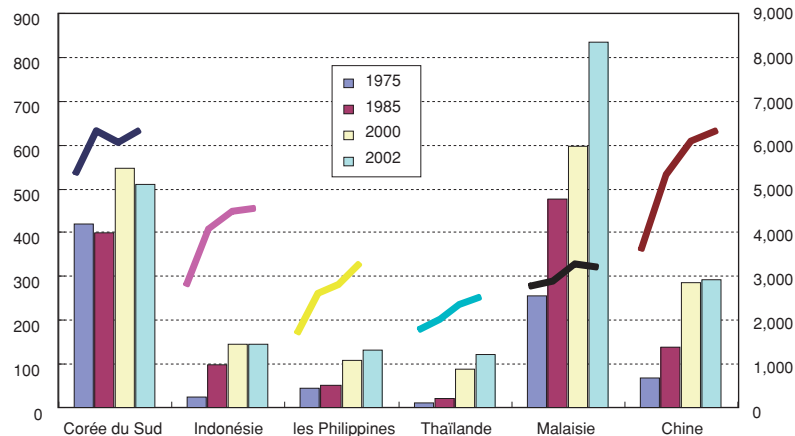
Depuis les années 70, on remarque dans tous les pays une tendance à la baisse du taux de natalité accompagnée d'une augmentation de la population active (même si en Chine et à Singapour, le taux de natalité a augmenté momentanément dans les années 80)

● 1-2 Pouvoir politique de développement en Asie

Korea	Rhee Syngman	6061	79	85	8788	92	95	2000	Kim Dae-jung
				Chun Doo-hwan		Kim Young-sam			
		49	75	78	88				
Taiwan	Nationalist Party			Chang Chng-lac		Lee Teng-hui			Chen Shui-pien
		46	53	57	61	65	86	92	98
Philippines	Quirino	Magsaysay	Garcia	Macapagal	Marcos	Aquino	Ramos		Estrada
					65				99
Indonesia	Sukarno			Golkar	Suharto				Wahid
			55	59	65		90		Habibie
Singapore	Labor Party	People's Action Party		Lee Kuan Yew					Goh Chok Tong
			57		70	76	81		
Malaysia		UMNO	Rahman	Razak	Hussein				Mahathir
		46	48	5758	63	73	75	77	80
Thailand	Phibun	Sarit	Thanom		Prem	Chatchai			Chuan
			51			76			
Vietnam	Indochinese Communist Party								Vietnam Communist Party
		48			62			88	
Myanmar		U Nu		Burma Socialist Programme Party	Ne Win				SLORC

Les gouvernements de Park Chung-hee et Chun Doo-hwan (en Corée du sud), les gouvernements de Tchang Kai-shek et Chiang Ching-kuo (à Taiwan), le gouvernement de Marcos (aux Philippines), de Suharto (en Indonésie), les gouvernements de Lee Kuan Yew et Goh Chok Tong (à Singapour), de Mahathir (en Malaisie) et les gouvernements de Sarit et Thanom (en Thaïlande) sont reconnus pour être les gouvernements représentatifs des pays d'Asie en matière de développement.

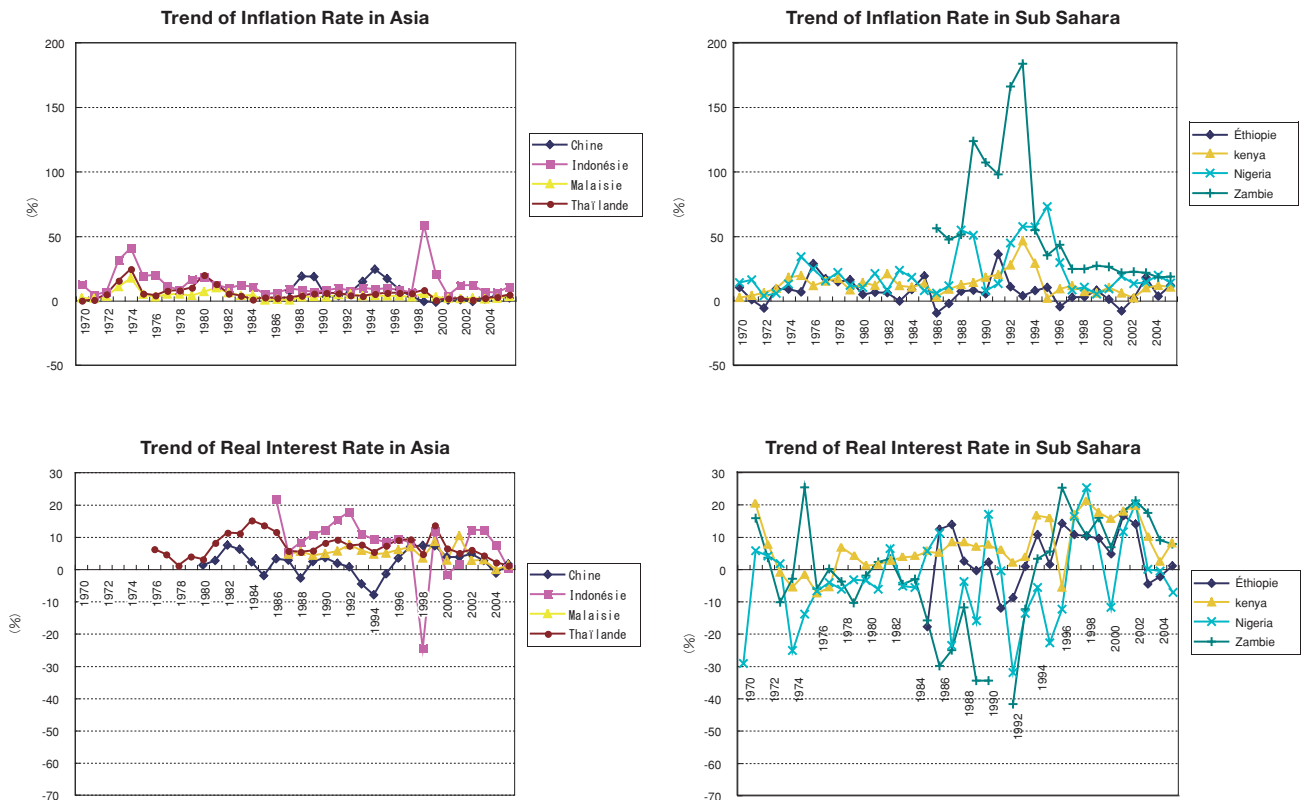
● 1-3 Fertilisation et rendement de la terre en Asie



Source: JBIC Institute

On peut voir que l'introduction de semences à haut rendement et l'augmentation de l'utilisation d'engrais ont permis de réaliser dans les pays d'Asie cette « Révolution verte » qu'est l'amélioration du rendement des terres agricoles. On remarque clairement, en particulier en Indonésie, aux Philippines ou en Chine, que les rendements des terres cultivables ont augmenté de manière spectaculaire grâce à l'utilisation de ces engrais.

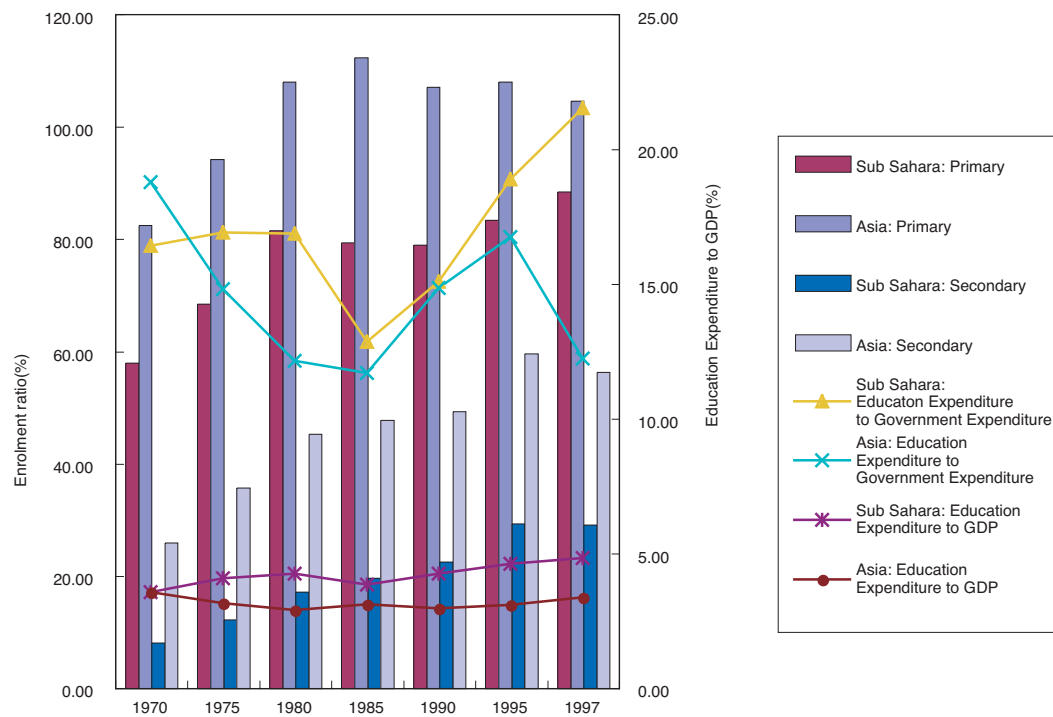
● 1-4 Evolution des taux d'inflation et d'intérêt réel en Asie et en Afrique



Source: World Bank, World Development Indicators (various years)

Quand on compare les taux d'inflation des pays d'Asie à ceux des pays de la zone sub-saharienne, on remarque, si on ne tient pas compte des périodes de crises monétaires qui ont secoué la région, que les pays de l'Asie les ont toujours maintenus à un niveau assez bas. Les pays de la région sub-saharienne, au contraire, ont connu de nombreuses périodes de flambée de leur taux d'inflation et des fluctuations importantes. En ce qui concerne les taux d'intérêt réels, alors que les pays d'Asie les ont toujours maintenus à un taux élevé et qu'ils ont réduit les risques de conservation des actifs financiers, les pays de la région sub-saharienne ont connu de nombreuses périodes où ces taux sont devenus négatifs et également des variations extrêmement grandes.

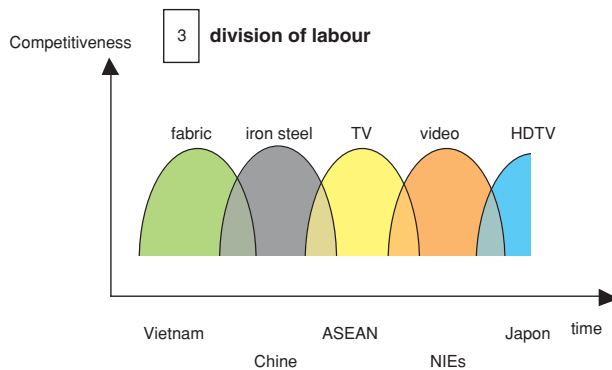
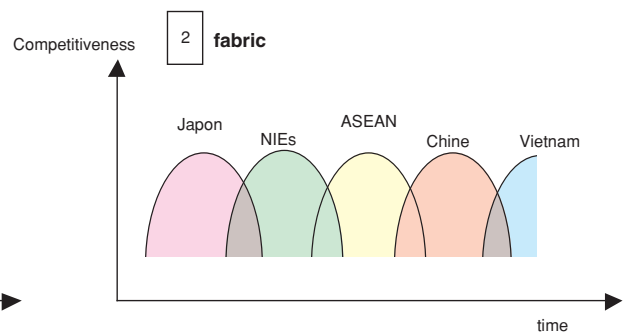
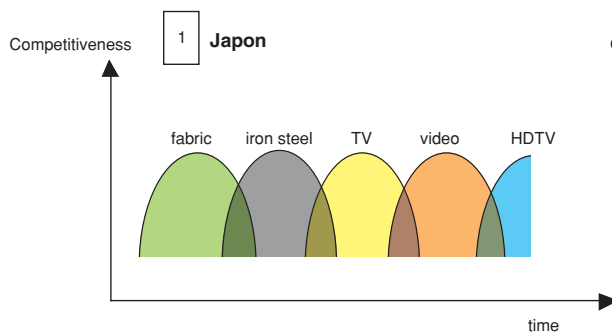
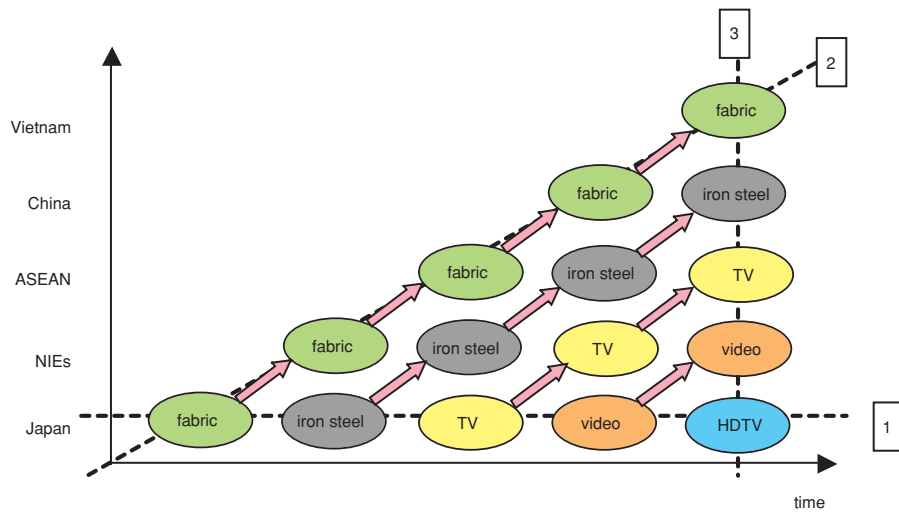
● 1-5 Evolution du taux de scolarisation nominal dans l'enseignement primaire et secondaire et de la proportion de la dépense scolaire en Asie et en Afrique



Source: World Bank, World Development Indicators (various years)

Des années 70 aux années 80, la proportion des budgets alloués à l'éducation dans les dépenses totales des gouvernements en Asie était inférieure à celle des pays africains. Cependant le taux de scolarisation moyen des écoles primaires et secondaires en Asie a toujours dépassé celui des pays d'Afrique grâce à une répartition du budget pour l'éducation en Asie faite principalement entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire.

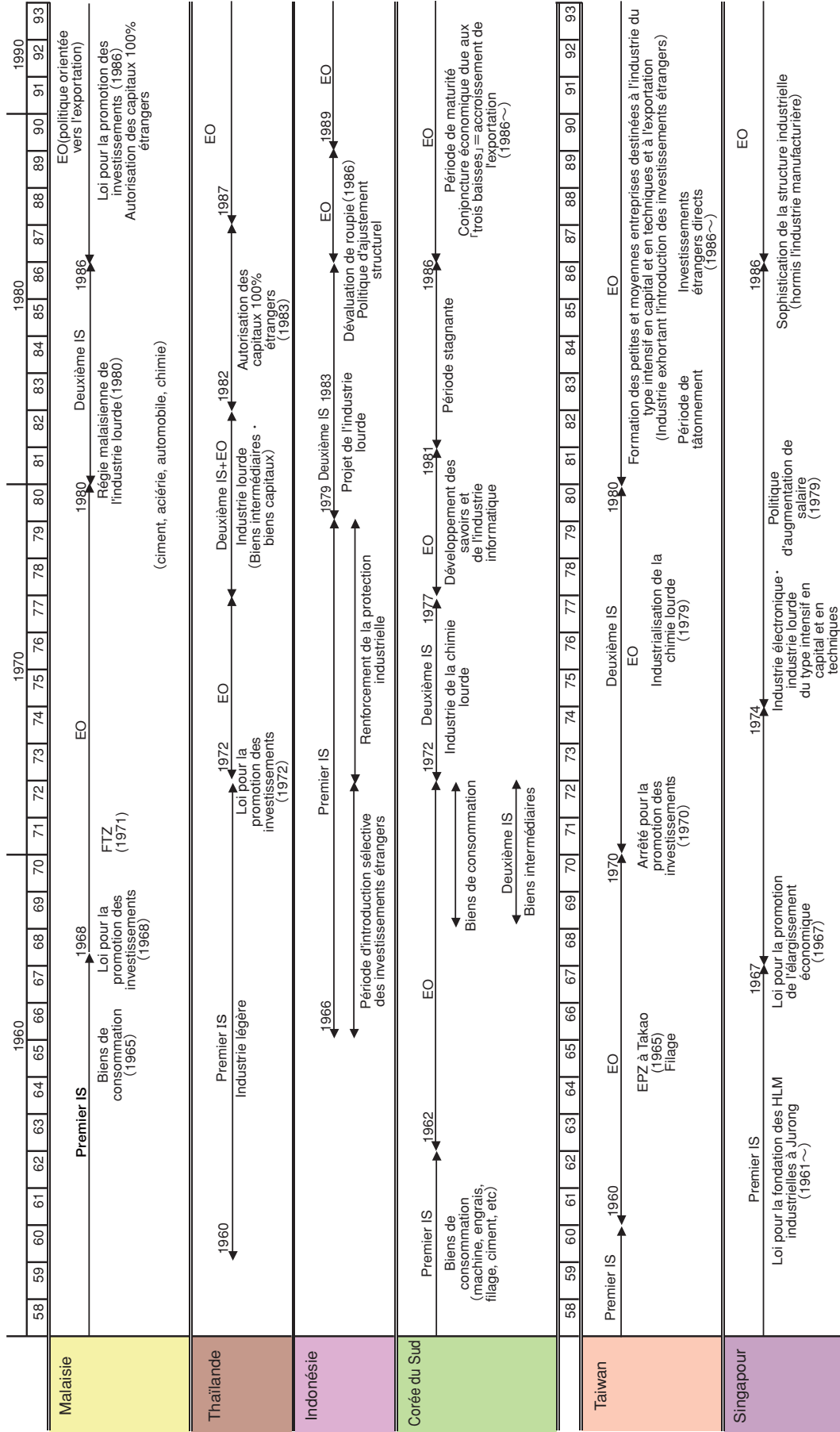
● 1-6 Chain of Industrial structure change



Source: Kenichi Ohno, Kojiro Sakurai «East Asian Development Economics» Yuhikaku, 1997

En Asie, partie d'un niveau très bas, l'industrialisation a atteint des sommets selon un ordre précis des liens internationaux. Dans le cas du Japon par exemple, les industries stratégiques ont évolué de la manière suivante : industrie légère industrie lourde chimique industrie de montage et de transformation industrie électronique ([1]). Ou bien, on peut prendre l'exemple de l'évolution des principaux pays exportateurs dans le domaine du textile: Japon NIEs ASEAN Chine Vietnam ([2]). De plus, quand on regarde l'ensemble de l'Asie, on peut remarquer qu'à un moment donné chacun des pays ont procédé à la division du travail dans toutes sortes d'industries ([3]).

● 1-7 Trend of Industrial Development Strategies in Asia

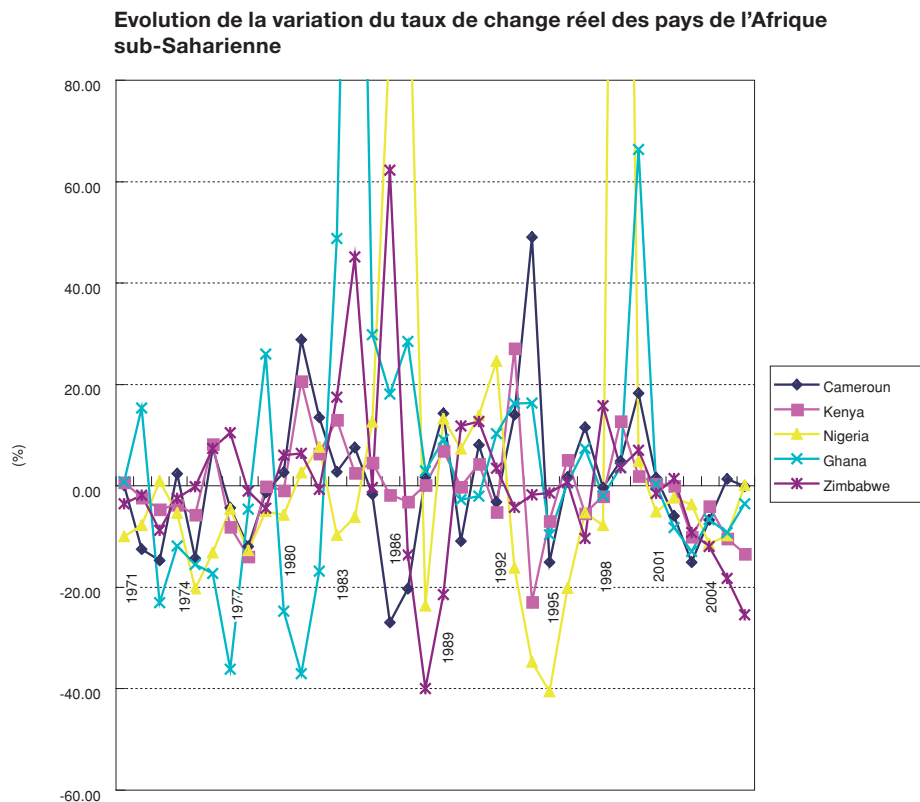
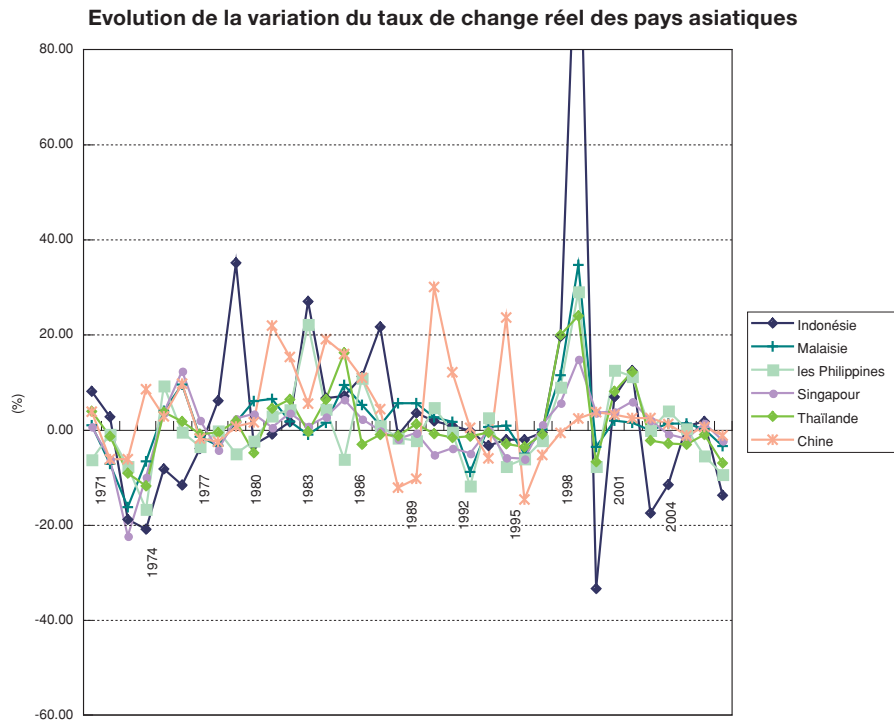


IS : Import Substitution EO : Export-Oriented

Source: Akira Suehiro, Catch-up Type Industrialization, Nagoya University Press, 2000

Les pays d'Asie ont répété entre les années 70 et les années 80 des mesures de substitution aux importations et de volonté de développer les exportations pour les produits de l'industrie légère puis les produits de l'industrie lourde et ils ont mené leurs stratégies d'industrialisation tout en recherchant la formation de capacités de productions nationales. De plus, pendant la deuxième période de substitution aux importations (industrie lourde chimique) des mesures volontairement exportatrices ont également été prises dans le même temps. Dans les années 90, la presque totalité des pays d'Asie avaient des stratégies de développement des exportations.

● 1-8 Maintien du taux de change pour la promotion des exportations

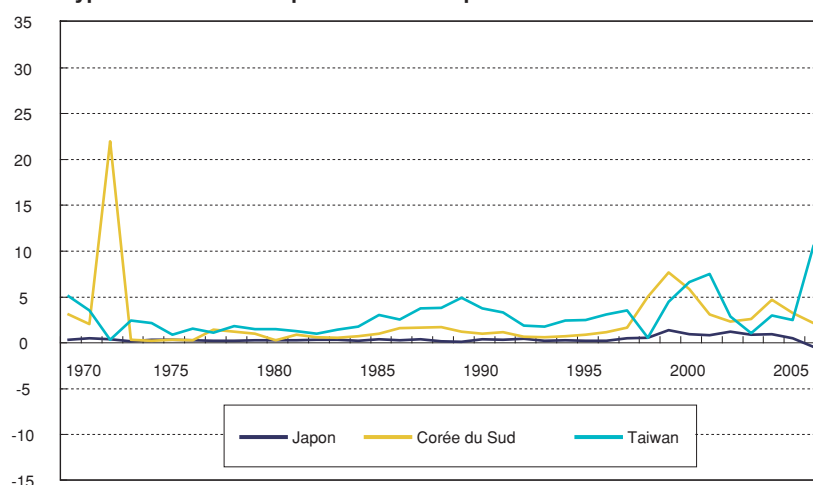


Source: World Bank, World Development Indicators (various years)

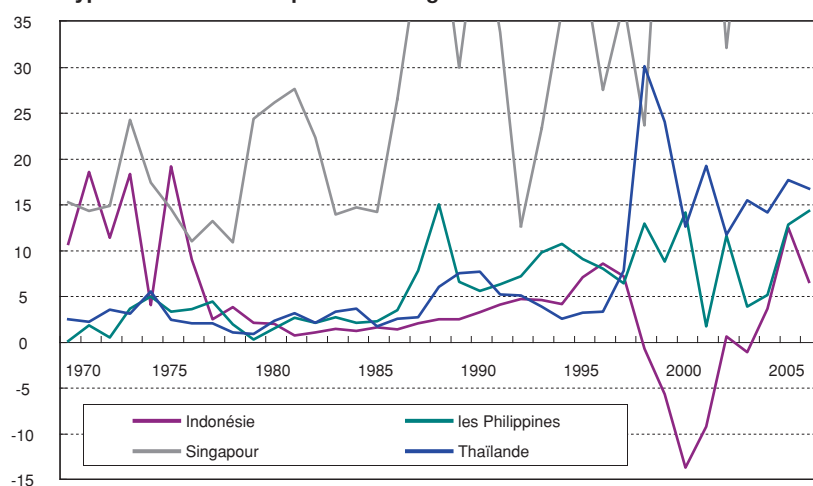
Si on ne tient pas compte des périodes de crises monétaires que la région a connue, les variations du taux réel des devises comparativement bas dans les pays d'Asie a contribué à stabiliser les exportations. Dans les pays de la zone sub-saharienne au contraire, les variations du taux réel des devises ont été très grandes, particulièrement dans les années 80 et ces pays connaissent encore de fortes variations depuis les années 90, variations qui ont empêché pendant longtemps de maintenir le niveau de compétitivité grâce au taux de change des devises.

● 1-9 Stratégies de développement industriel des pays asiatiques

Type tributaire des capitaux domestiques



Type tributaire des capitaux étrangers



Source: UNCTAD, FDI database

Quand on examine le degré de dépendance vis-à-vis des investissements étrangers du point de vue de la comparaison de la proportion qui représente la formation du capital fixe des investissements directs étrangers, on remarque que la dépendance du Japon, de la Corée et de Taiwan est d'à peine 5% environ (ce qui signifie que leur dépendance vis-à-vis des fonds nationaux est plus grande), alors que parmi les pays de l'ASEAN, la dépendance de Singapour vis-à-vis de ces investissements étrangers se distingue des autres par son importance et le marasme causé par la crise économique en Asie a fait monter ce taux de dépendance comparé jusqu'à 10 à 15% dans des pays comme l'Indonésie, les Philippines ou la Thaïlande depuis les années 80,.

Document Annexe-2
Détail des stratégies de développement industriel
dans les pays d'Asie

A. Les stratégies de développement des pays riches en ressources naturelles

a- Gestion de la « malédiction des ressources » : le cas de l'Indonésie

(Ce qui a été fait)

L'Indonésie s'est pourvue d'une « politique d'équilibre budgétaire » basée sur des emprunts étrangers et des années 70 à la première moitié des années 80, dans les finances de l'Etat, la proportion des déficits du PIB était infime. À la différence des autres pays producteurs de pétrole, elle n'a pas augmenté de manière importante ses emprunts étrangers au moment du boom pétrolier mais les a gardé à un niveau relativement constant. Grâce à l'accumulation de ses excédents, elle a procédé à une gestion adaptée à la demande et au moment du 2^{ème} choc pétrolier de 1978, alors que ses revenus pétroliers augmentaient de manière fulgurante, elle a opéré une forte baisse de taux de change de sa devise. Cette baisse avait pour but de contrecarrer non seulement l'augmentation du taux de change réel du au blocage du taux de change pendant 6 ans et la pression inflationniste qui se renforçait, mais aussi dans la crainte qu'il n'y ait eu une influence sur la compétitivité des secteurs non pétroliers (dans des domaines des produits commercialisés comme les manufactures ou l'agriculture).

Grâce à la baisse du taux de ses devises, ses exportations des produits non-pétroliers se sont renforcées et les revenus globaux de l'Indonésie au moment de la chute des prix du pétrole en 1983 n'ont pas régressé à la même vitesse que ceux des autres pays producteurs de pétrole. De plus, pour poursuivre l'effet bénéfique qu'avait eu la baisse du taux de sa

devise en 1978, l'Indonésie a encore procédé en 1983 et en 1986 à deux nouvelles baisses prudentes qui ont aussi un effet positif. Dans les autres pays producteurs de pétrole, la hausse fulgurante de leurs revenus pétroliers à la suite du choc pétrolier s'est accompagné d'une hausse du taux réel de leurs devises, mais la gestion de la demande de l'Indonésie par l'épargne de ses excédents grâce à une administration des finances stable et par la baisse du taux de sa devise a réussi à en stabiliser le taux réel.

Par ailleurs, elle a utilisé la plupart de ses revenus pétroliers pour l'implantation d'infrastructures, pour des services sociaux, pour l'agriculture et les manufactures. En redistribuant les revenus pétroliers dans des investissements à long terme dans le secteur commercial des manufactures ou des exploitations agricoles qui étaient touchées par le syndrome hollandais, tout en renforçant les bases de la production et grâce à l'amélioration de cette production, ainsi qu'à la hausse de sa force d'approvisionnement, elle a pu non seulement maintenir mais encore augmenter ses exportations.

(Ce que l'on doit en retenir)

- Des mesures sur les devises venues à point et qui incluaient une épargne sur le cours terme des revenus provenant du boom des exportations, ainsi que des mesures de stabilisation de l'économie nationale adaptée aux mesures sur le taux de change ont été adoptées.
- Les revenus pétroliers redistribués dans le domaine du commerce pour en développer la productivité et la force en approvisionnement sur le long terme, ont ainsi permis de se sortir du syndrome hollandais.

● **Tableau de l'évolution des prix à la consommation et du taux de change en Indonésie**

	Prix à la consommation (1975=100)	Taux de change nominal (1975=100)	Taux de change réel (1975=1,00)
1970	41,3	87,4	0,92
1971	43,1	94,4	0,84
1972	45,5	100,0	0,76
1973	59,9	100,0	0,83
1974	84,4	100,0	0,94
1975	100,0	100,0	1,00
1976	120,4	100,0	1,21
1977	133,5	100,0	1,21
1978	144,3	106,5	1,12
1979	170,1	150,1	0,81
1980	196,4	151,1	0,82
1981	220,4	152,2	0,94
1982	241,4	159,4	1,02
1983	269,9	219,1	0,86
1984	297,9	247,2	0,87
1985	312,1	267,6	0,84

Source: Usui (1997) Le syndrome pétrolier et les politiques économiques en Indonésie et au Mexique: Bulletin technique de la Faculté d'Horticulture, Université de Chiba (*The Oil Syndrome and Economic Policy in Indonesia and Mexico, The Technical Bulletin of Faculty of Horticulture, Chiba University*) Vol.51 (19970328) pages 215 à 226

A. Les stratégies de développement des pays riches en ressources naturelles

b- Utilisation des revenus miniers pour le développement du secteur agricole et du milieu rural: le cas de l'Indonésie

(Ce qui a été fait)

L'Indonésie, à partir du début des années 50, s'était fixé le but de devenir une nation auto-suffisante du point de vue alimentaire, et elle a poussé à des mesures de hausse de la production alimentaire. Un mouvement en ce sens a été développé au niveau national, et au milieu du 4^{ème} plan de développement national (1984-89), le pays atteignait son auto-suffisance alimentaire.

Des années 60 jusqu'à la fin des années 80, quand on regarde les chiffres de l'agriculture, on peut voir que les exploitations agricoles de l'Indonésie ont augmenté leurs productions de manière remarquable. Entre 1968 et 1990, il y a eu une hausse de la production de toutes les 7 sortes de produits agricoles essentiels (riz humide, riz sec, maïs, choux, patate douce, cacahouètes et soja) et le rendement à l'hectare a également augmenté. Parmi ces produits, le riz humide, les cacahouètes et le soja ont connu un fort taux de hausse de production et l'importance du riz humide a pris encore plus d'ampleur.

De la fin des années 60 à nos jours, bien que la surface des rizières de Java n'ait pratiquement pas changé, le volume total de riz récolté a augmenté. On peut penser que cette augmentation est due à la généralisation, à la suite de la « Révolution verte », de l'utilisation de semences à pousse rapide et à haut rendement qui ont rendu possible 2 à 3 récoltes annuelles. Par ailleurs, dans les îles extérieures autres que Java, en à peine 10 ans (de 1980 à 1990), la surface des rizières a été multipliée par 1,3. Or dans ces îles, l'irrigation et le drainage sont restés stables et peu de rizières pouvaient permettre d'obtenir 2 récoltes annuelles; ce qui mène donc à penser que la hausse du volume des récoltes de riz des îles extérieures a été rendue possible par l'extension de la surface des terrains cultivables obtenus à partir d'un défrichage intensif.

Hormis l'introduction de semences à haut rendement avec la « Révolution verte » qui a eu lieu

à partir de la fin des années 60, on peut penser que l'introduction de nouvelles semences résistantes qui a aussi permis de surmonter les dégâts causés par les maladies et les insectes, est c'est ce qui a sans doute permis de réaliser une haute production et cette hausse de la production rizicole. L'emploi d'engrais qui a beaucoup augmenté à partir des années 70, a également beaucoup contribué à l'augmentation de la quantité de riz récolté.

On voit donc bien que cette hausse de la production du riz a été rendue possible par les mesures de mises en place par le gouvernement indonésien et des investissements dans les semences sélectionnées, le fumage des terres et l'irrigation qui sont à la base de la révolution verte, avec des financements agricoles, et également avec le maintien des prix des producteurs de riz ou l'amélioration du prix relatif des engrais ⁽¹⁾. Les investissements faits par le gouvernement, ont principalement portés sur les engrais chimiques et le développement de l'irrigation. Les aides du gouvernement sur les engrais chimiques, ont permis d'établir un système de prix fixés par l'État et maintenus à un bas niveau. Cette disposition a été rendue possible, malgré la hausse mondiale du prix du pétrole du aux 2 chocs pétroliers, car la production nationale d'engrais avait été mise sous la gestion du gouvernement en tant qu'entreprise publique monopolistique. Mais un autre facteur de la progression, pendant les années 70, du niveau d'auto-suffisance nationale en engrais est que l'Indonésie possède dans son sol les matières premières utilisées dans la fabrication des engrais : le pétrole et le gaz naturel. Par ailleurs, quand on compare la période couverte par le 1er plan de développement national (1969-74) et celle du 3ème plan de développement national (1979-84) on voit que la proportion du budget allouée au développement de la réfection des équipements d'irrigation ou de l'extension des surfaces irriguées, a été multipliée par 8,6 et on remarque que pendant cette période de gros investissements ont été faits par le gouvernement dans l'irrigation, grâce encore une fois à des capitaux issus des revenus du pétrole et du gaz naturel ⁽²⁾. On peut donc en conclure que le développement économique de l'Indonésie, des

(1) On a utilisé soit un système BIMASS (en échange des crédits qu'émet la banque populaire indonésienne qui est un organisme financier gouvernemental, le gouvernement fourni aux exploitants agricoles un lot fixe de matériaux d'investissement fixe (nouvelles semences de grains de riz, engrais chimiques, insecticides) en contrepartie d'une revente d'une partie de la récolte ou bien d'un remboursement en nature) soit un système INMASS (système où le gouvernement se contente d'une direction technique de la gestion des exploitations agricoles qui ont introduits de nouvelles semences, sans les obliger les exploitants à recevoir des crédits ou des aides, laisse à leur libre appréciation l'obtention de fonds d'investissements). À la fin des années 70, on peut considérer que la hausse de la production de riz, particulièrement à Java, s'est faite dans le cadre d'un système INMASS.

(2) Comparaison en dollars US.

années 70 à la 1ère moitié des années 80, a été soutenu de diverses manières, par la hausse de la production du pétrole et du gaz naturel et que l'augmentation d'une agriculture productrice de riz a pu se faire grâce à la redistribution des ressources financières issues de ces deux domaines.

(Ce que l'on doit en retenir)

- Importance du développement de l'agriculture et des zones rurales en tant que fondement de la croissance économique sur le long terme pour une économie basée les revenus pétroliers et miniers.

- Importance de la combinaison en vue du développement de la productivité agricole, de mesures d'aides pour répondre à la demande en approvisionnement de semences de qualité supérieures, d'engrais chimiques, d'équipements d'irrigation ou de crédits agricoles avec des mesures d'aide pour répondre à l'offre en incluant un maintien des prix de production.

● **Tableau des tendances du développement de l'irrigation en Indonésie:**

(Unité: 1,000ha, billion de roupies)

	1969-74	1974-79	1979-84	1984-89	1989-94	Total
Régions						
Réfection des équipements d'irrigation	957,8	513,5	320,7	401,3	2.328,4	4.521,7
Extension des zones irriguées	171,2	255,5	369,8	218,4	500,0	1.514,9
Aménagement des rivières & protection contre les inondations	286,6	431,1	387,9	442,9	450,0	1.998,5
Développement des zones humides basses	199,6	218,6	438,9	191,9	444,2	1.493,2
Total	1.615,2	1.418,7	1.517,3	1.254,5	3.722,6	9.528,3
Development des allocations budgétaires						
Réfection des équipements d'irrigation	50,0	144,0	416,4	261,7	2.287,6	3.159,7
Extension des zones irriguées	25,0	195,7	658,4	417,3	3.112,7	4.409,1
Aménagement des rivières & protection contre les inondations	-	-	-	329,9	919,7	1.249,6
Développement des zones humides basses	-	-	-	74,8	939,1	1.013,9
Autres	39,4	204,9	588,7	3,7	111,8	948,5
Sous-total	114,4	544,6	1.663,5	1.087,4	7.370,9	10.780,8
Budget alloué de manière récurrente	1,4	7,0	21,0	48,5	-	77,9
Aides étrangères	30,6	151,5	505,6	2.663,0	-	3.350,7
Total (en billion de roupies)	146,4	705,1	2.169,1	3.798,9	-	6.819,5
(en millions de dollars US)	364,0	1.624,0	3.175,4	2.725,6	-	7.889,0
Proportions des aides étrangères (%)	20,9	21,5	23,3	70,1	-	42,5

Source: Institut National de Recherche Agricole (*National Research Institute of Agriculture*) (1993) : « Actions du gouvernement et des exploitants agricoles dans le développement de l'irrigation en Indonésie » (*Government and Farmers in Irrigation Development in Indonesia*), Nogyo Sogo Kenkyu, Vol.47, N°4.

A. Les stratégies de développement des pays riches en ressources naturelles

c- Sortie d'une économie tributaire des ressources minières : le cas de la Malaisie (Ce qui a été fait)

En Malaisie, en 1984, le pétrole représentait 22,6% du volume total des exportations et les exportations étaient essentiellement centrées sur un petit nombre de produits issus du secteur primaire⁽³⁾. Pour remédier à ce problème, le « 4^{ème} plan de la Malaisie », qui a débuté en 81, faisait montre d'une volonté de former une industrie lourde associée à des industries en rapport avec ce domaine comme l'industrie des pièces détachées, l'industrie de substitution aux exportations des matières premières et l'industrie qui utilise beaucoup de main d'œuvre et il fixait ces 4 domaines comme les futurs piliers de l'industrialisation. Pour diversifier cette industrialisation, il était indispensable d'introduire des capitaux étrangers, et à la suite de la forte opposition des investisseurs chinois au « Plan de mesures Bumiputera » qui avait fait reculer, à partir de 71, la volonté d'investir des investisseurs nationaux et étrangers, on a choisi, par un assouplissement de l'application de ce plan, de s'attacher à une croissance réelle. La révision des mesures d'encouragement faites pour accélérer l'afflux de capitaux étrangers, a été poussée encore plus loin à cause de la dépression qui avait fondu sur la Malaisie à partir de 82.

La dépression qui a commencé 82 a fait s'effondrer les prix des produits du secteur primaire et dans les contre-mesures sur le court terme qui ont été mises en place pour surmonter ces difficultés notons **1)** une harmonisation des finances et une refonte partielle des organismes financiers, **2)** un grand développement de la construction de logements à bas prix, **3)** un financement d'urgence des mines d'étain, et **4)** une baisse du prix de l'électricité pour les entreprises. En temps que ces mesures sur le moyen terme, il y a eu **1)** l'élaboration du « le plan directeur pour l'industrialisation – IMP – 1986/95 » en février 1986 faite conjointement par le ministère

du développement industriel (MIDA) et l'UNIDO, et également **2)** l'élaboration du « 5^{ème} plan de Malaisie» (1986-90) en mars.

L'IMP, en favorisant une industrialisation ouverte sur l'extérieur avait pour but de dégager l'économie de sa dépendance vis-à-vis des produits d'exportation du secteur primaire: **1)** le gouvernement a choisi 12 produits principaux ou groupes de produits à mettre en avant selon 3 critères : leurs avantages comparatifs latents, leur importance pour la population, et leur exportabilité, **2)** il a mis l'accent sur les points qui posaient problèmes dans chacun des domaines et a mis en place des mesures d'encouragements, **3)** il recherché à clarifier et à préciser les réglementations et particulièrement les mesures pour attirer les capitaux étrangers **4)** il a supprimé les restrictions sur les investissements privés qui avaient été établies par le Nouveau Plan de Mesures Économiques (*New Economic Policy*) de 1971⁽⁴⁾ et a recommandé un assouplissement des règles de la loi de régulation de l'industrie. Par ailleurs, le 5^{ème} plan pour la Malaisie recommandait **1)** de privilégier la voie d'une « croissance stable » sous la conduite du secteur privé, **2)** d'utiliser les investissements nationaux et d'assouplir les réglementations sur les investissements étrangers, **3)** de revitaliser l'industrie agricole, et **4)** d'aménager un environnement de développement industriel basé sur l'IMP. Sur ces recommandations, le gouvernement mis en œuvre des mesures de financement des PME de Bumiputera et a aussi réuni de nouveaux fonds pour l'investissement orientés vers le domaine du secteur privé ou les régions.

Avec ces mesures mises en place à partir de 1985, et en parallèle avec des investissements étrangers directs très actifs principalement en provenance des entreprises japonaises, une nouvelle industrie d'exportation centrée sur la production de machines a vu le jour en Malaisie. Mais au début, les entreprises étrangères et les entreprises nationales avaient très peu de contacts. De plus, dans cette situation, la Malaisie devait importer de l'étranger la plupart des biens d'équipement, des pièces détachées, des

(3) Le montant des exportations de la Malaisie en 1984, se sont montées à 52,1% du PIB nominal comparé et dans ces chiffres, les produits du secteur primaire représentaient 68,5%, et le reste (31,5%) était constitué de produits manufacturés. La grande majorité des produits du secteur primaire étaient le pétrole brut (22,6% du total des exportations), le gaz naturel liquide (4,6%), l'huile de palme (11,7%), le caoutchouc (9,5%), le bois en rondins (7,1%), et l'étain (3,0%) et plus de la moitié des exportations de produits manufacturés était composée d'équipements électriques (17,5% du total des exportations) de textile, de vêtements et de chaussures (3,0%).

(4) En raison de la rectification des différences dans le secteur privé, une préférence nationale pour la détention des actions et l'administration a été introduite, et on a fixé par type de population la proportion de capital qui pouvait être détenue. Dans ce cadre, on a fixé que les habitants de Bumiputera (malais et autochtones de Malaisie) en détiendraient au moins 30%, les malais d'origine chinoise ou indienne 40% et les étrangers 30%. Cette direction, a été réaffirmée dans le plan de développement national suivant (NDP, 1991-2000) et a aussi été reprise dans le Pprojet de Vision Nationale (2001-2010).

biens intermédiaires nécessaires à la fabrication des produits industriels, et les exportations de produits industriels ont eu au contraire un effet néfaste sur la balance des paiements. Par ailleurs, du côté des entreprises japonaises implantées en Malaisie **1)** la hausse toujours plus forte du yen, **2)** l'augmentation du prix de la main d'œuvre malaise, **3)** les exigences du gouvernement malais quant aux parts locales (*local content*), ont rendu nécessaire l'établissement d'entreprises locales dans les régions.

Le gouvernement malais a alors planifié la formation d'entreprises locales par le biais d'un « Programme de formation de vendeurs (*entreprises locales de fournitures de pièces détachées*) ». Ce programme avait pour but de faire des entreprises locales de Malaisie des entreprises intermédiaires ou des entreprises de fourniture et de production des machines et des équipements dont les grandes entreprises et les entreprises internationales avaient besoin. Pour relever le niveau de son économie, il s'est attaché à essayer de faire coopérer entre eux les PME, les grandes entreprises, les entreprises étrangères et les organismes financiers. Sans se contenter que

les entreprises locales («entreprises piliers») ou les multinationales fournissent des machines ou des équipements adaptés aux entreprises de revente, il a aussi fourni des services d'aides sur le plan technique et de la gestion. Par la suite, un système de décision tripartite a été introduit entre le Ministère du Commerce et de l'Industrie, les «entreprises piliers» et les organismes financiers, pour essayer de renforcer les relations entre entreprises locales et grandes entreprises nationales et multinationales sous le contrôle du ministère du commerce et de l'industrie.

(Ce que l'on doit en retenir)

- La diversification de la structure économique grâce à une industrialisation à vocation exportatrice, et un interventionisme d'Etat précis.
- L'identification des secteurs prioritaires grâce à la mise en place de fondements clairs et l'harmonisation des réglementations dans les actions du secteur privé.
- Le renforcement, sous le contrôle de l'État, des liens entre les PME nationales et les entreprises étrangères.

● **Tableau de la rapide hausse des exportations de la Malaisie**

Codes		Taux d'accroissement moyen (%)	
		1985-1990	1990-1992
012	Agneau, porc, etc. (bœuf excepté)	122,9	53,1
047	Autres aliments à base de céréales et farines	27,8	51,8
091	Margarine et autres matières grasses	9,4	54,7
122	Cigarettes	59,3	114,9
245	Charbon de bois	27,1	58,5
272	Fertilisants naturels	6,9	210,0
281	Minerai de fer	6,8	264,4
335	Produits pétroliers résiduels	66,5	44,8
344	Gaz pétroliers, etc.	-	729,4
513	Acides carboxyliques	13,8	112,7
533	Pigments, peintures, vernis, etc.	51,1	48,6
554	Savons, produits de nettoyage	39,2	45,6
572	Polymères de styrène	-	81,9
575	Autres plastiques	-	55,4
625	Pneumatiques	26,1	59,2
656	Tulles, lacets, broderies, rubans, etc.	79,0	48,5
657	Fils spéciaux, textiles spéciaux, etc.	19,8	43,5
659	Tapis de sols, tapis, etc.	48,0	69,6
662	Argile et tuiles pour la construction	41,4	50,5
672	Lingots de fer et d'acier	303,6	209,2
678	Câbles en fer ou en acier	-13,3	96,6
679	Tubes ou tuyaux en fer ou en acier	78,8	98,7
681	Argent, platine	46,6	91,1
693	Câbles	43,3	90,1
696	Couverts de table	38,1	132,5
697	Équipement ménager en métal	37,5	40,8
716	Moteurs	36,7	155,9
731	Tours, affûteuses, etc.	-	47,0
741	Climatiseurs et pièces détachées	46,8	50,6
746	Roulements à billes	-	68,1
749	Pièces de machines non électriques	8,3	42,7
752	Machines pour traitement de données	45,1	239,5
759	Pièces d'équipement de bureau et autres équipement périphériques	99,1	75,3
763	Magnétoscopes	121,0	52,1
775	Produits électroniques de consommation courante	19,3	56,4
785	Cycles à moteurs	84,4	99,9
786	Remorques	20,4	47,4
792	Avions et pièces détachées pour l'aéronautique	-	56,9
813	Lampes et attaches	-	67,6
821	Ameublement	72,7	47,3
831	Malles, valises, sacs, etc.	82,1	67,9
873	Compteurs	23,0	46,9
881	Appareils photos	41,6	40,4
884	Lentilles optiques	50,8	68,7
Total		15,9	14,0

NB: Ce tableau extrait des groupes de produits ayant une classification avec un code à trois chiffres, ceux qui ont une valeur à l'export de 5 millions ou plus de ringgits en 1992, et un taux moyen d'accroissement de 40% ou plus dans la période 1990-1992. Les groupes de produits qui ont un taux moyen d'accroissement supérieur à 90% sont indiqués sur des fonds gris.

Source: Kawanabe (1995) « État de la situation et problèmes de développement des industries de support en Malaisie – Focalisation sur le programme de développement des revendeurs » (*Current State and Problems of Development of Supporting Industries in Malaysia – Focusing on the Vendor Development Program*), The Waseda Commercial Review N°. 325

B. Les stratégies de développement des pays qui possèdent peu de ressources naturelles

a- mise en avant d'une industrie agricole a but commercial qui inclus l'agro-industrie : le cas de la Thaïlande

(Ce qui a été fait)

On peut voir ici que pour passer du stade de pays exportateur de matières premières au stade de pays industrialisé, les pays en voie de développement ne sont pas forcément obligés de choisir la voie d'une industrialisation par la substitution aux importations ou d'une industrialisation volontairement exportatrice, mais qu'ils peuvent aussi choisir une stratégie d'exportation avec transformation et renforcement de la valeur ajoutée des produits du secteur primaire jusqu'alors exportés (ce que H. Myint appelle une « industrialisation orientée sur les exportations »). C'est ce modèle d'une industrialisation de type « NAIC (*Newly Agro-Industrializing Country*) » que la Thaïlande a choisi dans les années 1980. Cette stratégie a été introduite dans le 6^{ème} plan de développement économique (1986-1991) et on a d'abord établi de faire reposer l'industrialisation sur un pays purement exportateur de produits alimentaires, dans le but également de rechercher le développement de l'agro-industrie en tant qu'industrie d'exportation en prenant compte des résultats obtenus jusqu'alors.

La Thaïlande avait une tradition d'exportation de riz et de caoutchouc naturel, mais à partir des années 70, de nouveaux produits agricoles comme le tapioca ou le maïs ont été ajoutés, ainsi que des jeunes poulets à rôtir (boiler), des poulets rôtis, les crevettes d'élevage, du thon en boîte, des conserves de fruits, ou du caoutchouc naturel dont la production avait été gérée (caoutchouc pour sièges). Des techniques modernes de gestion de la qualité ou de la production ont également été introduites et les produits dont la transformation nécessitait beaucoup de main d'œuvre ont aussi été développés et diversifiés.

Voici en 4 points la contribution du développement d'un agro-industrie de ce type à l'industrialisation de la Thaïlande:

- ① La hausse du montant des exportations et la diversification des produits ont permis de surmonter la contrainte des devises étrangères et ont rendu possible l'importation des matières premières et des machines nécessaires aux substitutions par importations, comme le textile (fil).

- ② On a pu offrir à l'industrie de substitution aux importations un marché national qui s'était agrandi grâce au renforcement des revenus des commerçants et des grands fermiers des zones rurales ou des régions.
- ③ La taxe spéciale sur le riz (Rice Premium) ou les autres taxes à l'exportation ont contribué au financement du pouvoir central.
- ④ De nouvelles branches de marché régionaux et des groupes de l'agro-business ont fait leur apparition au sein du pays.

Des mesures d'aides ont été prises pour l'amplification des financements en direction des domaines en rapport avec l'agriculture avec des dispositions en faveur des investissements ou des banques commerciales vers l'agro-industrie, mais des investissements en ce sens existaient déjà depuis les 70. Dans ces mesures, nous remarquerons celles prises au moment du 6^{ème} plan de développement de l'économie : abolition des fortes taxes sur le riz (Rice Premium) et fort interventionisme de l'État dans l'agro-business ⁽⁵⁾. Mais le développement de l'agro-industrie en Thaïlande vient plutôt des forces de tractions du domaine privé que sont:

① La forte capacité des agriculteurs à innover

Le maïs et le tapioca sont des plantes qui se cultivent dans des champs. Les agriculteurs qui s'étaient pendant longtemps consacrés à la culture du riz ont fait montre d'une forte capacité d'innovation et ont défriché pour répondre aux changements du marché international. C'est cette adaptation active des agriculteurs qui a permis d'augmenter les exportations et ce sur quoi a reposé l'industrialisation.

② Le contrôle des intermédiaires

Les intermédiaires de la distribution du riz considérés comme des exploiters intermédiaires, avaient une mauvaise réputation, mais ce sont eux qui ont deviné avant tout le monde l'opportunité que représentait les nouvelles espèces de plantes dont nous avons parlé plus haut et qui ont mené les fermiers à la reconversion vers une nouvelle production agricole en leur prêtant des graines ou des machines agricoles.

③ La montée en puissance des groupes de l'agro-business

Une des particularités traditionnelles de l'agro-business thaïlandais est ce que l'on appelle l'intégration, c'est à dire que les mêmes capitaux

(5) L'abolition de la taxe spéciale sur le riz (Rice Premium) est d'abord due au problème de différence de revenus. Un autre facteur important est celui de l'augmentation des taxes sur les affaires à la suite du développement de l'industrialisation. De plus en 1985, le gouvernement a fixé le prix minimal des balles de riz des distributeurs de riz, mais ce système a cessé de fonctionner en peu de temps à cause de l'insuffisance des aides. En bref, on ne peut nier que l'interventionisme du gouvernement a été freiné non pas à dessein, mais par les circonstances. Suehiro, Yasuda (1987)

contrôlent les produits agricoles depuis leur transformation et leur production jusqu'à leur exportation en passant par leur emballage et leur transport. Mais dans les années 70 à 80, de nouveaux administrateurs, ont fait rapidement fructifier leurs affaires en développant de nouvelles marchandises et de nouveaux marchés. Grâce aux encouragements du gouvernement et avec les fonds des banques commerciales, ils ont développé la croissance rapidement par le biais d'investissements de grande envergure ou l'introduction de nouveaux systèmes de production en coopération avec les producteurs agricoles (fermes sous contrat par exemple).

On voit par ailleurs clairement que le renforcement des financements sociaux comme les routes qui ont rendu possible le transport des produits agricoles et le défrichage des forêts ont aussi permis l'extension de l'agro-industrie, mais il ne faut pas oublier la transformation en une économie monétaire due au fait que les agriculteurs, qui vivaient jusqu'alors autarcie, en sont venus à rechercher des revenus sous forme d'argent.

Cependant il ne faut pas ignorer les points négatifs d'une industrialisation de type NAIC. En premier lieu,

c'est l'influence néfaste qu'elle a sur l'environnement, et que cela apparaît de manière typique, avec la pollution des crevettes d'élevage, des rizières ou des mers. Ensuite, une industrialisation de type NAIC ne requiert pas de posséder une forte technologie au sein du pays et augmente le risque de se faire rattraper par les pays de la 2^{ème} vague. Pour cette raison, une industrialisation de type NAIC doit être vue comme une mesure applicable uniquement sur « une période limitée ». Et il ne faut pas oublier qu'un renforcement du niveau industriel nécessite un « élan » différent de celui d'un NAIC ⁽⁶⁾.

(Ce que l'on doit en retenir)

- Le renforcement de la transformation des produits agricoles et de la valeur ajoutée des produits (agro-industrie) est un moteur de croissance économique.
- L'utilisation positive du dynamisme du secteur privé par l'élimination du goulot d'étranglement de la production.
- Des soins pour la préservation de l'environnement et une adaptation à la hausse de l'industrialisation en prévision d'un possible rattrapage des pays de la 2^{ème} vague.

● Évolution des exportations thaïlandaises, par type de produits importants (1970-95)

Produits	1970	1980	1985	1990	1995
(1) Produits agricoles et de la pêche	9.338	64.737	78.728	132.837	231.417
(%)	63,2	48,6	40,7	22,5	16,5
riz	2.516	19.508	22.524	27.770	48.627
Caoutchouc naturel	2.232	12.351	13.567	23.557	61.261
Maïs	1.969	7.299	7.700	4.144	469
Produits au tapioca	1.223	14.887	14.969	24.465	18.253
Crevettes surgelées	124	1.965	3.439	20.454	50.302
Poulet surgelé	-	656	1.467	7.590	9.662
(2) Produits agricoles et de la mer transformés	94	6.317	24.384	73.521	132.132
(%)	0,6	4,7	12,6	12,5	9,4
Sucre	94	2.975	6.247	17.694	28.769
Conserves de poissons	-	1.619	5.204	24.762	36.997
Conserves de fruits	55	1.723	3.291	5.524	5.754
(3) Produits industriels	145	40.910	66.600	358.879	929.798
(%)	1.0	30.7	34.4	60.8	66.1
Vêtements	15	4.913	14.732	65.804	102.019
Pierres précieuses et bijouterie	130	3.240	6.350	34.891	50.864
Circuit de distribution	0	6.156	8.248	21.581	58.182
Chaussures	n.c.	358	2.368	20.220	53.931
Produits en plastique	n.c.	610	1.262	7.989	63.580
Pièces détachées pour ordinateurs	-	-	n.c.	38.695	131.242
Télévisions / radios	-	-	96	7.980	31.589
Total des exportations	14.772	133.197	193.366	589.813	1.406.310

NB: l'appellation « produits transformés de l'agriculture et de la pêche » désignent l'agro-industrie.
Source: Suehiro (2000)

(6) Suehiro (2000)

B. Les stratégies de développement des pays qui possèdent peu de ressources naturelles

b- Investissements via des établissements financiers de développement dans les pays d'Asie de l'Est: les cas du Japon et de la Corée du Sud

(Ce qui a été fait)

En Asie extrême-orientale, la stratégie des années 60 aux années 70, a été de prendre des mesures de maintien artificiel des taux d'intérêts à un bas niveau ainsi que des mesures d'industrialisation par substitution aux importations dans lesquelles le gouvernement a eu le rôle de superviser le domaine financier et le domaine de la production des biens et des services.

Alors qu'en Asie du Sud-Est, la coordination des entreprises étrangères, était basée sur le mécanisme de marché qui prenait pour fondement le mouvement d'investissement direct, dans les pays de l'Extrême-Orient, cette fonction était accomplie par l'intervention du gouvernement sur le marché, épaulé par un organisme financier public. Ces organismes financiers publics, qui en plus de proposer des financements à bas taux avaient aussi pour fonction d'éviter les obstacles financiers que l'on rencontre dans les pays en voie de développement. En premier, l'implication du gouvernement dans des projets d'investissements a permis d'éviter l'obstacle de la fonction peu développée de division des risques des organismes financiers. L'implication du gouvernement dans des projets d'investissement était un signal de garantie tacite en cas d'échec ; ce signal a été compris par le marché, et les investissements dans les nouvelles industries ont pu alléger leurs risques grâce à cette garantie gouvernementale tacite. Par ailleurs, quand des organismes financiers privés qui n'avaient pas les capacités suffisantes pour examiner les risques ont participé à des prêts de capitaux aux nouvelles industries, les organismes financiers public les ont remplacé dans ce rôle. C'est à dire qu'une implication du gouvernement, a été perçue comme un signal qui signifiait que cet investissement était approprié et les organismes financiers publics en confiant au gouvernement cet examen, ont pu éviter les problèmes. Par ailleurs, le domaine financier qui n'avait pas encore pu se développer grâce au marché, n'était pas en mesure d'offrir suffisamment de fonds sur le long terme et cette insuffisance a été comblée de manière artificielle par des organismes financiers publics.

Les organismes financiers pour le développement

public au Japon se sont servis de fonds publics provenant de l'épargne postale ou des pensions comme sources de financements. La période de reconstruction d'après-guerre rendait nécessaire une intervention de l'État dans la distribution des capitaux à un moment où l'épargne nationale était insuffisante et le marché des capitaux encore peu développé et cet interventionisme a été positionné en tant que système adapté à la période de haute croissance et il a apporté une immense contribution au développement des industries stratégiquement indispensables à l'industrialisation. De plus lors de changements radicaux au niveau social ou économique (baisse de confiance des prêteurs, tremblements de terre, envolée des prix du pétrole), les organismes financiers publics, ont aménagé un cadre de financement d'urgence ou de garantie qui a joué un rôle de « sécurité sociale » du domaine financier.

Comparés aux pays étrangers, les organismes financiers du Japon étaient beaucoup plus importants et dépendaient de capitaux directs. À la libéralisation des systèmes financiers et avec l'augmentation des capacités des organismes financiers privés, l'injection excessive de fonds publics a été néfaste pour l'efficacité du marché des capitaux et l'activité de l'économie et a même été une pression pour les entreprises privées. Les organismes financiers publics japonais dont le rôle à jouer était devenu moindre ont pris du retard pour réduire leurs capacités et leurs structures, ce qui a causé une baisse des performances.

Le système financier coréen a été placé pendant longtemps sous le contrôle du gouvernement et en 1961, les banques publiques ont été nationalisées. Par la suite, les banques commerciales ont servi d'instrument à la propulsion des mesures de plan de développement du gouvernement. De 1973 à 1981, comme le montre le montant des financements des mesures coréennes qui représentaient 60% des prêts des banques de dépôt : ces financements représentaient un poids extrêmement lourd. Ces financements, tout en faisant progresser les exportations de la Corée du Sud, par le biais de faibles taux d'intérêts en direction des industries prioritaires désignées par le plan ont fait s'accélérer leur développement.

Mais s'alignant sur le taux de prêts, le taux de dépôt a aussi été fixé à un taux bas, ce qui a créé une étouffement des finances et comme on ne pouvait mobiliser l'épargne nationale, les groupes financiers, prêtaient aux grandes entreprises comme les trusts

les capitaux dont elles avaient besoin, mais elles ne prêtaient pas assez aux PME. De plus, pour les industries ou les PME qui n'étaient pas considérées comme prioritaires, il est devenu difficile d'obtenir des capitaux de la part de ces groupes et elles sont donc devenues tributaires des financements non-organisationnels. De plus, le développement des capacités d'examen des organismes financiers ou bien leur capacité à gérer le risque a été freiné. Enfin, il faut aussi noter que les fonds attribués à la réalisation des mesures, empêchaient le principe de marché de fonctionner et que la répartition artificielle des capitaux a fait naître des collusions entre les politiques, les bureaucrates et les financiers autour de l'obtention de ces fonds.

C'est ainsi qu'en Corée, à un certain moment, est apparu un système à deux vitesses qui a duré longtemps: des fonds de mesures à bas taux, et des fonds privés qui eux avaient un taux élevés. Pour résoudre ce problème, le gouvernement a planifié à partir de 1972, une transformation des finances non-

organisationnelles en finances organisationnelles. Dans les années 80, il a privatisé les banques commerciales, a autorisé la fondation de banques avec participation de capital étranger, a introduit une gestion commune à tous les organismes financiers et a poussé à la libéralisation des capitaux.

(Ce que l'on doit en retenir)

- À une période où le secteur financier privé n'est pas encore suffisamment développé, la mise en place d'établissements financiers sous le contrôle du gouvernement, permet d'offrir des financements à bas taux et permet le développement de l'industrie.
- Le contrôle sur le long terme du gouvernement, fait naître un dédoublement du système de financement qui entraîne un détournement de la répartition des financements et qui crée également des méfaits comme par exemple une collusion entre le monde politique, le monde bureaucratique et le monde des finances.

● **Ordre de grandeur des fonds de mesures vis-à-vis de 4 pays développés (hors logements)**

	Etats-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	France	Japon
Ordre de grandeur des fonds alloués aux mesures	530 milliards de dollars	54,1 milliards de livres	338,8 milliards d'euros	123,4 milliards d'euros	98,3 billions de yens
Pourcentage du PIB nominal	(5,4%)	(5,7%)	(16,7%)	(8,7%)	(19,1%)
Montant des aides accordées aux PME, crédits compris (total)	564 milliards de dollars	54,5 milliards de livres	343,7 milliards d'euros	128,5 milliards d'euros	139,7 billions de yens
Pourcentage du PIB nominal	(5,7%)	(5,8%)	(17,0%)	(9,1%)	(27,2%)

Source: Takuji Koike (2006), « La révolution en matière de fonds de mesures – la conjoncture de l'époque et le problèmes qui en ont résultés » (*Seisaku Kinkyu Kaikakau – sono Keiji to kondo no kadai*), « Examen et information » (*Chosa to Joho*), numéro 534 Bibliothèque de l'Assemblée Nationale (*Kokuritsu Toshokan*).

C. L'élaboration de nouveaux avantages comparatifs

a- Développement de l'industrie ICT par le biais de la formation de personnels hautement qualifiés: le cas de l'Inde

(Ce qui a été fait)

En Inde, depuis la libéralisation de l'économie en 1991, on a assisté à une fulgurante croissance économique et en 2006, le taux de croissance du PIB atteignait le taux record de 9%. L'industrie indienne se caractérise par une croissance remarquable du domaine des logiciels et de l'IT et à l'occasion du boom IT qui a eu lieu aux Etats-Unis, le haut niveau technique des techniciens IT indiens a été mondialement reconnu. Le dynamisme des techniciens IT indiens repose non seulement sur le fait que l'anglais est la langue officielle de la fédération indienne ce qui a facilité leur intégration à une activité au niveau international, mais aussi sur la présence en Inde, de nombreux établissements scolaires secondaires ou de centres de recherches d'un haut niveau scientifique et technologique ⁽⁷⁾ d'un point de vue international et qui forment des techniciens hautement spécialisés.

Déjà dans les années 70, le gouvernement indien, pour développer sa croissance, avait commencé au niveau national à s'occuper de propulser l'industrie IT et pour favoriser la formation d'une industrie de logiciels, et avait créé un Bureau de l'Électronique (*Department of Electronics*) et avait défini le développement de logiciels comme un des travaux de l'État ⁽⁸⁾. En 1984, il a aussi pris des mesures en faveur de la libéralisation de la participation des entreprises privées dans l'industrie des logiciels et d'une baisse des taxes à l'importation des logiciels ou des matériels informatiques ⁽⁹⁾. De plus, afin de faire de ce grand pays IT qu'est l'Inde le plus grand producteur et le plus grand exportateur de logiciels, sur une décision du premier ministre en 1998, une force opérationnelle pour le développement de l'IT (*Task Force*) a été mise en place et de nombreux plans d'actions ont été réalisés. La priorité avait été mise sur la formation de personnels qualifiés pour le développement de l'IT et sur le renforcement de la

capacité IT dans le domaine de l'éducation avec une généralisation de l'introduction des ordinateurs dans les écoles et de l'enseignement de l'informatique. On a également eu recours à l'utilisation d'entreprises privées en rapport avec l'enseignement du IT et des stages d'apprentissage pour former les personnels ont été organisés. Par exemple, le NIIT (*Institut National des Technologies de l'Information - National Institute of IT*) qui est une entreprise privée offre non seulement des stages de formation aux entreprises mais aussi des formations en IT pour les citoyens et il a actuellement un rôle complémentaire dans l'éducation IT offerte par les organismes publics.

Par ailleurs, ce qui caractérise les organismes d'enseignement secondaires ou les organismes de recherche comme les universités en Inde est leur collaboration avec le secteur privé : ils reçoivent des fonds ou des logiciels des entreprises et font en même temps des recherches ou organisent des formations de personnels qui répondent réellement aux attentes des entreprises. Par exemple, les fonds de fonctionnements de l'université assimilée qu'est l'Institut Indien de Technologies de l'Information (*IIIT - International Institute of Information Technology*) sont à la fois composés de fonds publics et de fonds privés en provenance des grandes entreprises privées. Par ailleurs, dans le cadre des IIS (*Internet Information Services*) en 1975, le CSIC (*Centre de conseil scientifique et industriel - Centre for Scientific and Industrial Consultancy*) a été fondé pour servir d'intermédiaire dans le réseau de services en rapport avec les entreprises et les universités, dans le but d'établir entre elles une coopération sans heurts.

(Ce que l'on doit en retenir)

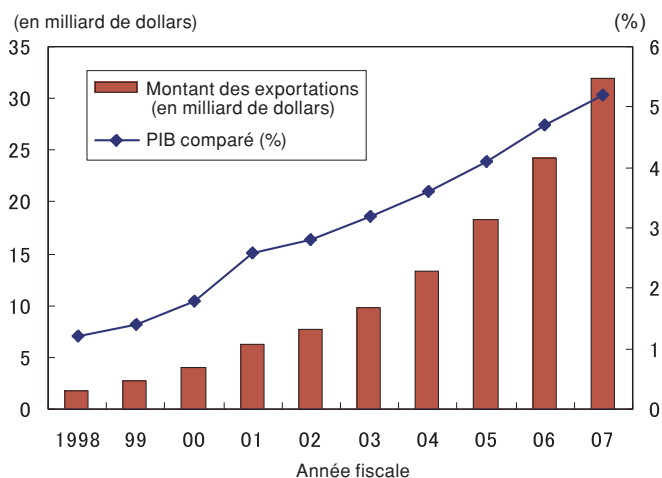
- La construction d'un pays basé sur les technologies de l'information, a pu se faire grâce à des stratégies claires de la part du gouvernement et grâce à la distribution des ressources (technologies scientifiques et investissements dans l'éducation de l'informatique compris)
- Coopération entre les industries, les organismes de recherche et les organismes scolaires pour généraliser l'IT et le développement de ressources humaines.

(7) On peut nommer : l'Institut Indien de Technologie (IIT - Indian Institute Of Technology), l'Institut Indien des Sciences (IISc - Indian Institute of Science), l'Institut Indien de Technologies de l'Information (IIIT - India Institute of Information Technology), le Centre pour le développement de systèmes informatiques avancés (C-DAC - Centre for Development of Advanced Computing). Parmi les universités indiennes, il y a des centres de recherches qui ne dépendent pas de la loi fédérale ou de la loi régionale que l'on appelle des universités assimilées. En étant reconnu comme des universités indépendantes, elles peuvent émettre des diplômes universitaires qui seront reconnus et tout comme les universités nationales ou régionales, elles peuvent recevoir des aides financières de l'État indien.

(8) Ce Bureau de l'Électronique est devenu en 1999 le Ministère des Technologies de l'information et actuellement, il est un ministère chargé des industries très importantes en Inde et il a pour mission de réaliser le développement des industries IT.

(9) Au sujet de l'implication du gouvernement indien dans l'industrie IT, se reporter pour de plus amples informations sur les résultats de l'enquête du centre de recherche global Sanwa (*Sanwa Sogo Kenkyujo*) intitulé « La révolution IT en Asie (*Ajia No IT Kakumei*) » (2001)

● **Evolution de l'industrie et des services IT en Inde (part du PIB et somme des exportations)**



● **Gouvernement indien, province du Karnataka, ville de Bangalore : chronologie des mesures prises en matière de logiciels**

Gouvernement Indien	Province de Karnataka	Ville de Bangalore
Formation de la République de l'Inde (1950)	Fondation de l'IISC (1909)	
Fondation de DoE (Electronics)	1970	
Fondation du Centre National de l'Informatique (National Informatics Centre)	1975	
	1980	Fondation du groupe Wipro Infotech
	1981	Fondation de la compagnie Infosys Technologies
	1986	Implantation de la société américaine Texas Instruments
	1988	Mise en place de la société de gestion Software Technology Park
Libéralisation économique (sur décision du premier ministre P.V. Narasimha Rao)	1991	
	↓	
	1992	
	Projet « Tech Park » (avec le premier ministre de Singapour GOH Chok Tong) →	↓
		Société « Tech Park »
	1994	↓
	Mise en place de la société de gestion International Technology Park	↓
Accélération de la croissance économique	↓	↓
Mise en place de l'IT Task Force (force opérationnelle pour le développement de l'IT)	1998	
	Mise en place de L'ITP (Programme de Technologies de l'Information)	Ouverture des STPI (parcs de technologie de logiciel de l'Inde) (actuellement présents dans 39 endroits)
Création du Ministère des Technologies de l'Information	1999	★ Implantation aux Etats-Unis de la compagnie Infosys Technologies
	2000	
	Ouverture du ITPL (IT People India Ltd)	
	2000	
	Organisation par le gouvernement et les Provinces d'une « Conférence pour les investisseurs mondiaux »	
	Renforcement du réseau IT (Bangalore – Mysore)	
	2010	
	Stratégies IT pour le Millénium (Millenium IT Policy)	
	2010	
	Stratégies en Biotechnologie pour le Millénium (Millenium Biotech Policy)	

Source : Yoshikazu Fukushima « la réalité et les problèmes à résoudre de l'industrie IT en Inde – à partir de la ville de Bangalore » (*Indo no okeru IT Sangyo no jittai to Kadai – Bagalore Shi kara*), ouvrage commun de thèses du centre de recherche des mesures d'urbanisme de l'université de Senshu, numéro 2 (*Senshu Daigaku Toshi Seisaku Kenkyu Center Ronbun Shu Dai ni go*), mars 2006

C. L'élaboration de nouveaux avantages comparatifs

b- Aménagement d'un environnement favorable aux investissements basé sur l'établissement de zones économiques spéciales: les cas de la Chine, de la Thaïlande et des Philippines **(Ce qui a été fait)** **【La Chine】**

La Chine, sur la décision de Deng Xiaoping de mettre en place une expansion des réformes, 4 (puis 5) zones économiques spéciales (*ZES - Special Economic Zones: SEZ*) ont été construites dans des villes comme Shenzhen. On reconnaît la réussite de ces zones économiques chinoises, du point de vue de l'impact qu'elles ont eu sur l'accélération des investissements directs étrangers, de la création d'emplois ou de l'amplification des exportations, et du résultat de démonstration de propulsion des mesures d'expansion des réformes.

Les ZES chinoises, comprenaient tout un ensemble de mesures incitatives comme une réduction des taxes sur les personnes morales, l'exemption des droits de douane, des prix préférentiels de location des terrains, des mouvements de fonds facilités ou la possibilité d'employer des étrangers, dans le but premier de les développer en tant que zones franches basées sur une industrie manufacturière. Dans les années 80, ces ZES ont ensuite joué le rôle important de vitrine de l'expansion des réformes et on a alors recherché une expansion globale qui incluait aussi les industries du tertiaire. Ces zones différaient dans leur superficie et dans leur globalité des zones franches (*Export Processing Zone: EPZ*) précédemment établies en Corée du Sud ou à Taiwan et elles avaient pour caractéristique d'inclure un aménagement de ports et d'aéroports et d'équipements de communication, de regrouper des industries qui couvraient un grand nombre de domaines (agriculture, tourisme, et commerce) et de rechercher clairement à établir des liens avec les industries nationales. De plus, leur gestion était éloignée des réglementations de centralisation : leur administration (ainsi que la mise en application des réglementations), le droit d'accord à des projets d'investissements jusqu'à un certain niveau ou le droit de mise en place d'infrastructures avaient été délégués aux gouvernements régionaux. Une autre particularité est la reconnaissance du droit des régions à conserver pour elles la plus grande partie des revenus perçus par les taxes dans les zones spéciales.

Par la suite, toujours par le biais des ZES, on a cherché à introduire des capitaux, des modes

de production et des techniques de gestions d'entreprises en provenance de l'étranger et de renforcer des systèmes qui répondent aux normes internationales. Et, il faut reconnaître que ces ZES ont joué un rôle d'exemple important pour les réformes économiques et la pénétration économique des marchés.

【La Thaïlande】

Le « plan de développement industriel du littoral de l'Est » que le gouvernement Thaïlandais a mis en place dans les années 80, grâce à l'aide du Japon et de la Banque Mondiale est le plan de développement de bases industrielles de grande envergure le plus représentatif de la Thaïlande. Il poursuivait deux buts: **1)** le renforcement de la compétitivité internationale et l'incitation aux investissements directs étrangers vers des domaines industriels volontairement tournés vers les exportations et **2)** l'harmonisation de la surconcentration des activités économiques à Bangkok.

Ce projet de grande envergure qui englobe les 3 provinces du littoral au Sud-Est de Bangkok, a été construit à partir de bases industrielles à usage multiples que sont les ports en mer profonde de Leam Chabang et de Map Ta Put et grâce à des installations qui soutenaient leurs activités comme des infrastructures portuaires, routières ou ferroviaires, des barrages ou des conduites d'eau. Le projet était de positionner le complexe industriel de Leam Chabang comme un endroit tourné vers les exportations et regroupant des industries qui utilisent beaucoup de main d'œuvre et Map Ta Put comme un centre de l'industrie lourde qui utilise le gaz naturel produit dans le golfe du Siam (golfe de Thaïlande). Ce plan dont l'élaboration avait commencé à dans les années 70 a été finalement été présenté à l'étranger en 1982, mais à cause du marasme qu'a connu l'économie thaïlandaise par la suite, il a du être suspendu et il faudra attendre 1986 pour que son application soit mise en œuvre.

Voici en quelques mots les influences qu'a eu ce « plan de développement industriel du littoral de l'Est » sur la société et l'économie thaïlandaise.

(a- Laem Chabang)

Au départ, Laem Chabang devait être une base tournée vers les exportations pour les PME ou les entreprises de l'industrie légère dans des domaines comme le textile, les vêtements ou les chaussures, mais après complétion, tout en faisant servant de point d'appui aux industries de machinerie (dans les

premiers temps, les matériel courant et le matériel électriques, ensuite le matériel de transport), elle a aussi regroupé des industries de toutes sortes et de tous les domaines, des grandes entreprises internationales jusqu'aux petits revendeurs. Cette transformation a pu se faire, grâce au développement de grande envergure de cette zone qui a permis de relier entre elles des productions multiples et qui a rendu possible l'expédition des produits. Très vite, au milieu des années 90, les capacités de ce site ont connu une saturation et de nouveaux investissements se sont alors amplifiés jusque dans les régions plus à l'intérieur et dans les provinces voisines (Province de Rayong où se trouve Map Ta Phut).

(b- Map Ta Phut)

La construction du port de Map Ta Phut a été envisagé comme devant aller de pair avec le développement de l'industrie pétrochimique qui utilisait les réserves de gaz naturel et au début des années 90, ce parc industriel a été centré sur l'industrie pétrochimique. Mais, la construction d'usines d'engrais n'ayant pu se réaliser comme prévu au départ par le plan, l'industrie pétrochimique s'est développée pour répondre principalement à la demande intérieure, ce qui a mis un frein à la croissance et au développement des industries en relation avec ce domaine. On a par la suite critiqué que les infrastructures portuaires de grande envergure qui avaient été construites étaient inéquilibrées pour une industrie pétrolière seulement orientée sur les demandes intérieures, mais à la fin des années 90, contre toute attente, cette zone a absorbé les investissements qui pleuvaient de Laem Chabang qui était saturée, et actuellement, les deux zones ont fusionné et elles assurent une fonction de bases d'exportations de l'industrie des machines et des industries locales.

Dans les facteurs qui ont permis au gouvernement Thaïlandais de réaliser avec succès ce plan de développement industriel du littoral de l'Est on peut citer **1)** le haut niveau de pouvoir décisionnel des technocrates et leur autonomie par rapport au pouvoir politique, **2)** la structure particulière de l'équilibre des pouvoirs en Thaïlande (le fait que qu'un petit nombre d'acteurs en se partageant le pouvoir se soient freinés réciproquement), **3)** le cabinet de Prem Tinsulanonda qui s'est démarqué par sa volonté de développement, et **4)** Le « processus d'ouverture et de transparence inexorable » né de l'opposition des médias.

【Les Philippines】

Aux Philippines, des zones franches de grande envergure ont d'abord été construites à Bataan au centre de la zone de Luçon en 1969, et sur l'initiative du gouvernement (*EPZA - Export Processing Zone Authority*), 4 autres zones franches ont été construites (île de Cebu Mactan, Baguio au nord de Manille et Cavite dans la banlieue de Manille) jusque dans la deuxième moitié des années 80. Dans ces zones construites et gérées sous le contrôle du gouvernement, comme on a mis les priorités sur le problème que devait résoudre le gouvernement de l'époque pour éviter les de tout concentrer à Manille et sur un développement régional pour des raisons politiques, ont entraîné un mauvais choix de la région à développer, ce qui, ajouté à divers autres facteurs (un environnement peu attractif pour les investissements, une faible accélération des ventes, la lenteur des procédures du bureau des taxes, le manque de fonds ou l'importance mise seulement sur les industries d'assemblage) a obligé le gouvernement philippin lui-même à reconnaître que « les résultats obtenus n'étaient pas assez satisfaisants ».

Mais en 1995, le EPZA a été réorganisé en tant qu'Agence de l'Économie Philippine (*Philippine Economic Authority : PEZA*) et son renforcement en tant qu'institution qui avait pour mission de décider des mesures à prendre dans toutes les zones économiques et d'accélérer les investissements, lui a permis de transformer en Écozone d'implantation d'investissements ce qui avait été jusqu'à présent des zones franches et sans se borner à l'industrie de fabrication, elle a permis les investissements dans de multiples domaines industriels comme l'exportation de services en rapport avec les logiciels informatiques et les autres services IT ou le tourisme. Il faut aussi noter l'orientation que le gouvernement a prise de mettre en place des mesures incitatives en direction des entreprises de développement dans ces zones. En changeant de rôle, il s'est attaché à simplifier et à clarifier les formalités d'autorisation d'implantation et à promouvoir ces zones spéciales par le biais du développement des terrains à usage industriel, ainsi que du développement d'une partie des services disponibles ou bien la coopération entre le secteur public ou le secteur privé, ce qui a permis une forte augmentation des parts de marchés des Ecozones sous le contrôle du PEZA et des emplois générés⁽¹⁰⁾. On assiste actuellement à un regroupement des industries de pièces détachées électroniques et des produits électriques.

(10) En 1974, les exportations de produits manufacturiers représentaient 22%, mais elles ont progressé jusqu'à représenter 76% des exportations en 2003, et du point de vue des emplois générés, on est passé de 229.000 en 1994 à 907.000 en 2003.

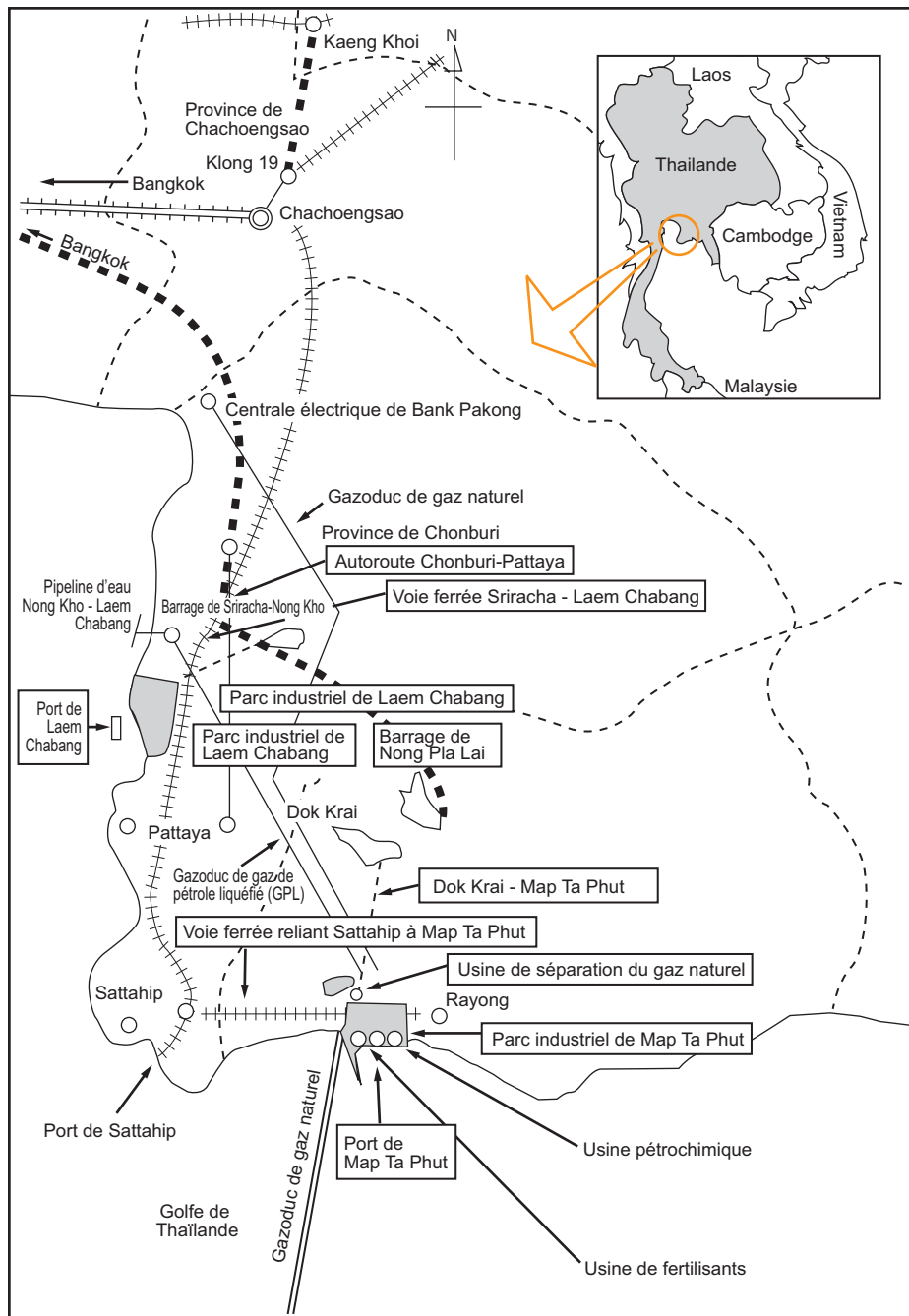
(Ce que l'on doit en retenir)

- Utilisation de zones économiques spéciales pour réaliser un environnement favorable aux investissements.
- Aménagement global et concentré des infrastructures, des informations, des systèmes,

et du personnel dans les premiers temps du développement

- Utilisation positive du dynamisme du secteur privé dans la gestion des zones économiques spéciales

● **Carte des projets importants du plan de développement industriel du littoral de l'Est**



Source : Banque japonaise de Coopération internationale (JBIC)

C. L'élaboration de nouveaux avantages comparatifs

c- Stratégie d'envoi de main d'œuvre à l'étranger: le cas des Philippines

(Ce qui a été fait)

Le cas du développement du secteur des services par les Philippines qui a contribué la croissance économique doit être montré en exemple. Dans les années 80 pendant que les pays de l'ASEAN plus avancés réalisaient leur industrialisation et accomplissaient une croissance remarquable, les Philippines ont pris du retard dans de nombreux domaines. L'inflation restait forte et à cause de l'instabilité de la situation politique, de la sécheresse et de l'éruption du Pinatubo, on a même enregistré une croissance négative. Par ailleurs, l'aménagement en infrastructures avait pris du retard et a été un obstacle à l'introduction d'investissements directs étrangers.

Par la suite, au milieu des années 90, le retour de la stabilité politique et une fourniture stable d'électricité ont permis à la situation de s'améliorer et depuis ces dernières années la croissance continue à un rythme de 4 à 7%. Grâce à la croissance de la plupart des entreprises de services (établissements financiers, ventes au détail ou services aux particuliers) ces domaines représentent depuis ces dernières années environ la moitié de la croissance (*Graphique C-1*). La part dans le PIB du domaine des services est passé en 15 ans de 44% à 54%. Dans le même temps le domaine de l'agriculture semble relativement régresser et la structure économique est également en train de changer (*Graphique C-2*). Dans les facteurs de la croissance du domaine des services, on peut relever l'afflux des capitaux étrangers dans la finance ou les industries d'information (procédure d'entreprise, externalisation, logiciels et programmation...). Et par exemple, IBM est en train d'implanter aux Philippines un bureau de management et Dell un centre d'appel. Le haut niveau d'anglais des philippins a eu un poids important dans le choix de localisation de ces entreprises dans le choix de leur localisation.

Une des caractéristiques de l'économie des Philippines est sa forte dépendance vis-à-vis des envois de fonds que les personnels travaillant à l'étranger rapatrient (*Graphique C-3*). Ils compensent le déficit de la balance commerciale du pays et lui permettent depuis 2003 d'être excédentaire. Grâce à cette injection de fonds venus de l'étranger, la consommation intérieure a été relancée et la croissance de l'économie philippine est aussi soutenue par les investissements ou la création de

nouveaux emplois.

Quand on regarde la tendance de ces dernières années des personnels philippins qui ont dernièrement été envoyés à l'étranger, même si les traditionnels personnels de la construction ou des services domestiques restent les plus nombreux, on peut néanmoins voir que le personnel infirmier ou le personnel d'aide médicale est en train d'augmenter (*Tableau C-3*). Alors qu'il y a quinze ans cette catégorie n'était pas représentées, depuis 15 ans le nombre de personnel infirmier envoyé à l'étranger à plus que doublé il représente en 2006, 4,7% du total du personnel envoyé à l'étranger.

Le gouvernement des Philippines a décidé de prendre pour stratégie gouvernementale le travail à l'étranger, et il a développé activement l'envoi de personnels à l'étranger avec l'établissement en 1982 du « Ministère de l'emploi à l'étranger – POEA » et la conclusion d'accords bilatéraux avec les pays d'accueil des personnels philippins. Le Ministère de l'emploi à l'étranger est chargé de **1)** la réglementation des entreprises privées qui s'occupent du recrutement et l'envoi de personnels, **2)** la propulsion et la conduite de l'emploi à l'étranger, **3)** la protection des droits et la protection sociale des personnels travaillant à l'étranger, **4)** la mise au point de recrutement et d'envoi à l'étranger de personnels ayant des capacités dans des professions spécialisées d'après des accords bilatéraux avec les pays d'accueil, **5)** l'aide à la formation et à l'emploi des personnels à leur retour.

Le personnel infirmier en particulier a accès, comparativement aux autres personnels envoyés à l'étranger, à des salaires d'un niveau élevé grâce à son très bon niveau en anglais et à sa formation basée sur le modèle américain. Devant cette constatation, le gouvernement a décidé de concentrer ses efforts sur ce secteur. Actuellement, aux Philippines, il y a 28 universités de médecine et 191 écoles d'infirmiers, et tous les ans 1.500 à 3.000 médecins et 5.000 à 30.000 infirmiers en sortent diplômés. Hormis le personnel infirmier, l'envoi de personnel d'aide médicale est aussi en augmentation. Par exemple, un programme d'aide médicale a été mis en place en commun entre le Canada et les Philippines.

Cette stratégie de croissance des Philippines avec l'élaboration de services comme l'externalisation (*outsourcing*) ou l'envoi de personnel a augmenté son degré de dépendance envers ses ressources humaines. Cette stratégie de développement qui n'est pas limitée par des contraintes géographiques permet aux Philippines d'utiliser cet avantage de leur pays

que sont les ressources humaines pour construire leur croissance malgré leur retard, comparé avec les pays voisins, dans la mise en place des infrastructures indispensables au développement économique.

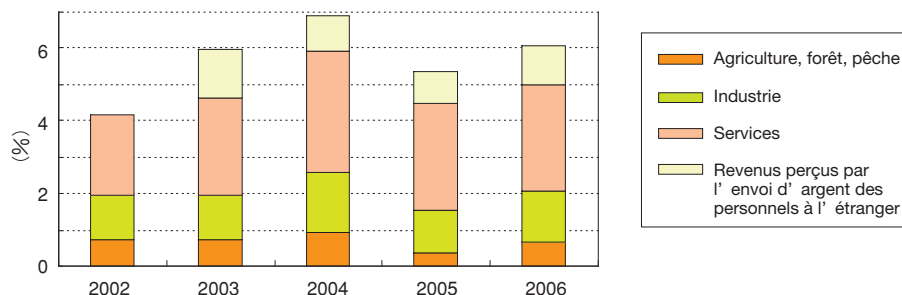
(Ce que l'on doit en retenir)

- La capacité à parler anglais ou le niveau d'éducation ou bien l'utilisation des avantages comparatifs de développement des ressources

humaines selon un système semblable aux pays d'Europe ou d'Amérique.

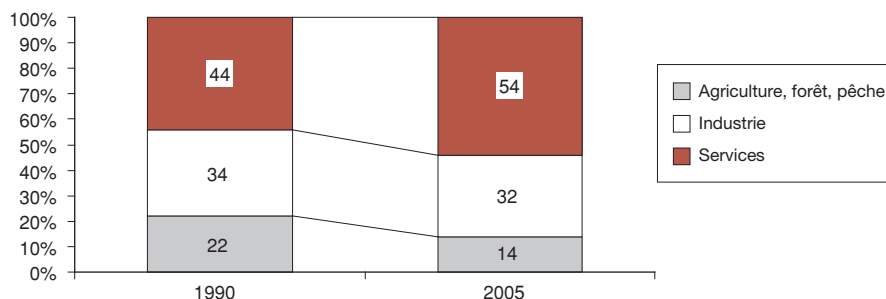
- La propulsion stratégique qui utilise l'exportation de ressources humaines par l'envoi de main d'œuvre de domaine spécialisée et techniques.
- Formation d'une stratégie de développement qui n'est pas limité par des contraintes géographiques.

Graphique C-1. Taux de croissance du PIB par secteurs



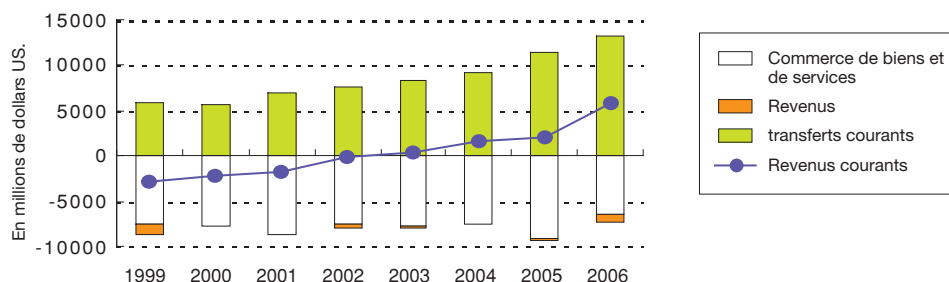
Source : Banque centrale des Philippines (Central Bank of Philippines)

Graphique C-2. Evolution de la structure économique



Source : Indicateurs des développement mondiaux (World Development Indicators)

Graphique C-3. Balance des paiements des Philippines



Source : Banque centrale des Philippines (Central Bank of Philippines)

Tableau C-3. Personnels récents envoyés à l'étranger par professions

	Nombre de personnes	Pourcentage des envois totaux (%)
Administrateurs, managers	817	0,3
Agriculture, forêts, Pêche	807	0,3
Employés de bureau	7.912	2,6
Production, transports	103.584	33,6
Personnels spécialisés	41.258	13,4
dont Personnel infirmier	13.525	4,4
dont médecins, dentistes, vétérinaires	1.038	0,3
Personnels de vente	5.517	1,8
Personnels de service	144.321	46,8
dont aide domestiques, personnels de maison	91.412	30,0
dont aides médicales	14.412	4,7
TOTAL	308.122	100,0

Source: Statistiques des emplois à l'étranger (Overseas Employment Statistics, POEA)

C. L'élaboration de nouveaux avantages comparatifs

d- Développement régional qui inclus les pays dans les terres selon l'établissement d'un corridor de développement: le cas du programme de développement du bassin du Mekong

(Ce qui a été fait)

Les stratégies de développement du NEPAD (*Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique - New Partnership for Africa's Development*) qui ont été élaborées en Afrique, recherchent un développement unifié régional dans un seul domaine prioritaire, développent les infrastructures régionales indispensables dans le but de créer de larges circonscriptions économiques connues sous le nom de « plaques tournantes régionales », des pôles industriels ou des corridors de développement et s'attachent à relier entre elles des activités économiques comme la métallurgie, l'agriculture ou le tourisme. Le « corridor de Maputo » qui relie l'Afrique du Sud au Mozambique est le corridor de développement qui a connu le succès le plus représentatif et il sert de cas d'étude en vue d'une application de plans de corridors de développement semblables dans toute l'Afrique.

De semblables mesures ont été prises dans les pays d'Asie: le développement de la région du Mekong par exemple. La question du développement de la région du Mekong remonte au premier examen qui a été fait à ce sujet en 1951 pour le développement du cours du Mekong réalisé par

la commission économique pour l'Extrême-Orient (*ECAFE, actuellement ESCAP*), mais ce qui est important à relier avec les corridors de développement en Afrique, c'est surtout le programme de développement de la région du Grand Mékong (*Greater Mekong Subregion: GMS*) commencé en 1992 sur l'initiative de la Banque de développement Asiatique (ADB). La région du Mékong regroupe 6 pays membres (la Thaïlande, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, la Chine et Myanmar) et l'ADB en tant qu'administrateur joue la fonction d'intermédiaire entre les pays membres et les donateurs, et mettant la priorité sur 9 domaines : **1)** le transport, **2)** l'énergie, **3)** les communications, **4)** le tourisme, **5)** l'environnement, **6)** le développement des ressources humaines, **7)** le commerce, **8)** les investissements, et **9)** l'agriculture et 11 programmes ont été développés dont le plus important est celui du développement des corridors économiques sud-nord, est-ouest et partie sud.

Le but des développements de corridors économiques est de relier entre elles les banlieues des villes portuaires qui offrent un accès au marché mondial aux zones pauvres des régions de l'intérieur afin de réaliser la croissance économique et permettre la baisse de la pauvreté. On ajoute aux infrastructures de transport (routes ou ponts) des infrastructures électriques et de communication qui sont inséparables. Et grâce à ces infrastructures, des plans dans le domaine du développement de l'agriculture dans des régions proches des voies ferrées, du développement des ressources minières,

du développement du tourisme, de la construction de zones commerciales spéciales de libre-échange qui incluent les régions frontalières ou la construction de parcs industriels sont élaborés et réalisés ⁽¹¹⁾. Notamment, on pense que le succès et l'échec du corridor de la Sub-région du Grand Mékong dépendra des relations qui seront établies entre le secteur public et le secteur privé et dans les forums d'affaires au sujet de la Sub-région du Grand Mékong par exemple, des ateliers sont organisés en direction de tous les secteurs du privé dans chacun des pays, dans lesquels on propose au secteur privé d'investir pour le développement des ressources locales et la formation d'industries de transformation tous les pays limitrophes de ce corridor, ou bien pour la formation de pôles de compétence dans les pays en bordure de ce corridor. Une partie de ces projets sont d'ailleurs déjà en cours de réalisation.

L'approche qui consiste à impliquer de manière active le secteur privé est une des grandes spécificités du programme de développement de la sub-région du Grand Mékong ⁽¹²⁾. On y souhaite que le secteur privé joue un rôle décisif de moteur de la croissance des régions concernées, mais pour les investissements dans les projets d'infrastructures réalisés dans le cadre de ce programme, spécialement dans le domaine de la communication et de l'énergie, il ne faut pas se contenter de faire naître des opportunités d'affaires pour le secteur privé qui ne se borneraient qu'à faire augmenter le montant de leurs investissements. On attend des entreprises privées qu'elles contribuent à la formation de la capacité régionale par le biais de l'introduction de nouvelles idées, de nouvelles technologies ou de nouveau système de management. Il ne faut pas non plus perdre de vue que le programme de développement de la sub-région du Grand Mékong, n'a pas commencé au départ par la rédaction ou la conclusion d'accords de coopération entre plusieurs pays : il a commencé entre deux pays selon un accord de principe qui posait comme préalable la volonté de réussir une coopération dans les domaines qui étaient réalisables. C'est le profit qu'en ont retiré les deux parties qui a permis à ce cadre de s'étendre par la suite à d'autres pays et qui lui a fait prendre une tournure d'actions qui se basent sur le profit. On pense

que la flexibilité de ce programme de développement de la sub-région du Grand Mékong est le facteur le plus important qui a permis de donner à ce cadre son caractère unificateur et globalisateur aux projets de développement de la région du Mekong.

Par ailleurs, on ne peut pas passer sous silence la fonction de régulation jouée par le bureau administratif de l'ADB. Le programme GMS a été construit sur 4 niveaux : des sommets du GMS auxquels participent les premiers ministres des 6 pays membres et le président de l'ADB, des réunions de haut niveau entre les bureaucrates, des réunions de mise au point par entre les dirigeants des grandes entreprises pour chacun des domaines, ainsi que des réunions de travail entre les spécialistes de chacun des secteurs. Le bureau administratif de l'ADB propose des aides pour l'élaboration de projets de coopération techniques à chacun des ces 4 niveaux et a une fonction de régulation et d'aide à la maintenance et à l'exécution des projets. Par ailleurs, une « unité GMS » a été fondée (*qui sera réorganisé par la suite en Bureau du Mékong*) au sein de l'ADB et un responsable GMS, assisté d'un coordinateur responsable du GMS, a été désigné à la tête d'une commission gouvernementale de gestion dans chacun des pays. Le programme GMS est donc maintenant géré par un système organisationnel.

(Ce que l'on doit en retenir)

- Importance d'une approche réaliste, qui pousse l'Etat et le secteur privé à coopérer pour l'établissement d'un corridor de développement.
- L'administration global, l'aide technique ou le financement des projets par un organisme financier de développement régional est important

(11) Zone économique frontalière de Chiang Rai, la zone économique frontalière de Mukdahan-Savannakhet, la zone économique frontalière de Trat-Koh Kong, Zone économique frontalière de Myanmar. Des projets de parcs industriels sont inclus dans chacune de ces zones qui sont aussi intégrées dans le plan de développement économique régional de la Thaïlande.

(12) Alors qu'on attendait des occasions d'investissements GMS lors des conférences pour les actionnaires du GMS qui ont été organisées au Japon ou en Europe en 1999, en 2000, un forum d'affaires GMS qui regroupe les chambres de commerce et de l'industrie des 6 pays membres du GMS a été fondé et des mesures de renforcement du réseau d'affaires avec le secteur privé et d'accélération des investissements privés nationaux et internationaux et du commerce, de collaboration sur les problèmes de mesures à prendre pour la mobilisation des actions du secteur privé et avec les Chambres de commerce et de l'industrie de chacun des pays et de mise en place de liens dynamiques sont prises.

Document Annexe-3
Détail des exemples d'aides
apportées par le Japon

3-1:

Définition de « stratégies de développement industriel » en se servant des expériences menées en Asie (aides à l'établissement d'un environnement propice aux investissements en Zambie, aides aux mesures économiques prises par le Vietnam, collaboration tripartite Japon-Vietnam-Mozambique)

Aides à l'établissement d'un environnement propice aux investissements en Zambie

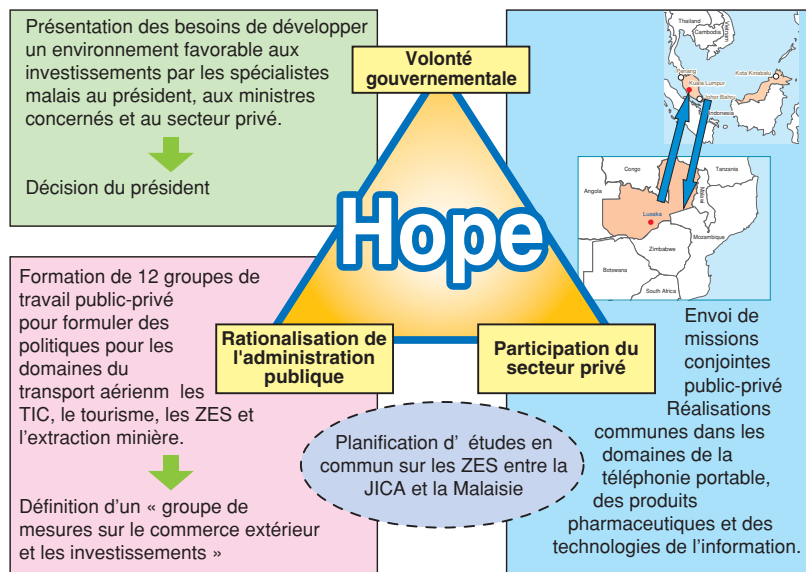
La Zambie qui réalise une croissance économique remarquable grâce à la bonne tenue ces dernières années du prix du cuivre, son principal produit à l'exportation, est en train de diversifier son économie pour sortir de sa dépendance vis-à-vis de ce seul métal. Deux projets ont été mis en place pour permettre à la fois la croissance économique et la réduction de la pauvreté : le plan à moyen terme « Vision 2030 » qui vise à faire de la Zambie « un pays à revenus moyens d'ici à 2030 » et le 5^{ème} Plan National de Développement (FNPD 2006-2010) vise à permettre « un développement de grande envergure des industries locales et des créations d'emplois grâce à la participation active des citoyens et au renforcement des progrès techniques ».

Afin de soutenir cette politique du gouvernement zambien, la JICA a délégué de la Malaisie, un pays asiatique en voie de développement qui a réalisé la diversification de son économie grâce aux investissements directs étrangers, M. Jegathesan, l'ancien vice-directeur de l'Autorité Malaisienne en Matière de Développement Industriel (*Malaysian Industrial Development Authority - MIDA*). Celui-ci a soumis au Président et aux ministres concernés une proposition de stratégie de développement industriel par une promotion des investissements (qui a été approuvée par le conseil du cabinet et adoptée en tant que plan national). Cette stratégie du « Triangle de l'Espoir (*Triangle of Hope -TOH*) » tout en insistant sur le fait que seule une union du gouvernement, des administrations et du secteur privé pour mettre en place un environnement propice aux investissements pourra effectivement séduire les investisseurs, a déterminé douze domaines susceptibles d'attirer des investissements (domaines de l'agriculture, de la culture cotonnière et de l'industrie minière, domaines de la santé publique et des soins médicaux, des technologies de l'information et de la communication, du tourisme et de l'éducation, domaines des zones économiques spéciales multi-domaines (*Multi Facility Economic Zones - MFEZ*), du développement des PME

et de l'expansion des infrastructures de transport aérien et terrestre, domaines de la simplification et de l'amélioration de la rapidité des procédures administratives et domaine des finances) et des groupes de réflexion composés de membres du public et du privé ont été créés pour discuter sur ces thèmes et a défini des propositions détaillées de mesures pour chacun des domaines. Dans le cadre de ces douze domaines, le Japon pour sa part est actuellement en train d'effectuer des recherches sur la faisabilité de zones économiques spéciales multi-domaines (parcs industriels), en coopération avec le « Parc technologique de Kulim - *Kulim Technology Park* » de Malaisie qui a lui-même été développé par le passé grâce à des aides japonaises.

Pour inciter les investissements étrangers et améliorer les capacités en matière de collecte et d'offre d'informations détaillées sur les investisseurs du côté zambien, la JICA a apporté son aide à l'accélération des investissements en provenance de la Malaisie et l'Inde. Elle a organisé l'envoi en Malaisie en 2006 et en Inde en 2007, d'une commission d'enquête du gouvernement zambien pour le développement des investissements et a également organisé des forums d'affaires en Zambie pour les entreprises asiatiques. De ces rencontres ont résulté des accords avec la Malaisie de création en commun d'une usine de fabrication de téléphones portables et d'une université de technologies de l'information et de la communication et d'une compagnie de relations publiques et avec l'Inde d'accords pour l'élaboration de projets de construction d'un hôpital spécialisé et de créations d'universités techniques.

【Triangle de l'Espoir : Créer des conditions optimales pour les investissements】



Aides aux mesures économiques prises par le Vietnam

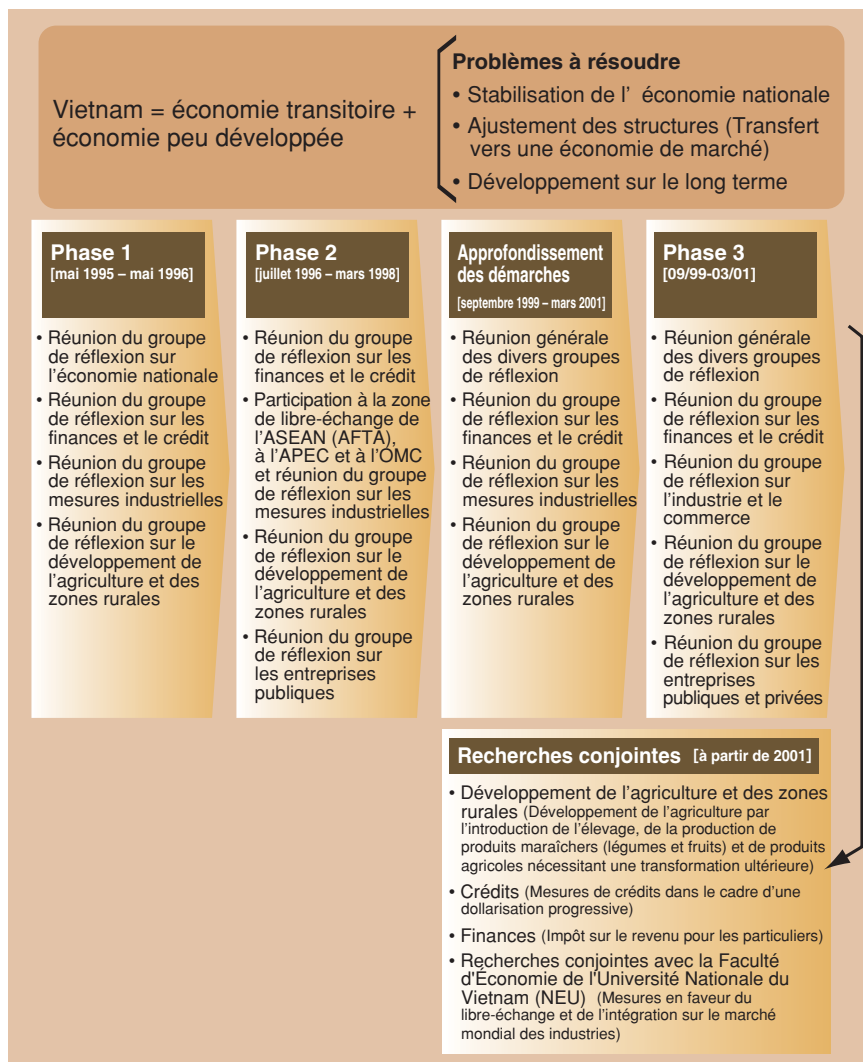
Au début des années 1990, alors que le Vietnam s'appliquait à réintégrer la communauté internationale et à reconstruire son économie en une économie de marché, le Japon lui a apporté de nombreuses aides publiques au développement (ODA) en s'accordant sur le développement des investissements des entreprises privées. La plupart de ces aides ont porté sur le développement de l'aménagement d'infrastructures telles des routes et des voies ferrées, la production d'énergie électrique et hydroélectrique ou les technologies de l'information et de la communication. D'autres aides, sous forme de coopérations techniques, ont aussi été apportées pour la prise de décision des mesures économiques.

Notons parmi ces aides le « Projet Ishikawa – *Ishikawa Project* » qui doit son nom au professeur honoraire de l'Université Hitotsubashi, Shigeru Ishikawa qui a joué un rôle primordial dans la réalisation de ce projet : entre 1995 et 2000 sous sa direction, une vingtaine d'experts japonais, après avoir effectué des recherches et des études en coopération avec le Vietnam, ont émis des propositions sur les orientations que devraient prendre les mesures économiques et le système économique vietnamien. Elles mettaient particulièrement l'accent sur **1)** l'importance de la mobilisation non seulement des

investissements étrangers mais aussi des ressources financières nationales, **2)** l'importance non seulement de l'industrialisation mais aussi du développement de l'agriculture et des zones rurales, **3)** l'importance non seulement de l'industrie lourde mais aussi des PME et elles ont grandement influencé le contenu du « nouveau plan quinquennal de développement social et économique ». Ces activités se sont poursuivies par la suite sous la forme d'« initiatives communes Japon-Vietnam (pour l'aménagement d'un environnement propice aux investissements) » et ont abouti à des aides continues du Japon pour un aménagement des infrastructures et d'un environnement favorable aux investissements.

De semblables aides pour les prises de décisions de mesures économiques ont aussi lieu également en Indonésie, au Laos, au Myanmar et au Cambodge.

● **Présentation de l'ensemble des aides aux mesures économiques du Vietnam**



Collaboration tripartie Japon-Vietnam-Mozambique

En 2007, M. le Président Guebuza et le Ministre du Développement et de la Planification, M. Cuereneia se sont rendus au Japon et au Vietnam pour renforcer la collaboration avec ces deux pays et promouvoir le renforcement d'une collaboration tripartie. Un communiqué nippono-vietnamien émis lors de la visite du chef d'État vietnamien au Japon en 2006, a également fait part de la volonté des deux pays de faire partager les expériences de développement en Asie à l'Afrique et un accord pour développer une collaboration tripartie entre le Japon, le Vietnam et le Mozambique a été conclu.

Depuis 2007, grâce aux relations amicales établies entre le Japon, le Vietnam et le Mozambique ainsi

qu'à l'accord de collaboration tripartie, la JBIC œuvre pour resserrer les liens entre le Mozambique et le Vietnam. Dans la région du Mekong en Asie, un corridor est-ouest qui relie le port de Danang dans la partie centrale du Vietnam à Myanmar en passant par le Laos et la Thaïlande a été élaboré au milieu des années 1990 : la JBIC a aidé et continue d'aider activement ce projet en prêtant des fonds en yens pour l'amélioration du port de Danang et pour la construction d'un deuxième pont frontalier entre la Thaïlande et le Laos. Au Mozambique, la JICA a réalisé, fin 2007, des études sur la faisabilité d'un plan d'aménagement du « corridor de Nakala » qui partirait du port de Nakala dans la partie nord du Mozambique, traverserait le pays et le relierait au Malawi et à la Zambie.

En août 2007, le gouvernement vietnamien a invité les gouvernements des pays, les donateurs et les entreprises qui ont investi dans ce projet à « la semaine du corridor Est-Ouest » qui a eu lieu à Danang dans la partie centrale du pays pour leur faire part des succès et des problèmes qui restaient à résoudre. La JBIC, afin de faire partager les expériences menées dans ce corridor à celui de Nakala, a profité de cette occasion pour inviter au Vietnam les responsables du gouvernement mozambicain afin de leur permettre de rencontrer leurs homologues vietnamiens et les personnes en charge de cette zone économique spéciale pour qu'ils puissent échanger des idées. Devant les bons résultats de cette rencontre, au mois de février 2008, la JBIC a invité cette fois les représentants du Vietnam au Mozambique et a organisé un séminaire sur le développement industriel en collaboration avec le gouvernement mozambicain. Hormis les représentants du gouvernement vietnamien, des experts japonais dans le développement économique en Asie ont aussi participé à ce séminaire et y ont présenté les mesures de développement économique, les stratégies en matière d'exportations, les mesures de formation de pôles de compétitivités par le biais

de la création de zones d'économie spéciale ou de parcs industriels prises dans des pays asiatiques comme le Vietnam et diverses questions et idées ont été échangées sur divers points: la définition de politiques pour promouvoir une industrie appropriée à la situation du Mozambique, la possibilité d'appliquer les expériences menées par les pays de l'Asie du Sud comme la Thaïlande ou la Malaisie, le développement de l'agriculture dans les régions nord et les attentions à porter aux couches pauvres de la population.

À la suite de ce séminaire, le Président Guebuza ainsi que le Ministre de la planification et du développement, M. Cureneria ont exprimé leurs remerciements au Japon et au Vietnam pour cette coopération qui concrétisait la volonté de coopérer sur laquelle les dirigeants s'étaient mis d'accord lors de leur rencontre à ce séminaire et ont fait part de leurs souhaits que de telles relations se développent encore davantage au travers des actions de la TICAD. La JBIC envisage d'étudier les moyens renforcer encore plus cette coopération tripartite Japon-Vietnam-Mozambique en mettant à profit les relations de collaboration nouées entre le Vietnam et le Mozambique lors de ce séminaire.

3-2:

Aides au renforcement des capacités à exporter (aides à la production du beurre de karité au Ghana et aides au développement du commerce extérieur du Kenya)

Aides à la production du beurre de karité au Ghana

Le beurre de karité une matière grasse traditionnellement utilisée dans le Nord du Ghana extraite des fruits du karité, un arbre qui pousse à l'état sauvage dans les savanes de l'Afrique du Centre Ouest. Et pour la partie nord de ce pays qui ne dispose que de peu de revenus monétaires, il représente est un des rares produits qui ait un potentiel à l'exportation. Depuis 2000, la JICA dans ses activités de développement des zones rurales pour réduire la pauvreté, apporte diverses aides aux producteurs ghanéens de beurre de karité via les ONG locales ou l'envoi de jeunes volontaires japonais.

La JICA a aidé les ONG locales en fondant six centres de diffusion des techniques de transformation du beurre de karité afin de permettre aux paysannes

ghanéennes qui habitent dans les trois provinces du Nord du Ghana d'élever le niveau de leurs revenus et leur niveau de vie : elle a aidé 30 groupes de femmes, soit un total de 210 personnes à améliorer la qualité de leurs produits en perfectionnant les procédés de production traditionnels, à améliorer leurs connaissances en comptabilité et en gestion des affaires et à développer leurs compétences dans le domaine de la vente. De plus, avec à l'envoi de jeunes volontaires japonais, elle a supervisé une « fabrication de savons au beurre de karité » pour permettre à ces groupes de villageoises d'augmenter leurs revenus et a aussi développé des marchés pour leurs produits dans les hôtels locaux ou les boutiques de souvenirs de l'Université d'Accra, la capitale. En 2004, elle a aussi organisé avec l'aide d'une ONG internationale, des stages pour des groupes des femmes de 2 villages des provinces du Nord pour les

former à l'utilisation des équipements de fabrication qui leur avaient été fournis et aux techniques de commercialisation du beurre de karité. Grâce à ces aides, ces groupes ont pu conclure des contrats avec une compagnie anglaise de produits cosmétiques et, par l'intermédiaire du JETRO (*Organisation japonaise de commerce extérieur*), avec une entreprise japonaise de produits cosmétiques naturels (bio) et ont réussi à développer les exportations de leurs produits locaux. Le JETRO a également construit un atelier-modèle de fabrication de savon au beurre de karité en 2006 et un envoi de bénévoles par la JICA a permis de fabriquer des savons d'une qualité telle qu'ils sont maintenant exportés même jusqu'au Japon.



Femmes transportant du beurre de karité

Pour renforcer encore ces résultats, la JICA tout en apportant son aide à la rédaction d'un plan directeur pour dynamiser l'industrie locale dans le Nord du Ghana et réussi à y lier l'adoption d'un projet de « Renforcement du pouvoir d'action des femmes en zones rurales et [de] réduction de la pauvreté par la consolidation des industries locales de beurre de karité dans le Nord du Ghana (*Empowering Rural Women and Alleviating Poverty by Strengthening the Local Shea Butter Industry in Northern Ghana*)» financé (à partir de mars 2007 et pour deux ans) par les Nations Unies (*Conjointement financé par le Fonds Japonais pour la Promotion de la Femme et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) - Japan/UNDP Women in Development Fund*). Le PNUD, la JICA et l'ONG Africa 2000 Network (*réseau Afrique 2000*) en coopération avec le Conseil afro-asiatique des affaires (*AFRASIA Business Council - AABC*) établi par la TICAD (*Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique - CITDA*) sont en train de promouvoir des aides à la diffusion de manuels sur les procédés de fabrication standard du beurre de karité, à la structuration des groupes de femmes, au renforcement des capacités à gérer les affaires et aux démarches marketing en direction des marchés intérieurs et étrangers.

Aides au développement du commerce extérieur du Kenya

Le gouvernement du Kenya, pour augmenter ses devises étrangères et créer des emplois, considère que le renforcement de ses exportations et la mise en place d'une industrie du tourisme sont un des piliers de son développement économique : dans son plan national de développement, « stratégies pour la reprise de l'économie (*Economic Revival Strategy - ERS*)», il met l'accent sur la promotion de son commerce extérieur. Pour promouvoir les exportations, le gouvernement a mis en place, entre 1992 et 1995, un système de libre-échange pour les exportations et les devises étrangères, mais les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances. En effet, divers éléments

tels que l'augmentation des coûts de production dus à un aménagement en infrastructures insuffisant, à l'apparition de troubles sociaux, au développement de la contrebande ou aux corruptions ont été autant d'obstacles au développement des exportations.

Pour régler ces problèmes, le gouvernement du Kenya adopté divers projets de lois pour la promotion de ses exportations au début des années 1990: établissement de zones franches de transformation pour l'exportation (*Export Processing Zone - EPZ*), exonération partielle de l'impôt sur les ventes pour les industries manufacturières. Il a également établi un Conseil de Promotion des Exportations (*Export Promotion Council - EPC*). Par ailleurs, ce pays qui avait basé jusqu'alors ses exportations sur des produits

traditionnels tels que le thé, le tourisme, le café, les produits pétroliers ou les produits de l'industrie cimentière a élargit, ces dernières années, ses exportations à des produits nouveaux comme ceux de l'industrie navale commerciale ou ceux de l'industrie automobile. Le gouvernement kényan avait en effet reconnu qu'une diversification des exportations était indispensable pour développer son commerce extérieur et qu'il était important de sélectionner et d'exporter des produits adaptés aux goûts des clients et répondant aux attentes des marchés exportateurs ciblés.

En 1991, le Japon a effectué une « étude de plan de promotion des exportations » et a rédigé un plan directeur dans lequel l'accent était mis sur l'importance de promouvoir les exportations. Il a envoyé trois spécialistes, de 1993 à 2002, qui ont eu pour mission de conseiller le gouvernement dans leurs formations aux techniques du commerce extérieur ainsi que sur le développement des produits

à l'exportation.

De plus, devant de la nécessité de renforcer encore le commerce extérieur au Kenya et de celle de former encore plus de personnels compétents dans ce domaine, un « projet de formation au commerce extérieur pour les petits et moyens exportateurs » est en cours de réalisation depuis 2007 pour une durée de 3 ans. On attend de ce projet dont le but est de renforcer les techniques de commerce à l'exportation du Conseil de Promotion des Exportations et des petits et moyens exportateurs kényans, grâce à une réalisation active et efficace de formations, qu'il permette un développement économique sur le long terme fondé sur l'avantage comparatif que possède le Kenya de par sa position qui en fait un point d'accès aux pays de la région et à l'établissement d'un système de commerce extérieur qui soit principalement tourné vers les exportations.

3-3:

Création d'avantages comparatifs grâce au renforcement de l'enseignement technologique (enseignement technologique au Rwanda)

Le Rwanda qui n'a pas de façades maritimes, n'est pas seulement un pays pauvre en ressources naturelles y compris du point de vue de son agriculture, c'est aussi un pays qui, à cause des immenses pertes humaines causées par le génocide de 1994, manque cruellement de main-d'œuvre, de techniciens en particulier, ce qui le rend tributaire encore actuellement de nombreux pays voisins ou étrangers.

Pour remédier à cela, le gouvernement rwandais s'est fixé comme principale priorité de devenir « un pays technologique » grâce à la formation de personnels compétents dans ces domaines et il promeut de manière active l'éducation technologique, les TIC y compris, à tous les niveaux : de l'enseignement élémentaire, à l'enseignement supérieur et professionnel.

Le Japon, tout en aidant le gouvernement rwandais à élaborer des mesures en matière d'éducation technologique apporte également son concours à la formation de « personnels dans le domaine scientifique et technologique » qui représentent les

nouvelles ressources stratégiques du pays, par le biais d'aides au renforcement de l'enseignement des matières scientifiques et mathématiques dans le secondaire et le supérieur et par le renforcement de l'enseignement professionnel et technologique. Parmi ces aides, citons le projet de coopération technique « Institut supérieur de technologie de Tumba (*Tumba College of Technology - TCT*), qui a pour but de reconstruire cet ancien centre d'enseignement professionnel et technologique détruit pendant la guerre civile, puis ré-utilisé en tant que collège pour en faire à nouveau un Institut supérieur de technologie qui aura pour mission de former des spécialistes dans 3 domaines : les technologies de l'information, les technologies de la communication et les technologies des énergies alternatives. La JICA utilise efficacement les ressources des établissements d'enseignements technologiques des mêmes domaines auxquels elle a par le passé apporté son aide au Népal, au Myanmar ou en Indonésie pour aider à améliorer les capacités en matière de gestion des établissements scolaires, à définir des curriculums, à développer le niveau des enseignants et à procurer les équipements scolaires nécessaires.



Institut supérieur de technologie de Tumba (Tumba College of Technology – TCT)



Étudiants pendant un cours

3-4:

Aides à la formation professionnelle et à la formation continue (aides à la formation professionnelle et à la formations continue au Sénégal et en Ouganda)

Le Japon apporte des aides à la création de centres de formation professionnelle et de formation continue dans les deux pays africains du Sénégal et de l'Ouganda. Tout en apportant une grande contribution à la formation des personnels pour les industries de ces deux pays, il se sert également de ces centres comme points d'appui pour développer la coopération régionale et en faire profiter les pays avoisinants par la même occasion.

Aides à la formation professionnelle et à la formation continue au Sénégal

Grâce aux coopérations qui ont eu lieu depuis la fondation au Sénégal en 1984 du Centre de Formation Professionnelle et Technique Sénégal/Japon (CFPT/SJ), la qualité des enseignements techniques s'est améliorée et ce centre est maintenant en tête des établissements sénégalais de formation professionnelle et de formation continue avec plus de 80% de ses diplômés assurés de trouver un emploi. Ces dernières années, il a diversifié ses activités et offre maintenant aux élèves qui sortent du lycée la possibilité d'obtenir des diplômes de techniciens de haut niveau et il contribue également, par le biais de formations continues en direction des pays de l'Afrique francophone, non seulement au renforcement des techniques et de la gestion des établissements de

formation professionnelle mais aussi à la formation de techniciens de niveau intermédiaire dans les pays qui en bénéficient. Parmi toutes les formations qu'il propose, le cursus d'automatique est celui qui reçoit le plus de demandes d'inscriptions de la part des pays voisins qui ont un grand besoin de ce savoir. Par ailleurs, il délègue aussi ses enseignants au Mali pour y donner des cours et élargir encore sa coopération.



Centre de Formation Professionnelle et Technique Sénégal/Japon (CFPT/SJ)

Aides à la formation professionnelle et à la formation continue en Ouganda

La coopération débutée en 1968 pour développer l' « Institut de formation professionnelle de Nakawa (*Nakawa Vocational Training Institute*) » en Ouganda, après avoir connue un arrêt provisoire à cause de la situation instable dans le pays, a été reprise en 1997. Grâce à ce qui a été fait jusqu'à présent, cet institut est maintenant reconnu comme le meilleur établissement ougandais : 90% de ses diplômés sont assurés de trouver un emploi et il détient le taux de réussite aux examens nationaux le plus élevé de tout le pays.

Cet institut joue également un rôle de propagation au niveau régional des bienfaits de la coopération, par le biais de collaborations avec des établissements du même genre dans les pays de la région, l'Afrique du Sud-Est principalement. Ces dernières années, sa coopération à la réalisation de projets dans des pays voisins (le Soudan et l'Erythrée) ou à la mise en place de formations demandées par les entreprises pour répondre à leur besoins ont été salués tant au niveau national qu'international.



Institut de formation professionnelle de Nakawa (*Nakawa Vocational Training Institute*)



Cours à la section de formation aux métiers de l'automobile

3-5:

Aides à la création de réseaux régionaux et locaux d'établissements d'enseignement supérieur (Institut africain pour le développement de la capacité (*African Institute for Capacity Development - AICAD*), Réseau d'enseignement supérieur technologique de l'ASEAN (*AUN/SEED-Net - ASEAN Network University, Southeast Asia Engineering Education Development Network*))

Une approche efficace pour renforcer les activités des établissements de l'enseignement supérieur qui nécessitent des aides relativement plus coûteuse en argent et en temps que celles apportées à l'enseignement élémentaire, consiste à utiliser les capacités des établissements d'enseignement supérieur déjà existants et à accélérer la formation de réseaux pour le partage des informations et des ressources ou de développer des coopérations en matière de recherches, pour réduire les différences de niveaux entre les universités et améliorer la qualité générale des enseignements.

Institut africain pour le développement des capacités (*African Institute for Capacity Development - AICAD*)

Le Japon en se basant sur les vingt années d'aides qu'il a apporté, depuis la deuxième moitié des années 1970 à la construction des infrastructures de l'Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie au Kenya, a établi en 2000 dans la banlieue de Nairobi, un « Institut africain pour le développement des capacités (AICAD) » auquel quinze universités de trois pays, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda sont affiliées. Ce projet a permis, jusqu'à présent, de développer de nouvelles connaissances et de nouvelles techniques directement liées à la réduction de la pauvreté (productions agricoles adaptées à la région, transformation des produits

agricoles, logements à prix modestes...) et de mettre en œuvre des activités de diffusion de ces nouvelles connaissances et techniques et des activités de partage des informations par l'établissement d'une base de données sur les actions menées en matière de développement.

Réseau d'enseignement supérieur technologique de l'ASEAN (AUN/SEED-Net - ASEAN Network University, Southeast Asia Engineering Education Development Network)

Le Japon a également établi en Asie un projet de « Réseau d'enseignement supérieur technologique de l'ASEAN (AUN/SEED-Net) » qui regroupe dix-neuf universités du domaine scientifique et technique de dix pays de l'ASEAN et il permet d'améliorer les capacités de leurs enseignements et de leurs recherches grâce à la constitution d'un réseau

dans ces deux domaines entre les universités qui participent à ce projet.

La combinaison efficace entre les « programmes pour l'acquisition de titres universitaires » qui permettent à des étudiants d'aller étudier dans des pays de l'ASEAN ou au Japon et les « recherches communes » ou les « séminaires spécialisés » organisées par les universités de l'ASEAN grâce aux aides apportées par les universités japonaises, recherche non seulement à renforcer le partenariat au niveau des personnels et des organisations entre les universités technologiques mais a également pour but d'améliorer les capacités en matière d'enseignement et de recherches ; et on espère qu'à l'avenir, ces contributions de l'AICAD et du SEED-Net se propageront en Afrique le plus largement possible.



Développement des techniques d'économie de l'eau d'irrigation



Recherches dans l'Université de Kenya

3-6:

Aménagement d'infrastructures routières de grande envergure en Afrique (Sénégal - Mali, Tanzanie - Kenya, Mozambique)

Depuis 2006, le Japon (via la JBIC) accorde des prêts en yens à l'Afrique dans le cadre d'un programme de coopération (Programme d'assistance au développement du secteur privé en Afrique - *Enhanced Private Sector Assistance for Africa - EPSA*) en collaboration avec la Banque Africaine de Développement. Il

apporte des aides notamment dans le domaine le plus important de la mise en place d'infrastructures de grande envergure essentiellement dans les corridors internationaux établis par le NEPAD (*Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique - The new partnership for Africa's development*). Le Japon a accordé jusqu'à présent

des aides aux 3 projets nommés ci-dessous et on attend désormais une grande contribution de sa part pour permettre de relier les marchés des pays sans façade maritime avec ceux des pays ayant un accès à la mer et développer les activités des marchés régionaux.

- ① Axe routier Sénégal (Dakar) – Mali (Bamako) (960 millions de yens en 2006)
- ② Axe routier Tanzanie (Arusha) – Kenya (Nairobi) (6,86 billions de yens en 2007)
- ③ Axe routier du Mozambique (Montepuez-Lichinga) (3,28 billions de yens en 2007)

Des aides sont également prévues pour le projet en cours d'études du corridor Nakala qui permettrait de connecter entre eux le Mozambique, le Malawi et la Zambie. En février 2008, un séminaire à ce sujet entre le Japon, le Vietnam et le Mozambique s'est tenu dans ce dernier pays, dans le but d'appliquer les expériences de développement économique menées en Asie aux zones proches du port mozambicain de Nakala. En dehors des aménagements routiers habituels, la construction de « gares routières » ont été planifiées pour aider au développement des communautés qui vivent en bordure du corridor de Nakala, on attend de ces aides pour un développement global qu'elles combinent à la fois aides matérielles et aides immatérielles.

Au Kenya où des aides indépendantes via des prêts en yens sont possibles, un projet d'agrandissement du port de Mombasa, le point d'accès aux voies commerciales internationales pour l'Est de l'Afrique qui relie les pays de la zone des Grands Lacs comme le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, l'est du Congo et le sud du Soudan a commencé en 2007 (26,7 billions de yens).

Par ailleurs, dans la réalisation d'infrastructures de grande envergure en Afrique, le problème essentiel est de faire correspondre parfaitement les projets du NEPAD et des CER (*communautés économiques régionales – Regional Economic Communities: RECs*) aux priorités de chacun des gouvernements. Le Japon accorde de l'importance à l'aménagement de ces infrastructures de grande envergure en Afrique qui comprennent des plans d'actions sur le court terme (*short-term action plan – STAP*) ou des cadres stratégiques à moyen et long terme (*Medium- to Long Term Strategic Framework – MLTSF*) établis par le NEPAD, mais il reconnaît également l'importance de renforcer les fonctions des CER et envoi des spécialistes dans les unités de contrôle d'évaluation (*Monitoring and Evaluation Unit – M&E*) de la « Communauté Est-Africaine » (*CAE - East African Community : EAC*) pour apporter son aide au renforcement de la collaboration et au renforcement des capacités d'ajustement entre tous les gouvernements des pays membres de la CAE et les donateurs.

3-7:

Réduction des coûts du transport terrestre – Simplification des procédures douanières aux frontières (postes frontières à arrêt unique (*One Stop Border Post*) OSBP)

En Afrique où de nombreux pays n'ont pas de façades maritimes, la proportion des marchandises acheminées par les frontières est importante. Cependant, les formalités douanières aux passages des frontières sont compliquées : elles prennent plus de temps que nécessaire et sont responsables du goulot d'étranglement du commerce régional et de la mauvaise circulation des marchandises, ce qui entraîne une baisse des effets des aides à l'aménagement routier. Et il est donc important de trouver des moyens de simplifier les passages aux frontières pour le développement économique de l'Afrique.

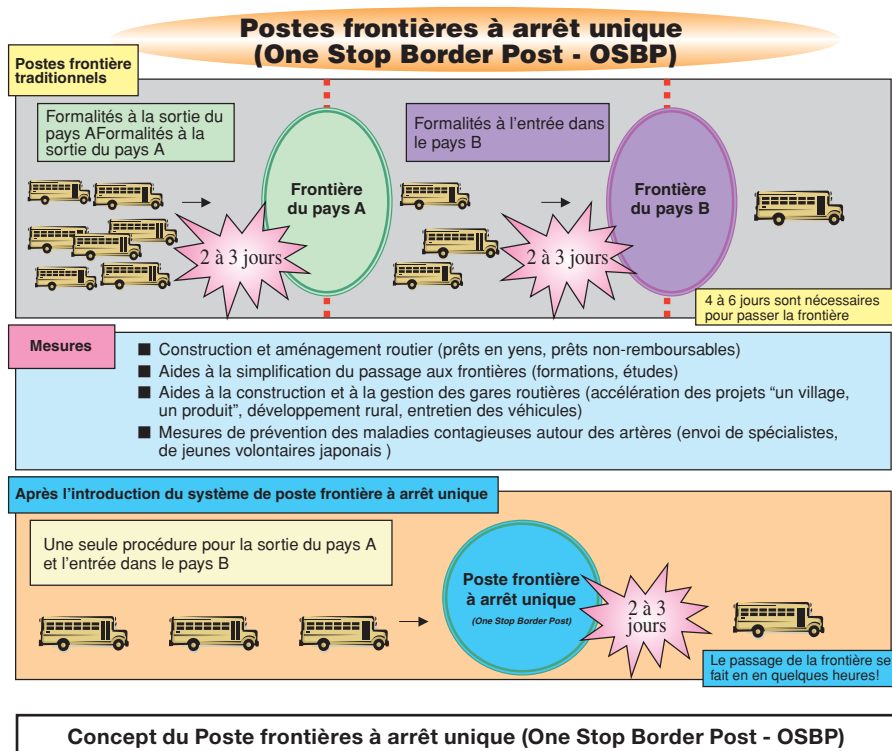
Pour résoudre ce problème, le Japon accorde des prêts en yens pour développer les aménagements

d'infrastructures de grande envergure et apporte également des aides à la mise en place de « postes frontières à arrêt unique (*One Stop Border Post – OSBP*) » pour standardiser les postes des douanes aux frontières, simplifier les formalités de passage et améliorer les compétences des douaniers. Actuellement, la JBIC est en train d'aider à l'introduction d'un système de « postes frontières à arrêt unique » à la frontière de Namanga (entre le Kenya et la Tanzanie), dans le cadre de l'aménagement de la route entre Arusha, Namanga et la rivière Athi avec des aides du Programme d'assistance au développement du secteur privé en Afrique (*Enhanced Private Sector Assistance for Africa – EPSA*). De plus, des accords entre les deux pays et l'organisation de séminaires sont prévus pour introduire ce système

de « postes frontières à arrêt unique » à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe reliés par le pont Chirundu autrefois réalisé grâce à une donation du Japon de fonds non-remboursables. On attend que cette coopération permette de réduire le temps de passage aux frontières qui jusqu'à présent demandait plusieurs jours et qu'elle soit une forte contribution au développement économique grâce à la diminution des coûts de transport qui en découlera.

Un des autres aspects des aides à l'établissement

de postes frontières à arrêt unique est de réaliser des aides au développement de manière encore plus globale, en y ajoutant des aides au renforcement de la sécurité routière : cours de sécurité routière pour les conducteurs de camion arrêtés près des frontières ou construction de garages pour l'entretien des véhicules, ainsi que diverses aides immatérielles : aides pour la diffusion des connaissances en matière de prévention du SIDA/HIV ou aides aux actions en faveur de l'amélioration des conditions de vie des communautés alentour.



3-8:

Renforcement des capacités en approvisionnement électrique de grande envergure (programme d'électrification de la Zambie, travaux d'aménagement du réseau électrique de Bujagali en Ouganda)

Le développement industriel de l'Afrique doit obligatoirement passer par un renforcement de ses capacités dans le domaine des transports et de l'électricité. Particulièrement dans le centre de l'Afrique où l'énergie hydroélectrique est totalement tributaire de l'environnement naturel, un approvisionnement stable en électricité est un problème important à résoudre et tout en tenant compte des tendances d'intégrations économiques au niveau régional et des aménagements

de corridors internationaux, il est important d'apporter des aides à la décision de projets d'approvisionnement en électricité qui dépassent les frontières, à la mise en place de moyens de productions et de transports de l'électricité et au renforcement des capacités à gérer l'administration des établissements. Particulièrement en Zambie et en Ouganda qui ont de grands potentiels pour devenir les principaux pays producteurs d'électricité pour les zones sud et est de l'Afrique, le

développement d'une production d'électricité et la mise à disposition pour les régions qui le demandent d'un réseau électrique local, rendra possible sur grande envergure un approvisionnement stable en électricité; un élément important de croissance économique.

Programme d'électrification de la Zambie

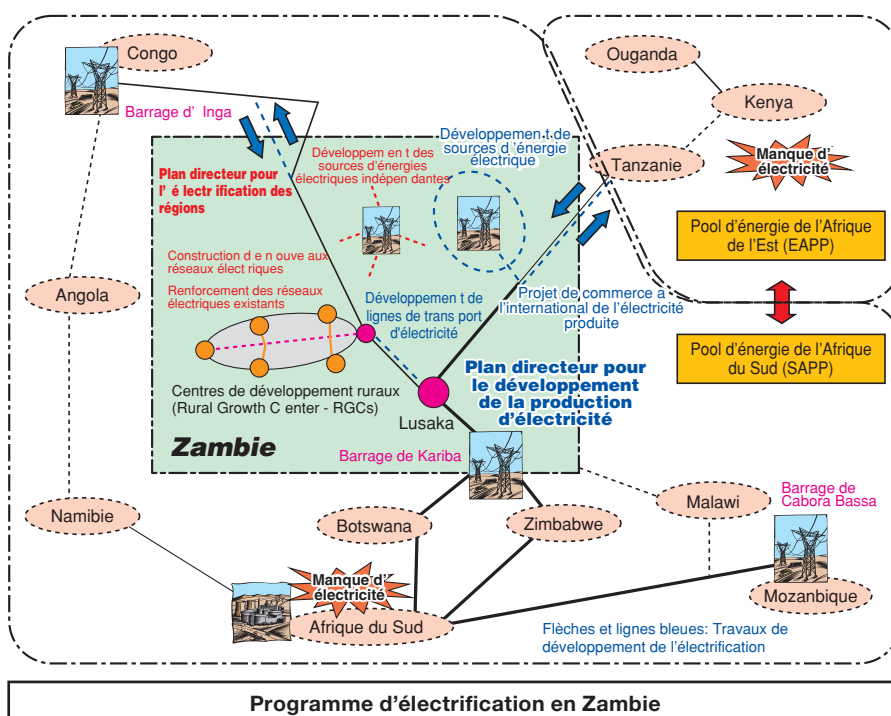
Le programme d'électrification de la Zambie grâce à des prêts en yens, développe la production, la distribution et la mise à disposition de l'électricité produite entre plusieurs pays principalement dans les régions du sud de l'Afrique et renforce également les capacités décisionnelles de projets pour mettre l'électricité produite à la disposition de pays qui en manquent comme l'Afrique du Sud, la Tanzanie et le Kenya. Ce programme comprend également un plan directeur d'électrification régionale qui regroupe la construction de nouveaux réseaux de distribution de l'électricité, le renforcement des réseaux électriques existants et l'électrification des régions grâce au développement de sources d'électricités indépendantes telles l'énergie hydraulique peu consommatrice d'eau ou l'énergie solaire. Il apporte aussi des aides à la création d'un système qui permet de planifier et de réaliser les travaux déjà existants d'électrification au niveau régional et combine des projets d'électrifications régionaux qui renforcent les capacités des organismes de contrôle, dans le but d'activer la position de la croissance régionale à l'intérieur de la Zambie grâce à l'électrification des régions. En Asie également,

dans la région indochinoise des actions ont lieu en faveur de l'aménagement d'un système international de distribution de l'électricité en provenance du Laos et en direction de la Thaïlande et du Vietnam et les enseignements cette expérience sont mis à profit dans le programme d'électrification de la Zambie.

Travaux d'aménagement du réseau électrique de Bujagali en Ouganda

L'Ouganda également a commencé des travaux d'aménagement du réseau électrique de Bujagali, grâce à un programme d'assistance au développement du secteur privé en Afrique (EPSA) financé en collaboration avec la Banque africaine de développement des aides (d'un montant de 3,48 milliards de yens en 2007). De nouvelles lignes électriques et de nouvelles stations de transformation électriques seront construites et reliées à la centrale hydroélectrique de Bujagali (250 MW), une des plus grandes réalisations du secteur privé en Afrique afin d'aménager un système en mesure d'offrir l'électricité indispensable au développement économique et social de l'est de l'Afrique grâce à une distribution de l'électricité à l'intérieur même du pays mais aussi aux pays proches comme le Kenya.

La mise à disposition de la puissance électrique du pool d'énergie du sud de l'Afrique centré sur la Zambie et de celui de l'Afrique de l'Est centré sur l'Ouganda, rendra possible un approvisionnement stable en électricité sur une grande envergure et permettra l'établissement d'activités économiques de base.



3-9:

Aides à la révolution verte en Afrique (*Initiatives pour un développement adapté de la production de riz africain*)

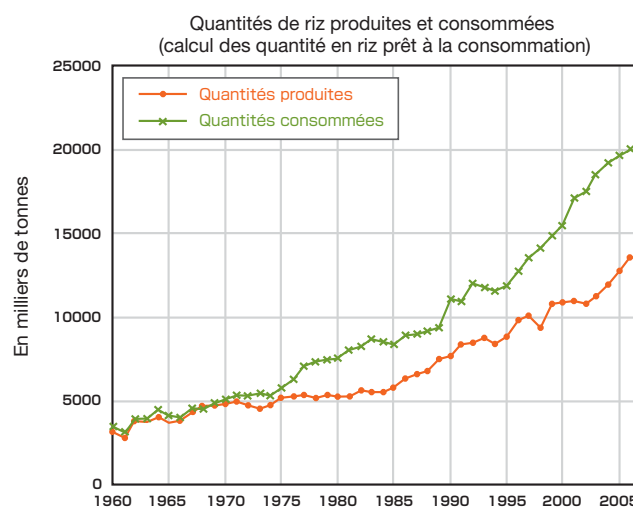
Le Japon par le biais des aides du « Programme global de développement de l'agriculture africaine (*Comprehensive Africa Agriculture Development Program – CAADP*) » du NEPAD et des « Initiatives Africaines sur le Riz (*Africa Rice Initiative – ARI*) » de la WARDA (*Association pour le développement de la culture du riz en Afrique de l'ouest - West African Rice Development Association*), apporte son aide à « la révolution verte » en Afrique particulièrement dans le domaine du développement du riz en collaboration avec l'« Alliance pour une révolution verte en Afrique (*Alliance for a Green Revolution in Africa – AGRA*) » dirigée par l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Ces « Initiatives pour un développement adapté de la production de riz africain (*Comprehensive Africa Rice Development Initiative - CARDI*) » ont pour but de contribuer à la garantie de la stabilité alimentaire pour chacun des pays producteurs et d'augmenter le revenu des petites exploitations agricoles grâce à un doublement sur 10 ans de la production rizicole africaine, de 2008 à 2017. Pour atteindre cet objectif, des décisions sur le contenu concret des aides dans chacun des domaines de culture : riziculture pluviale, la riziculture irriguée ou la riziculture pluviale de bas-fond, des aides à la

diffusion de semences de qualité adaptées comme le NERICA (*Nouveau riz pour l'Afrique - New Rice for Africa*) développé par la WARDA qui répondent aux capacités de production agricoles et des aides à la réfection et au développement des installations d'irrigation ou au développement et à la diffusion de techniques de cultures appropriées, on cherche à améliorer la quantité de riz produite et à agrandir les superficies cultivables. Par ailleurs, des aides sont aussi apportées pour renforcer la diffusion des techniques et des financements sont aussi apportées à l'amélioration de la qualité grâce à l'accès à des systèmes de diffusion et de financements, à l'amélioration des marchés du crédit ou au traitement des récoltes.

Des expériences ont été faites en Asie des années 60 aux années 80, pour augmenter la productivité des terres agricoles lors de la révolution verte centrée sur la riziculture afin de garantir de l'approvisionnement alimentaire et de réduire la pauvreté. On pousse au développement de telles initiatives sans se borner aux expériences menées par le Japon mais en mettant en commun aussi les expériences menées dans les autres pays d'Asie.

● Quantités de riz produites et consommées en Afrique



Source: USDA, Banque de données PS&D View, Novembre 2003 (*USDA : PS&D View November 2003*); USBC base internationale de données, juillet 2003 (*USBC: International Data Base*)

3-10:**Renforcement de la coopération dans les régions de l'Océan Indien (*Formations pour la promotions des investissements dans le commerce extérieur de la zone économique de l'Océan Indien*)**

Afin de renforcer les échanges économiques et sociaux à l'avenir entre l'Afrique et l'Asie positionnées de part et d'autre de l'Océan indien, le Japon apporte son aide à l'accélération des échanges de personnels et de savoirs entre les deux régions par le biais d'une coopération sud-sud entre l'Asie et l'Afrique.

Les pays africains qui ont maintenu pendant longtemps une relation très « verticale » avec les pays d'Europe qui les avaient autrefois colonisés tourment maintenant de plus en plus leurs espoirs vers un renforcement des relations avec les pays d'Asie grâce à la forte implantation en Afrique ces dernières années de pays d'Asie comme la Chine ou l'Inde. Un renforcement des relations économiques avec les régions de la zone de l'Océan Indien : Asie du Sud-Est, Asie du Sud et Proche-Orient, devrait sans doute permettre d'apporter de grandes opportunités de croissance économique,

particulièrement aux pays africains situés en bordure de l'Océan Indien.

Partant de cette hypothèse, la JICA organise depuis 2006, des programmes de formations en direction des pays du sud-est de l'Afrique qui bordent l'Océan Indien comme le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique ou bien Madagascar. On attend de ces formations qui se tiennent au Japon et dans les pays de l'Asie du Sud-Est, qu'elles permettent aux participants de comprendre le dynamisme des investissements commerciaux dans les zones visitées et que leurs rencontres et leurs échanges d'idées avec des personnes tant du secteur privé que du secteur public en rapport avec le commerce et les investissements du côté asiatique puissent leur être utile quand ils devront à l'avenir élaborer des mesures pour promouvoir le commerce extérieur et les investissements en Afrique.

